

Les Epidémies dans les ports de la Riviera française

THÈSE

POUR OBTENIR LE TITRE DE DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ
(MENTION : PHARMACIE)

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Pharmacie de Montpellier
le 19^e Juin 1943

PAR

Janine KLUGMANN

JURY. { MM. A. ASTRUC, doyen, *Président*.
E. CANALS, *Professeur*.
J. SUSPLUGAS, *Chargé de cours*. } *Assesseurs.*

TOULOUSE
IMPRIMERIE FOURNIÉ
39 à 43, rue Constantine
—
1943

Les Epidémies dans les ports de la Riviera française

THÈSE

POUR OBTENIR LE TITRE DE DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ

(MENTION : PHARMACIE)

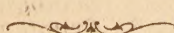
présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Pharmacie de Montpellier

le 19 Juin 1943

PAR

Janine KLUGMANN

JURY.....	{	MM. A. ASTRUC, doyen, <i>Président.</i>	{	<i>Assesseurs.</i>
		E. CANALS, <i>Professeur.</i>		
		J. SUSPLUGAS, <i>Chargé de cours.</i>		



TOULOUSE
IMPRIMERIE FOURNIÉ
39 à 43, rue Constantine

1943

FACULTÉ DE PHARMACIE DE MONTPELLIER

ADMINISTRATION

MM.

A. ASTRUC (O. ✱, I. P. ☞)	<i>Doyen.</i>
A. FAUCON (O. ✱, I. P. ☞, ☼, C. ✱, G. O. ✱)	<i>Assesseur.</i>
TOURRETTE (I. P. ☞)	<i>Secrétaire.</i>

PROFESSEURS

MM.

A. ASTRUC (O. ✱, I. P. ☞)	<i>Pharm. galénique et industrielle.</i>
C. HOLLANDE (I. P. ☞)	<i>Zoologie et microbiologie.</i>
A. JUILLET (I. P. ☞)	<i>Botanique et matière médicale.</i>
A. FAUCON (O. ✱, I. P. ☞, ☼, C. ✱, G. O. ✱)	<i>Pharmacie chimique.</i>
E. CANALS (I. P. ☞)	<i>Physique.</i>
P. JAULMES (A. ☞)	<i>Analyse et Toxicologie.</i>
R. DOLIQUE (A. ☞)	<i>Chimie minérale.</i>
R. GRANGER, chargé du cours	<i>Chimie biologique.</i>

DOYEN HONORAIRE

M. G. MASSOL (✱, I. P. ☞, ☼)

PROFESSEURS HONORAIRES

MM.

F. JADIN (O. ✱, I. P. ☞)	<i>Doyen honoraire de la Faculté de Pharmacie de Strasbourg.</i>
M. MOUSSERON (A. ☞)	<i>professeur à la Faculté des Sciences.</i>

MAITRE DE CONFÉRENCES

M. J. GIROUX	<i>Pharmacodynamie.</i>
--------------	-------------------------

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

MM.

A. JUILLET (I. P. ☞)	<i>Botanique.</i>
A. FAUCON (O. ✱, I. P. ☞, ☼, C. ✱, G. O. ✱)	<i>Fonctions en chimie organique.</i>
E. CANALS (I. P. ☞)	<i>Hydrologie.</i>
P. JAULMES (A. ☞)	<i>Toxicologie.</i>
R. DOLIQUE (A. ☞)	<i>Chimie organique.</i>
J. GIROUX	<i>Zoologie.</i>
J. SUSPLUGAS	<i>Cryptogamie.</i>
L. ASTRUC	<i>Législation pharmaceutique.</i>



CHEFS DE TRAVAUX PRATIQUES

MM.

L. FARRE (I. P. ☞)	<i>Chimie et pharmacie.</i>
SUSPLUGAS	<i>Histoire naturelle.</i>
CASTEL	<i>Chimie.</i>

NOTA. — La Faculté de Pharmacie n'accepte la responsabilité d'aucune des opinions émises par les candidats dans les Thèses ou Synthèses qui sont présentées.

Les Epidémies dans les ports
de la Riviera française



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555601_0074

A MA MERE,

A MON PERE.

AVANT-PROPOS

Qu'il nous soit permis d'exprimer ici toute notre reconnaissance à M. le doyen Astruc, président de notre jury de thèse, qui a bien voulu nous guider dans l'élaboration de notre travail, et dont la bienveillance à notre égard nous a été si précieuse et si sensible.

Nous remercions également M. le professeur Canals et M. Susplugas, chargé de cours, pour l'intérêt qu'ils ont pris à notre effort et l'encouragement qu'ils nous ont donné.

Nous voudrions aussi exprimer toute notre gratitude à M. Guitard, secrétaire général de la Société d'Histoire de la Pharmacie, qui a bien voulu nous suggérer notre sujet de thèse et nous faire bénéficier de sa haute expérience.

Nous remercions également M. Hildesheimer, conservateur des Archives départementales des Alpes-Maritimes, et M. Fighiéra, conservateur des Archives municipales de Nice, pour leur inépuisable complaisance.

Nous gardons aussi une vive reconnaissance à M. Cappatti, dont l'érudition niçoise nous a été si utile.

Pour terminer, nous prions tous nos Maîtres, qui nous ont enseigné les disciplines universitaires, d'accepter en hommage ce dernier acte de notre vie d'étudiante.

INTRODUCTION

L'une des tâches les plus importantes qui incombent à un Gouvernement est le maintien de la salubrité publique. Celle-ci a été justement définie : « Le résultat des mesures hygiéniques et de police prises, soit par l'administration, soit par les particuliers, dans l'intérêt de la santé publique » (1). La police sanitaire a donc pour but principal de prévenir la contagion; elle prévoit et réunit toutes dispositions et mesures qu'elle croit utiles à cet effet.

Et pourtant, jusqu'au milieu même du xix^e siècle — le choléra désola encore Nice en 1854 — les lois furent fréquemment impuissantes à nous garder des épidémies. Nous disons « les lois », car sur les initiatives particulières, nous ne possédons que des renseignements fortuits, sans portée générale. C'est donc essentiellement aux règlements officiels, tant généraux que locaux, permanents ou occasionnels, qu'il faudra nous adresser pour savoir comment fut menée dans une région donnée la lutte hygiénique et quelle en fut l'efficacité.

Nous nous proposons d'étudier ici les mesures sanitaires prises dans les principaux ports de la Riviera française pour tenter de prévenir ou pour faire cesser les épidémies, notamment les pestes qui désolèrent la contrée à de nombreuses reprises. A côté de la lutte directe contre la contagion, objet précis de notre étude, un ensemble de règlements

(1) DALLOZ, *Répertoire de législation*, n° 39.

d'hygiène générale fut progressivement édicté qui vint la compléter et la renforcer; nous mentionnerons simplement ici les mesures prises pour diminuer les causes de corruption de l'air, dans les milieux populeux et encombrés surtout : création de cimetières spacieux loin des habitations, éloignement des arts et fabrications à émanations nocives, propreté des voies et des lieux publics, fermeture des ouvertures extérieures des fosses d'aisance et cloaques, non-contamination des fontaines et puits d'eau vive, interdiction de vendre ou d'utiliser des comestibles gâtés ou nuisibles (et notamment la viande), fondation d'établissements hospitaliers et d'hospices.

La succession régulière de ports qui, de Marseille à Menton, forme aujourd'hui la Riviera française, fut au cours de l'histoire alternativement unie, ou scindée en deux par le Var jouant le rôle de frontière naturelle, dans les luttes incessantes de la France et de l'Empire. Mais si les deux Gouvernements furent longtemps distincts, voire opposés, l'état des connaissances scientifiques et les conditions locales d'hygiène étaient les mêmes; elles déterminèrent des mesures préventives et curatives semblables, sinon simultanées, contre les fléaux pestilentiels qui décimaient toute la côte indistinctement. Aussi étudierons-nous plus particulièrement ce qui fut fait dans le comté de Nice, en indiquant parallèlement les grandes dispositions de même ordre destinées à préserver les autres ports de Provence.

Modifiées un peu par l'évolution lente des idées médicales et surtout par les tristes leçons de chaque épidémie nouvelle, les mesures contre l'infection se précisèrent et se complétèrent peu à peu. Nous verrons, au terme de notre étude, qu'elles formaient vers le milieu du xix^e siècle, un ensemble de règlements empiriques, mais coordonné et, somme toute, bien conçu. Il aura fallu rien moins que le

bouleversement des notions sur les causes et le traitement des maladies pour qu'à cette époque devienne périmé au regard de la prophylaxie moderne tout ce système de précautions lentement élaboré par les générations successives contre le spectre qui hantait les esprits : la peste. Ainsi, une fois de plus, le passé éclaire le présent, et le mot du grand Florentin reste vrai : « Pour connaître ce qui doit être, il faut considérer ce qui fut » (1).

(1) MACHIAVEL, *Tite-Live*, III, 43.

PREMIÈRE PARTIE

Mesures sanitaires
dans la
Riviera française

CHAPITRE PREMIER

Les conditions locales

Durant des siècles, l'humanité connut, outre les angoisses de la guerre ou de la disette, la constante, la grande peur des épidémies. Nous parlons aujourd'hui de peste, de typhus, de choléra, de fièvre jaune. Nous savons définir la peste, par exemple : une affection microbienne caractérisée symptomatiquement par le développement de bubons, de tumeurs charbonneuses et de pétéchies. Mais nos ancêtres, eux, nommaient indistinctement « peste » toute maladie épidémique donnant lieu à une mortalité considérable, et si toutes ces contagions avaient été la vraie peste, le pays n'eût pas tardé à demeurer désert. D'ailleurs, les anciens auteurs nous en décrivaient rarement avec précision les symptômes; c'est ainsi qu'en 1656 seulement, nous trouvons pour la première fois dans un document officiel, prescrivant la déclaration obligatoire des malades, la description d'une maladie, avec ou même sans fièvre, quand il y a « buboni, giavelli o'sia frongi, o'qual sia altro tumore » (1).

C'est donc la lutte contre toutes ces pestes que nous allons suivre, et cette lutte sera toujours identique quelle qu'ait

(1) DUBOIN, *Raccolta per ordine di materie delle Leggi*, Turin, 1834, t. X, vol. XII, p. 418.

pu être la nature exacte du mal. Deux exceptions toutefois : la variole et la rage, maladies connues et caractérisées dès longtemps. Au début du XIX^e siècle, où la petite vérole exerçait de redoutables ravages, la découverte de Jenner permit de la combattre efficacement et le département des Alpes-Maritimes se distingua dans la propagation de la vaccine. De même, nous trouvons des éruptions locales de rage, à intervalles rapprochés, vers la fin du XVIII^e siècle.

L'on peut définir actuellement une épidémie comme une maladie possédant deux caractères essentiels : arrivée d'un germe morbifique venant du dehors et localisation de l'épidémie pendant un certain espace de temps dans un foyer circonscrit (1). Elle est favorisée par l'encombrement, la misère, la faim. De cette simple définition découle la nécessité particulière de mesures sanitaires dans les Alpes-Maritimes, de par leur caractère de région frontière, maritime et pauvre. Prenons par exemple le cas de la peste : les études étiologiques ont prouvé qu'elle est originaire, non d'Égypte comme on le crut d'abord, mais de Cyrénaïque, Syrie, Turquie, Arménie, Arabie, Perse, Hindoustan et Chine. Endémique au surplus dans tous ces pays d'Orient, elle est toujours importée en Europe : quelle voie d'accès facile à la contagion formaient les ports méditerranéens, en constant trafic avec l'Orient!

1) Une région frontière.

Région frontière que le comté de Nice et, comme telle, théâtre de nombreuses guerres : après les comptoirs phocéens antiques, les guerres puniques du III^e siècle avant notre ère où le littoral sert d'abri aux flottes romaines

(1) A. PROUST, *Défense de l'Europe contre la peste*. Paris, 1899, p. 39.

faisant voile vers l'Espagne, et l'achèvement de la conquête de la Provence par Octave-Auguste, ce sont les invasions des Barbares au v^e siècle, puis la longue lutte pour la domination entre Arles et Gênes. C'est, ensuite, le conflit sans cesse renaissant de la France et du saint Empire romain germanique. Enfin, l'invasion du comté et les luttes entre Sardes, Autrichiens et Français, de 1792 à 1796, lors de la Révolution française. Et ces guerres incessantes ne se bornent pas, en mettant les peuples en contact, à propager les fièvres contagieuses qui règnent toujours parmi les camps et les hôpitaux; elles les favorisent encore, par un va-et-vient peu contrôlable d'étrangers, par les ruines, la saleté, la disette ou même la famine.

Région frontière, donc terre de transit, le comté de Nice est le siège d'un commerce particulièrement actif avec l'Italie et la Provence. Les difficultés de communication étaient grandes cependant. Comme bien des petits Etats, la République de Gênes opposait aux envahisseurs des chemins affreux, délaissés à dessein. Vers Gênes seulement, on possédait une bonne route : la voie militaire de conquête, la voie Aurélienne des Romains par la Turbie, Monaco et Menton, et un sentier par Roquebrune. La route moderne de la Corniche, décidée en 1804, fut achevée en 1820. Mais vers la Provence, une seule route, bien peu praticable, aboutissant à la frontière du Var, et dépourvue de pont sur ce fleuve. Jusqu'au xv^e siècle, il fallait passer l'eau à pied, en implorant contre le danger réel la bienheureuse mémoire du pape Urbain V. Par une transaction entre l'évêque de Vence et les consuls de Saint-Laurent-du-Var, en 1485, il y eut désormais sur les deux rives, du lever au coucher du soleil, des guéeurs rémunérés qui pratiquaient des sondages quotidiens, indiquaient aux piétons les passages sûrs, ou traversaient les voyageurs en barque, voire sur leurs épau-

les. En 1792 enfin, l'armée française construisit un pont de bois qui dura jusqu'à l'installation du chemin de fer. Vers Turin, deux routes muletières : l'une, datant de 1434 pour la gabelle, par Lévens et Cône; l'autre, tracée en 1593, par Sospel et le col de Tende.

Quant aux relations avec l'intérieur du pays, vers Puget-Théniers et les vallées du Var, de l'Estéron, de la Tinée, de la Vésubie, vers celles de la Roya et du Paillon, elles étaient réellement délaissées par l'administration sarde. Dans la vallée du Var, où aucune bonne route ne fut établie jusqu'en 1861, il fallait suivre 125 kilomètres d'un parcours épouvantable pour arriver à Nice : « ... au bas d'un « précipice affreux, la rivière qui coule à grand bruit. Sur « le haut, des pierres prêtes à tomber; au milieu, un sentier « souvent effacé, sur un terrain mouvant, et nul abri en « cas d'accident... il n'y a qu'une poutre ou une planche « sur la rivière la plus dangereuse, on est sûr d'être arrêté « lorsqu'il pleut par le débordement des eaux... et forcé « de rétrograder » (1).

2) Une confrérie maritime.

Malgré ces obstacles pourtant, le trafic avec l'étranger fut très actif, tant par terre que par mer. Le littoral du comté est riche en abris : port de Nice, rade de Villefranche, golfes de Saint-Hospice et de Saint-Jean, rades de Monaco, du Cap Martin et de Menton. Aussi le commerce maritime fut-il toujours très développé avec l'Italie, la « Barbarie » (notre actuelle Afrique du Nord), les Echelles du Levant, l'Espagne, la Hollande, la Grande-Bretagne. C'était un trafic incessant avec les bâtiments de ce qui constituait les « pays

(1) Fr.-Em. FODÉRÉ, *Voyage aux Alpes-Maritimes*. Paris, 1821, t. I, p. 157.

non habituellement sains » Empire Ottoman en Europe, Asie ou Afrique, Côtes du Maroc sur les deux mers, pays d'Amérique. De ce fait, l'importation des pestes d'Orient était si connue qu'il y avait à Marseille une coutume de sacrifice expiatoire, depuis des temps reculés, contre la peste : un pauvre, volontaire, acceptait de vivre grassement durant un an, aux frais de la ville; ensuite de quoi, on lui faisait faire le tour de la cité, revêtu d'habits sacrés et couronné de fleurs, on le chargeait d'imprécations consacrées.... et on le précipitait à la mer (1).

De plus, au XVI^e siècle, la route d'Espagne en Flandre, c'était la Méditerranée, l'Italie du Nord, la Suisse, la Franche-Comté, la Lorraine ou les Allemagnes. La route Atlantique n'était qu'exceptionnellement utilisée, vu la crainte des corsaires français, le manque de bons ports espagnols de ce côté-là (Cadix trop au sud, la Corogne et Santander d'accès malaisé par terre). On empruntait donc la voie méditerranéenne avec escales fréquentes soit en Corse, soit sur notre Riviera, le faible tonnage des navires empêchant toute longue traversée sans escale.

L'institution sarde des ports francs augmenta encore ce trafic. Le privilège du port franc fut accordé par Charles-Emmanuel I^{er} à Nice et à Villefranche, le 22 janvier 1612 (2). Ceci signifiait qu'elles devenaient ports d'asile pour les gens de mer et les marchands, quelles que fussent leur religion et leur nationalité, leur accordant l'exemption des droits de gabelle, soit la libre entrée des marchandises, dans les limites de tout le comté. Les bâtiments acquittaient seulement le droit de transit et de passage s'élevant à 2 %. En 1793, la création du département français des Alpes-

(1) Richard MÉAD, *Traité sur la peste*. Paris, 1801, p. 248.

(2) F.-A. DUBOIN, t. XV, vol. XVII, p. 325.

Maritimes abolit le port franc; il est restauré, en 1814, avec le régime sarde. Ce dernier le supprimera finalement en 1854, achevant de s'aliéner ainsi les Niçois par cette grave atteinte à leurs privilèges.

Notons aussi l'existence du droit de Villefranche, droit spécial que devaient acquitter les bâtiments passant en vue de la rade, et qui les obligeait à s'arrêter et à prendre contact. Un droit semblable exista aussi à Monaco.

3) Un sol infertile.

Enfin, les causes géographiques elles-mêmes forcent toute la contrée à beaucoup recourir aux apports extérieurs. Certes, le problème de l'eau fut quantitatif, mais non qualitatif. A Nice, notamment, l'eau est pure et ne provoqua jamais d'épidémie. Dès l'époque gauloise, on utilisa pour la boisson les sources locales, comme la Fondivina vers la Turbie. Soucieux d'hygiène, les Romains édifièrent ensuite des aqueducs, deux à Cimiez, un à Fréjus; ils employaient les eaux d'Aix (*Aquæ Sextiæ*, du nom du consul P. Sextius Calvinus).

Au moyen âge pourtant, avec le dédain du corps et de la propreté, avec la vie repliée de par les guerroiements dans les châteaux-forts où l'eau est parcimonieuse, les œuvres romaines périssent, le manque d'eau aggrave les épidémies existantes. Mais dès le xvi^e siècle, Bergante fore le puits du Château. Plusieurs sources sont utilisées (à Ricquier, Saint-Sébastien, Magnan); on les réglemente : il faut, dès 1627, clarifier de temps à autre le fond des puits par du charbon recouvert de gravier. Depuis lors, de nombreuses sources nouvelles ont été captées (1).

(1) Ph. CASIMIR et Dr G. SINCLAIR, *L'eau pure à Nice*, Nice, 1812.

Quant au climat, sa salubrité est trop connue pour que nous ayons à y insister; pas plus que l'eau, il n'occasionna de grave pandémie. Mais la région est montagneuse en grande partie, de sol médiocre et infertile.

D'une étude sur l'économie provençale au XVIII^e siècle, nous retenons ces constatations : « Les deux-tiers des biens
« ruraux sont frappés d'infécondité. Le fond en est sec,
« aride et stérile. Il convient... d'ajouter à cette pauvreté
« du sol les maux causés par un climat bizarre et inégal,
« les ravages des inondations des torrents... et la mortalité
« des arbres. De cette situation lamentable de l'agriculture
« résulte pour la Provence un genre d'infortune terrible
« et rare. Elle est souvent amenée à douter de la subsis-
« tance de ses habitants et obligée de se pourvoir à grands
« frais dans les autres provinces des denrées de première
« nécessité » (1).

Pour nous résumer, nous voyons que dans une région déjà particulièrement vulnérable, bien des éléments concouraient à étendre le commerce et les communications avec l'Orient perpétuellement infecté. L'on a pu dire, sans être taxé d'exagération, que « la peste fut un continuel cauchemar pour
« les citoyens » et que « le soin de l'autorité fut constam-
« ment tourné vers l'éloignement de ce fléau, quelquefois
« par des précautions d'une gravité exceptionnelle » (2).

(1) P. ALBERT-ROBERT, *Les remontrances et arrêtés du Parlement de Provence au XVIII^e siècle (1715-1790)*. Paris, 1911, 2^e part., p. 623.

(2) J. BRÈS, *Note d'Archivio*. Nice, 1919, p. 105.

CHAPITRE II

Les principes de ces mesures

Avant de lutter contre le mal lui-même, il faut tenter de l'éviter, donc connaître sa nature ou du moins son mode de propagation. Il faut savoir s'il est ou non contagieux, c'est-à-dire susceptible de se communiquer par un contact quelconque. La contagiosité, aujourd'hui reconnue, fut loin de l'être toujours et les discussions à son sujet créèrent une véritable littérature de la peste.

Dès l'antiquité pourtant, la notion de contagion était émise, affirmée par Lucrèce, en même temps qu'il pressentait l'origine du mal : « L'atmosphère est remplie d'une infinité
« de corpuscules de toute espèce, dont les uns nous donnent
« la vie, les autres engendrent la maladie et le trépas.... Ces
« maladies actives et pestilentiellles nous sont transmises
« d'un climat étranger par la voie de l'air... ou s'élèvent
« du sein même de la terre », et, plus loin : « L'avidité
« contagion ne cessait de passer des uns aux autres » (1).
Thucydide, Galien, partageaient ses idées.

(1) LUCRÈCE, *De natura rerum*, lib. VI (vers 1090-1099 et 1233).

Mais lors de la peste noire européenne du ^{xiv}^e siècle, beaucoup niaient la contagion. Mercurialis attribua la maladie aux phénomènes astronomiques, d'autres à des puits empoisonnés par des mains criminelles.

Certains l'affirmèrent, comme Massaria, et quand la peste sévit une fois de plus en Italie en 1577, les habitants de Vicence, s'appuyant sur son autorité, réussirent à l'éviter par de sages mesures préventives. La partie était loin d'être gagnée cependant.

En 1720, pendant la terrible peste de Provence, les discussions reprirent. La mission envoyée à Marseille de par la très réputée Ecole de Montpellier, sous les auspices du Régent, est divisée. Les professeurs Chicoyneau et Deidier nient la contagion. La cause du mal réside selon eux dans un abus journalier de mauvais aliments provoquant la corruption de la bile; les émotions violentes le favorisent : l'affection pour un mourant, l'effroi devant la rupture d'une tumeur. Deidier prétend le prouver. En inoculant au chien, par une plaie ou une veine, de la bile de pestiféré, il le voit mourir de la peste, avec bubons caractéristiques, alors que le même animal, ayant avalé de la chair d'un malade, n'avait éprouvé aucun malaise. De là à conclure à la seule nocivité d'une bile corrompue il n'y a qu'un pas, aisément franchi.

Toutefois, vers le même temps, d'autres expériences viennent infirmer les précédentes : l'inoculation par Couzier et Astruc de sang ou d'urine de malade au chien lui confère indubitablement la peste. Il y a bien contagion et le D^r Bertrand écrit : « La différence qu'il y a entre nos insectes « domestiques et ceux de la peste, c'est que ces derniers « sont invisibles et si petits qu'ils éludent la vivacité des

« yeux les plus pénétrants » (1). Méad conclut de ces faits que le venin contenu dans la chair avalée était neutralisé dans l'estomac, comme il advient de la salive de chien enragé ou du venin de vipère. La contagion se fait, selon lui, par trois voies : la communication avec les malades, le transport de meubles infects et la corruption de l'air (2). Mais la belle prescience de Bertrand sur la nature du mal n'a encore guère fait de chemin. Voici, en effet, la théorie compliquée de Méad : il émane du corps du pestiféré « des « particules volatiles et inflammables qui emportent avec « elles les propriétés des sucres dont elles procèdent.... On « s' imagine communément que c'est le sang seul qui « tracte le danger de ces émanations pernicieuses » ; mais devant la rapidité des progrès du mal, il faut admettre qu'un autre fluide est affecté aussi vivement, le fluide nerveux ou les esprits animaux... « liqueur subtile sécrétée dans le « cerveau et destinée à être portée dans les nerfs », et capable d'absorber en grande quantité le fluide élastique de Newton, « ce qui en fait une substance vitale d'une grande « énergie ». Ce fluide élastique « opère la plupart des « effets des substances les unes sur les autres » ; son mélange avec les esprits animaux contracte les émanations pestilentielle et devient « impropre aux usages de l'économie « animale » (3). C'est très clair, nous le voyons !

A la fin du XVIII^e siècle encore, d'aucuns, niant la contagiosité, en tirent la conséquence logique, mais redoutable, qu'il est inutile et inconvenant de rien faire pour enrayer les progrès du mal. De cette façon, Messine venait de pleurer, en 1743, le nombre terrifiant de quarante-trois mille

(1) D^r BERTRAND, *Observations faites sur la peste qui règne en ce moment à Marseille et dans la Provence*. Marseille, 1721, préface.

(2) R. MÉAD, *Ibid.*, pp. 260 ss.

(3) R. MÉAD, *Ibid.*, pp. 261 ss.

morts en trois mois. Mieux ! Certains médecins se contredisent eux-mêmes : un médecin de Trieste, le D^r Verdoni, reconnaît que la peste se communique fréquemment par le contact, mais affirme : « Je ne connais pas de fièvre qu'à
« proprement parler on puisse appeler contagieuse et je
« doute si la peste même peut être considérée comme telle...
« Les fièvres contagieuses viennent naturellement » (1). Et ceci en 1801.

Nous pourrions multiplier les exemples. Le coccobacille pesteux fut découvert de façon simultanée, mais indépendante, par Yersin et Kitasato, à Hong-Kong, en 1894. Jusque-là, partout, en France comme en Italie, on discuta la question et ces divergences furent particulièrement néfastes, puisque la méconnaissance de la contagiosité faisait négliger des précautions aujourd'hui élémentaires.

Fort heureusement et ceci est essentiel, la législation a toujours accepté la contagion comme un fait et la base de ses dispositions préventives ; elle a évité cependant de désigner et d'énumérer les maladies pestilentiellles. Il est bien évident que cette position des législateurs était d'une sagesse remarquable : ils choisissaient comme point de départ l'hypothèse la moins favorable, hâtant ainsi l'établissement de mesures réellement efficaces.

« La police sanitaire s'exerce surtout aux frontières de
« terre et de mer afin d'empêcher les communications dan-
« gereuses soit avec les hommes, soit avec les différents
« objets venant des pays où la contagion peut régner et qui
« seraient susceptibles de la communiquer » (2).

(1) J. HOWARD, *Histoire des principaux lazarets d'Europe*. Paris, 1801, p. 116.

(2) DALLOZ, p. 664.

De tout temps donc, l'attention des gouvernements successifs se porta sur les ports de la Riviera pour tenter de les conserver sains et exempts d'infection. On ne se contentait pas de la seule lutte contre la contagion durant l'épidémie, lutte médicale selon les ressources de chaque époque, emploi des diverses drogues pharmaceutiques, art de la chirurgie, police des vagabonds et mendiants, des hôtels et cabarets, organisation du ravitaillement et des secours.

Dès longtemps, des mesures préventives et de désinfection furent appliquées. Nos pères se gardaient de la peste comme d'un véritable ennemi, plus rusé et plus redoutable que les autres : ils lui opposaient par terre des cordons sanitaires ou des corps de garde (hommes armés et milice) aux portes et murailles des villes, aux routes, ponts et passages de fleuve, exigeant des voyageurs des certificats de santé ; par mer, des gardes sur les côtes et à l'entrée des ports vers le large, s'assurant des patentes de santé des navires. Ils obligeaient toute provenance de pays suspect ou d'origine incertaine à des quarantaines. C'est « ...le séjour forcé hors
« de la ville où l'on arrive et la séquestration à laquelle
« on soumet dans des cas déterminés les provenances arri-
« vant par terre ou par mer, afin de s'assurer pendant sa
« durée qu'elles ne renferment aucun germe contagieux et
« de détruire par les moyens indiqués ceux qu'elles pour-
« raient contenir » (1).

Elles se font dans un endroit spécialement destiné à cet usage, le lazaret. Parfois, on en arrivait à jeter l'interdit sur des pays entiers.

La désinfection des lettres et des paquets se faisait par des « parfums » à base de résineux, ou par immersion dans le vinaigre. Si le mal n'avait pu être évité, c'était alors un

(1) Circulaire ministérielle du 5 juin 1816.

effort d'assainissement de tous lieux contaminés : ébullition des linges, ou même brûlage radical, parfums résineux, fumigations sulfureuses, plongement dans le vinaigre, blanchiment à la chaux vive, précautions pour enterrer les cadavres.

Certes, l'efficacité de ces méthodes ne pouvait être absolue, mais quand on réfléchit aux connaissances confuses de l'époque, on ne les trouve point si mal comprises, pour autant qu'ignorance ou fraude intéressée ne vinrent pas les entraver.

CHAPITRE III

Organismes chargés de les édicter et de les appliquer

Pendant la plus grande partie de notre étude, jusqu'en 1792, puis de 1814 à 1860, sont juxtaposées deux législations différentes : législation française en Provence, législation sarde dans le comté de Nice. Ce ne fut que pendant la première période française, de 1792 à 1814, que les lois françaises régirent uniformément la côte, de Marseille à Gênes. Mais il y avait entre les organismes français et sardes une correspondance incessante, de continuels échanges d'avis et transmissions de renseignements, dont les registres-copies de lettres nous ont conservé la teneur. Et les différences enregistrées seront de forme, d'organisation ou de progrès, mais non de principes.

1) Institutions sardes.

A) Les organismes de la législation sanitaire.

Le régime sarde prévoyait un consulat de la mer pour affaires maritimes et deux tribunaux spécialement chargés de la santé publique, le magistrat de santé et le protomédicat.

Le consulat de la mer, créé par Ordonnance de Charles-Emmanuel I^{er}, le 26 mars 1626, était chargé de la police de la pêche et des naufrages, d'empêcher la piraterie et de prévenir les épidémies. Son rôle sur ce dernier point ne fut cependant jamais très important, les deux autres magistrats y suffisaient. Nous trouverons par exemple, des Manifestes émanés de lui, prescrivant : en 1772, la vérification annuelle des poids et mesures; en 1777, le mode de préparation et de tannage des cuirs étrangers destinés à être vendus dans le comté (1). En bref, rien d'important.

Créé aux environs de 1565 — la date exacte n'a pu être précisée (2) — le protomédicat gardait sous son autorité tous ceux qui exerçaient une branche quelconque de l'art de guérir. Il avait l'inspection et la surveillance des « Medici, licenciati, bacillieri, fondighieri o droghieri, speciali medicinali, chirurghi, barbieri, distillatori d'ogni sorte, venditori di robbe vive, ceretani o montimbanco e da ogni altro ch'eserciti cosa toccante alla medicina intrinseca o estrinseca » (3). Il établissait périodiquement la taxe des médicaments, rédigeait un antidotaire et les faisait imprimer. Il ne devait les refondre que si des modifications s'y avéraient indispensables et il veillait à leur observance. Il y eut un protomédecin à l'origine, puis deux en 1643; par la suite, un protomédico général pour tout l'Etat députait en chaque ville capitale de province un médecin en qualité de vice-protomédecin. La composition de ce tribunal (ou magistrat) était fixée, comprenant notamment le prier du collège des

(1) Archives départementales des Alpes-Maritimes. Fonds du magistrat de santé avant 1792, dossier 4.

(2) Voir à ce sujet : *La Pharmacie à Nice*. Thèse de F.-E. VAYROLATTI, p. 15.

(3) Fonds du magistrat de santé antérieur à 1792, dossier 1, 25 avril 1633.

médecins, ainsi que le nombre de ses réunions (1). Chose importante, le protomédicato est chargé d'assurer l'exécution des lois, mais il n'est pas investi de l'autorité punitive envers les délinquants; c'est seulement au titre de membre du magistrat de santé qu'il pourra prononcer certaines sanctions, infliger des amendes en particulier.

Le magistrat de santé est une institution totalement distincte de la précédente et qui ne doit pas, comme d'aucuns l'ont fait, être confondue avec elle. C'est à ces deux tribunaux qu'est dévolue la garde de la santé publique, mais le rôle de chacun d'eux est nettement séparé. Celui du magistrat de santé est d'éloigner les épidémies et de prévenir toute contagion. C'est donc un organisme essentiel à bien connaître pour nous.

B) Le magistrat de santé.

La date exacte de son établissement n'a pu être fixée. Duboin, qui pourtant avait à sa disposition les archives de Turin, nous dit textuellement que « malgré les plus exactes recherches, il ne fut pas possible de retracer les prévoyances qui lui donnèrent origine et en établirent les limites » (2).

Très probablement, la charge a été créée pour tout l'Etat, sous le gouvernement du duc Emmanuel-Philibert, qui régna de 1528 à 1580; il est, en tout cas, certain qu'elle existait dès lors, car nous possédons un Ordine del Magistrato generale di sanità di quà di là dei monti, interdisant l'entrée des Etats sardes à toutes provenances d'Italie infectée ou suspecte (3), daté du 26 août 1576. Comme pour le protomédicat, il y eut très rapidement dédoublement de la charge :

(1) Constitutions royales du 20 août 1729.

(2) DUBOIN, t. III, 2^e part., vol. IV, noté, p. 957.

(3) *Ibid.*, t. X, vol. XII, p. 254.

un magistrat à Turin, exerçant son autorité en Piémont et sur toutes les possessions sardes deçà les monts, et un magistrat de Savoie, fonctionnant pour les territoires situés delà les monts (Savoie, duché d'Aoste, comté de Nice, marquisat de Dolceacqua). Puis, ultérieurement, plusieurs magistrats dans les provinces en cas d'épidémie d'abord, de façon permanente ensuite.

Pendant un certain temps, toutefois, l'autorité en matière de santé dans les pays « di là dei monti » fut dévolue alternativement au magistrat de santé ou au Conseil d'Etat. Un « édit du Conseil d'Etat séant en Savoie », du 27 mai 1575, sur la peste, nous prouve qu'à cette date et sans doute jusqu'alors, c'est à lui que revenait le soin de la santé publique en Savoie. Le 16 avril 1577, sans doute en vertu d'un édit ducal, sont promulguées des « Lettres patentes du Conseil d'Etat delà les monts, portant création d'un magistrat de santé dans ces provinces » (1). Dès sa création, il montre son activité par un Manifeste, puis une Ordonnance, les 18 et 20 avril. Le 4 juin, de nouvelles patentes viennent séparer l'autorité autonome respectivement des magistrats deçà et delà les monts.

Mais à la mort d'Emmanuel-Philibert, en 1580, la charge se trouve supprimée et le duc Charles-Emmanuel promulgue, le 7 août 1583, un édit attribuant « la connaissance des choses dépendantes de ladite santé » au Conseil d'Etat.

Celui-ci établit bientôt un nouveau règlement contre la contagion. Le besoin d'un organisme spécial contre le fléau incessant se fait sentir pourtant et c'est le 26 avril 1588, un nouvel édit « pour la nouvelle érection du magistrat de la santé en Savoye », ainsi motivé : « Comme nous soyons

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 1.

« informé des calamités qu'ont souffert nos bons et féaux
« sujets delà les monts par le fléau de la contagion... et
« puisque la plupart des gens de nostre Conseil d'Etat audit
« pays... sont le plus souvent employés en nos principaux
« affaires, outre l'exercice de leur charge ordinaire, qu'est
« la cause qu'ils ne peuvent sans retardation ou intérêt de
« nostre dit service, vaquer selon que le cas le requiert au
« fait de santé » (1).

Jusqu'en 1630, il restera en fonctions; il arrive pourtant, malgré la séparation des pouvoirs, que le magistrat de Turin intervienne en publiant des Ordonnances valables pour tous les Etats de Son Altesse Royale, « incluso il contado di Nizza » (les 26 juillet et 29 août 1624; 5 novembre 1629).

Mais en 1630, Victor-Amédée I^{er} prend le pouvoir; il promulgue, le 6 septembre 1632, un édit d'établissement du Conseil d'Etat en Savoye, lui donnant « l'autorité et juridiction nécessaire » sur le fait de la santé, « jouxte l'établissement et coutûme qu'a eu cy-devant le magistrat général établi sur ce fait » (2). Un édit de M^{me} Royale, du 8 mai 1680, confirme que le « Conseil d'Etat... connoistra en tous temps privativement à tous autres magistrats du fait de la santé » (3).

De fait, jusqu'en 1720, nous ne trouvons plus trace d'un magistrat particulier de Savoie, mais seulement les ordres généraux, s'appliquant souvent aussi au comté de Nice. Les affaires de santé sont réglées par le Conseil d'Etat, agissant par l'intermédiaire des gouverneurs et en accord avec le magistrat général de Turin. Mais la contagion ne cesse d'augmenter dans les pays voisins, en Allemagne surtout, et le 14 août 1713, des patentes de Victor-Amédée nomment

(1) DUBOIN, t. III, vol. IV, p. 957.

(2) *Ibid.*, t. III, vol. III, p. 230.

(3) *Ibid.*, t. III, vol. III, p. 233.

un « Ispettore generale sopra gli affari di Sanità » pour garder les frontières vers les pays suspects et faire exécuter totalement les ordres du magistrat ou du duc; un inspecteur particulier pour la Savoie est désigné le 23 octobre suivant (1).

C'est entre 1713 et 1720 qu'ont dû être rétablis, et de façon permanente, le magistrat de santé de Savoie et les magistrats locaux dans les capitales de provinces — plus probablement en 1720, pendant la terreur qu'inspirait à tous la proximité de l'épouvantable peste de Provence : le premier registre du fonds du magistrat de santé de Nice qui nous soit conservé débute, en effet, le 13 juillet 1720. Désormais, leur activité ne cessera plus jusqu'à la réunion à la France en 1860, sauf durant la première période française (1792-1814) — le magistrat local de Nice dépendant du magistrat de Savoie, le magistrat général de Turin constituant le degré hiérarchique suprême dans les cas graves, malgré l'autonomie de la Savoie (2).

c) Attributions de ce magistrat.

La première indication des attributions de ce tribunal se trouve dans les patentes de 1577 : il est député, « pour obvier à ce qu'elle (la peste) ne s'y répande, avec pouvoir de faire les ordonnances, mandemens, billettes et autres provisions qu'il conviendra ». L'édit de 1588 est plus précis :

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, pp. 475 ss.

(2) Le magistrat de Turin, au contraire, ne cessa jamais son activité depuis son érection, que l'on doit vraisemblablement circonscrire entre 1570 et 1575. Sa juridiction particulière s'étendait sur tout le Piémont, des magistrats particuliers ayant été nommés pour le duché d'Aoste et le marquisat de Montferrat; mais c'est lui qui centralisait les renseignements des autres magistrats et ses règlements servaient souvent de modèle à ceux des autres tribunaux.

« ... ledit magistrat... que voulons être composé d'un des
« présidents du notre Sénat audit païs, d'un Conseiller
« d'Etat, d'un Sénateur, de nos Avocats ou Procureurs géné-
« raux, du Juge-Mage de Savoye et d'un des Sindics de
« Chambéry, avec le Capitaine de la Ville... avec toute au-
« torité, puissance et juridiction concernant le fait de la
« santé publique ».

Chose curieuse, ce tribunal, exclusivement sanitaire, ne se compose à l'origine que de juristes et de magistrats publics. On se garde de la contagion comme d'un malfaiteur, par la promulgation de règlements de police et la menace de graves sanctions, sans songer que l'adjonction de médecins et d'apothicaires conférerait à l'autorité une compétence technique bien précieuse.

La véritable organisation du magistrat de santé date des Constitutions royales du 20 février 1723. En voici l'essentiel (1) :

I. Il magistrato di sanità, alla di cui vigilanza si commette l'interesse gravissimo della pubblica salute, avrà la giurisdizione, ed autorità, d'ordinare quelle provvisioni, che stimerà per la conservazione di essa, e per allontanarne ogni infezione.

Le magistrat de santé, à la vigilance duquel est confié l'intérêt très important de la santé publique, aura la juridiction et l'autorité pour ordonner les précautions qu'il jugera bon pour sa conservation et pour en éloigner toute infection.

2. Darà a tal effetto, massima ne tempi sospetti, e

Il donnera, à cet effet, surtout dans les temps suspects

(1) *Regie Costituzioni del 1723*, libro II, titolo 21.

molto più in caso di contagio, che Dio non voglia, quegli'ordini, che giudicherà più opportuni, con imposizione di pene, tanto pecuniarie, che corporali, eziandio di morte, quelle facendo eseguire... in campo, e senza appellazione.

3. Potrà tener ognuno di essi pel'fatto della pubblica salute la corrispondenza cogli stati vicini, ed eziando con i lontani... scrivendo agl'uffiziali di sanità deputati in detti paesi, e ricevendo i lor'avvisi, anche in tempo di guerra...

4. ...Sarà composto dal primo presidente del Senato; o da chi regge, dall'intendente generale, da un senatore da Noi eletto, da due primi sindaci della città, e da un medico nostro patentato, se vi sia ed in defetto dal più anziano di essi, e dove non sarà senato, sarà composto da quegli'uffiziali, che ci piacerà d'elegger...

et beaucoup plus en cas de contagion, ce que Dieu ne veuille, les ordres qu'il jugera le plus opportun, avec imposition de peines, tant pécuniaires que corporelles, même de mort, les faisant exécuter... sur-le-champ et sans appel...

Chacun d'eux pourra correspondre sur le fait de la santé publique avec les pays voisins et même éloignés... écrivant aux officiers de santé députés dans ces pays et recevant leurs avis, en temps de guerre aussi...

...Il se composera du premier président du Sénat, ou de qui gouverne, de l'intendant général, d'un sénateur nommé par Nous, des deux premiers syndics de la ville et d'un de nos médecins patentés s'il y en a, ou, à défaut, du plus ancien des médecins, et là où il n'y aura pas de Sénat, il se composera des officiers qu'il nous plaira de nommer...

5. Dovranno corrispondere col magistrato di Torino, ed informarne il governatore, il quale non potrà impedire o frastornare gl'ordini de medesimi.

...Ils devront correspondre avec le magistrat de Turin, et en informer le gouverneur, qui ne pourra ni empêcher leurs ordres, ni leur faire obstacle.

6. Tutti essi magistrati commetteranno nelle città del loro distretto, ed altri luoghi da essi creduti più opportuni, quegl'uffiziali, che stimeranno, per invigilare a detta pubblica salute, dando a medesimi quell'istruzioni... si per i passaporti, come per i profumi.

Tous ces magistrats placeront dans les villes de leur district, et autres lieux qu'ils croiront le plus opportun, les officiers qu'ils jugeront bon pour veiller à la dite santé publique, leur donnant des instructions... tant pour les passeports que pour les parfums.

7. Si stabiliranno quei direttori, medici e cerusici, che dovranno assistere ai lazzaretti, prefiggendo, e regolando quell'onorario e quelle spese...

Ils établiront les directeurs, médecins et chirurgiens qui devront soigner dans les lazarets, fixant et réglant les honoraires et les dépenses...

8. Anche... le spese, e gl'aggravii, che dovranno posarsi sopra le persone, e le mercanzie, che vengono ai Lazzaretti... obbligando il direttore a tener di tutto un fedel registro..., del profumo, e dell'entrata, e l'us-

De même, les dépenses et charges qu'on devra imposer aux personnes et aux marchandises qui viendront aux lazarets... obligeant le directeur à tenir de tout un registre fidèle, du parfum et de l'entrée et sortie en prove-

cita, che ne proviene, per renderne conto ad ogn'ordine del magistrato.

9. Non sarà lecito a veruno... d'ingerirsi in far passaporti per maggior brevità di quarantene, o per l'ammissione delle persone, o delle mercanzie senza di essi, o per regolar il profumo che per esse dovrà praticarsi, sotto pena... da estendersi sino alla morte... volendo che tutto ciò si faccia dal solo magistrato... col partecipazione del nostro governatore...

10. Gl'ufficiali sopradetti..., non potranno in veruna maniera ecceder gl'ordini, e l'istruzioni, ch'avranno ricevuti dal magistrato di sanità...

11. Il segretario del magistrato della sanità dovrà assistere a tutti i congressi di esso, e terrà il suo registro, in cui descriverà, ed annoterà tutte le deliberazioni, e provvisioni, che occorreranno farsi...

nant, pour en rendre compte à tout ordre du magistrat.

Il ne sera permis à personne... de se mêler de faire des passeports pour raccourcir les quarantaines, ou pour l'admission des gens ou marchandises sans passeport, ou pour ordonner le parfum qu'on devra leur faire subir, sous peine... allant jusqu'à la mort, voulant que tout cela se fasse par le magistrat seul, avec participation de notre gouverneur...

Les officiers susdits... ne pourront en aucune manière outrepasser les ordres et instructions qu'ils auront reçus du magistrat de santé.

Le secrétaire du magistrat de santé devra assister à toutes ses réunions et en tiendra le registre, où il décrira et notera toutes les délibérations et précautions qui seraient prises...

A part quelques détails de pure forme, rien n'y fut changé par les Constitutions ultérieures des 11 juillet 1729 et 7 avril 1770.

Ainsi définitivement organisé, le magistrat remplit très exactement ses fonctions. Les recueils législatifs nous ont conservé la plupart des nombreuses ordonnances publiées et des règlements généraux. En outre, dans les registres, tenus à Nice depuis 1720, se trouve consignée son activité au jour le jour : comptes rendus de ses réunions, correspondance échangée avec les magistrats ou conservateurs de santé de Marseille, Toulon, Antibes, Gênes, Livourne, Rome, Florence, Venise, Milan et même Barcelone (renseignements sur les épidémies en cours, avis de départs de bâtiments suspects), ordonnances promulguées avec indication des communes auxquelles on les a adressées et l'avis de réception du maire, instructions aux directeurs de lazarets, autorisations de déchargement de marchandises dans les ports avec les précautions à prendre et les listes de ces denrées considérées comme susceptibles de contagion, organisation en cas de danger des gardes sanitaires, rapports des médecins chargés d'enquête ou de mission aux lieux contaminés.

Les interrogatoires des patrons ou capitaines de bateaux demandant leur admission à libre pratique dans les ports de son ressort, sont consignés avec la décision prise à leur sujet dans un registre spécial : il s'y trouve inséré des patentes de santé, notamment de Gibraltar, de Marseille et des Baléares, et des bullettes de voyageurs. Enfin, l'on tenait un autre registre des sentences prononcées envers les contrevenants aux lois sanitaires — amendes, prison et galères; un aussi pour les procès contre les fraudes. En somme, une institution parfaitement adaptée à son but précis et investie des pouvoirs suffisants pour se faire respecter. Un seul in-

convénient : le perfectionnement même de cette méthode. L'autonomie large accordée aux magistrats de santé provinciaux entraîna une très grande multiplication des lois, chacun d'eux en édictant dans son ressort. Mais la similitude et la quasi-simultanéité des mesures adoptées compensent heureusement cette abondance de textes tendant à la même fin.

2) Institutions françaises.

Il en allait tout autrement dans la Provence voisine. La décentralisation demeura très longtemps la règle. Aucun organisme spécial n'avait pour tâche de lutter contre la contagion; et la protection des côtes, celle de l'intérieur, relevaient d'autorités différentes, bien qu'agissant de concert. Longtemps les règlements furent purement locaux « une chose du moment qui naît et meurt avec des circonstances accidentelles ».

A) *Avant la Révolution.* — En 1639, un arrêt du Parlement de Provence rappelle que les règlements précédents conservent toute leur vigueur (1). Il existait, dès lors, des bureaux de santé à Toulon et à Marseille et des officiers de santé aux points les plus importants des côtes méditerranéennes françaises. Des gardes de santé étaient nommés pour assurer la surveillance des vaisseaux en quarantaine, et un médecin et un chirurgien étaient attachés au port pour vérifier l'état sanitaire des équipages à leur arrivée. Dans de nombreuses villes de France existait aussi un « apothicaire de la peste » (2). A Nîmes, notamment, dès 1520, il assistait le barbier de la peste — car aux temps malheureux le bar-

(1) DALLOZ, n° 39, p. 664.

(2) M. BOUVET, *Histoire de la Pharmacie en France*, Editions Occitania, Paris, p. 334.

bier jouait le rôle de chirurgien et bien des coups de lancette dans les ulcères étaient donnés par son office.

Mais c'est seulement le 25 août 1683, que le premier règlement général contre la contagion fut promulgué pour tout le royaume, par Louis XIV et Colbert. Il s'intitulait « Règlement que le Roi veut et ordonne être observé à l'avenir dans les ports de Toulon et de Marseille, sur les précautions à prendre pour empêcher que la peste ne s'introduise dans le royaume » (1). Outre les instructions aux officiers de marine, leur enjoignant d'éviter ou de réduire au strict minimum le commerce aux lieux suspects et de mouiller exclusivement devant les lazarets de Marseille ou de Toulon, en avertissant le bureau de santé, il précisait que les officiers de santé devaient recevoir et y enregistrer les déclarations des patrons de vaisseaux, ceci toujours en présence des médecin et chirurgien du port et d'un commissaire de marine. Les patentes de santé étaient exigées. Sous la surveillance des gardes de santé, les modalités de quarantaine, de parfumage et d'éventage des marchandises étaient indiquées.

De plus (art. 9) : « Sa Majesté veut que dans les cas inopinés qui pourraient arriver à l'avenir, il y soit pourvu par les intendants de marine et des galères, et par les officiers de santé de Toulon et de Marseille, et qu'ils en donnent avis aussitôt au commandant de la province et à l'intendant de la justice police et finances qui y est établi. »

En cas d'infraction, les officiers étaient cassés et les membres de l'équipage subissaient une punition corporelle.

(1) J.-B. DUVERGIER, *Collection complète des lois, décrets, ordonnances*, Paris, 1838, t. XXIII, p. 365.

Nous avons ici les grandes lignes de la protection sanitaire des ports provençaux. Sur le plan pratique, elle est très semblable à celle des ports sardes. Seulement, les responsabilités sont dévolues à la fois aux autorités de police et justice, et à l'autorité militaire, tandis que les mesures d'urgence relèvent de l'initiative des simples officiers de santé locaux, assistés d'un fonctionnaire de marine. Mais ce qui frappe dans ce règlement dit général, c'est qu'aucune disposition n'est prévue contre une infection ou sa propagation par voie de terre. Et cette imprévoyance totale, en contraste absolu avec le comté voisin, Toulon et Marseille vont la payer bien cher, en 1720. Un contemporain, consul de Toulon par surcroît, avoue textuellement :

« Quelle résolution pouvions-nous prendre lorsque sur-
« pris par la peste, nous allâmes consulter les anciens
« registres de l'Hôtel-de-Ville, où nous trouvâmes pour toute
« instruction que la peste avait commencé tel jour et cessé
« tel autre jour? L'ignorance où nous étions tous des pré-
« cautions prises dans un cas semblable fut cause que nous
« souscrivîmes en aveugles à tout ce qui se proposa, sans
« savoir si l'exécution en était possible, profitable ou nui-
« sible » (1).

De son aveu même, il va falloir trouver sur place et répartir le ravitaillement, improviser hôpitaux, infirmiers et secours, créer un cimetière, et utiliser les forçats comme croque-morts et fossoyeurs.

Leçon bien cruelle, certes, mais qui va servir. A Marseille, l'arrêt du Conseil du 14 septembre 1720 traça une ligne de conduite générale : formalités très sévères pour les voyageurs et marchandises, expulsion des mendiants, investisse-

(1) D'ANTRECHAUS, *Relation de la peste dont fut affligée Toulon en 1721*. Paris, 1756, avant-propos.

ment par des barrières du lieu attaqué, sentinelles et patrouilles, désinfection de l'argent et des lettres, le tout à charge de chaque municipalité. Malgré cela, la ville essuya une grave rechute au printemps de 1722 et un nouveau plan, déposé aux Archives de Toulon, y fut élaboré le 11 mai 1722. Il réussit à prévenir toute recrudescence dans le reste de la Provence.

Ces mesures étaient parallèles à celles du régime sarde, mais adoptées avec près d'un siècle de retard — ce qui expliquait que Nice ait été préservée pour cette fois. Un règlement général du roi, du 12 juin 1728, organisa définitivement le système côtier :

« Toute la côte, depuis Toulon jusqu'à Antibes, sera
« composée à l'avenir de six bureaux de santé du nombre
« desquels sont Bormes, Saint-Tropez, Fréjus, Cannes, Val-
« lauris et Antibes. Chacune de ces communautés nommera,
« tous les ans, quatre personnes choisies pour faire les fonc-
« tions d'intendants de santé. Toulon ne recevra des lettres
« et avis sur la santé que de la part de ces six bureaux » (1).

Des ordonnances royales, en 1729 et 1748, ne firent que confirmer ces prescriptions.

B) *Organisation progressive.* — Vint la Révolution française. Dès le début, elle maintint en vigueur les anciens règlements. Deux décrets, des 4-9 juillet 1790 et 21-29 juillet 1791, exigèrent que les ordonnances relatives aux précautions de santé fussent exactement observées. Par le décret de la Convention nationale du 4 février 1793, le cy-devant comté de Nice fut rattaché à la France, sous le nom de département des Alpes-Maritimes. Le port-franc y fut aboli, le magistrat de santé supprimé comme toutes les autres ins-

(1) Archives départementales, M 231.

titutions sardes, et la santé publique y fut régie comme dans le reste de la République.

Certes, durant les quelques mois écoulés depuis la fuite de l'armée sarde, le 28 septembre 1792, l'administration de la région avait connu des fluctuations. Nous n'en voulons pas d'autre preuve que les patentes royales sardes autorisant, le 4 décembre, la délégation établie au faubourg de San-Dalmazzo à régler, dans tous les lieux dépendant jusque-là du Sénat de Nice et non occupés par l'ennemi, les affaires de santé et celles de justice (1). La délégation choisira aussi un médecin qui interviendra dans les délibérations en qualité de protomédecin. Pendant ce temps, la ville même de Nice passait en fait, sinon encore en droit, sous l'autorité française : le 3 novembre, une demande fut déposée par des députés de la Société des Amis de la Liberté, pour réintégrer en son poste le citoyen Gastaldi, « préposé cy-« devant au bureau de santé et qui s'était évadé pour quel-« que bruit suscité contre lui » (2). Et en janvier 1793, un bureau de la santé fut institué à Nice, identique à ceux de Marseille et Toulon; de même à Monaco et à Menton. Il comportait deux intendants de santé dont un prêtre, un médecin, un chirurgien et le secrétaire greffier. Le maire et deux officiers municipaux en faisaient partie de droit (3). Un mois plus tard, Nice devenait officiellement le chef-lieu des Alpes-Maritimes. Une même législation régissait toute la côte.

(1) DUBOIN, t. III, vol. IV, p. 1099.

(2) Archives départementales, L 2, folio 18, verso.

(3) J. COMBET, *La Révolution dans le comté de Nice*. Paris, 1925, p. 173.

Le 9 mai 1793, un décret de la Convention nationale voulut que :

« Les lois et règlements relatifs à la conservation de la
« santé dans les ports de la Méditerranée seront exécutés,
« dans toutes leurs dispositions, sous les peines y énoncées,
« fait défense à tous les corps administratifs et municipaux autres que ceux qui en ont reçu la délégation de la
« loi, de s'immiscer dans les fonctions et opérations des
« conservateurs de santé de Marseille et de Toulon » (1).

En somme, la Révolution ne changea rien à l'ancien régime français en ce qui concernait l'organisation sanitaire. Elle se borna à réédicter les prescriptions et à en ordonner l'application au nouveau département — lequel en avait bien grand besoin alors.

De même sous le Directoire et le Consulat. Un arrêté du 15 Pluviôse, an VII (3 février 1799), maintient tous ces textes en vigueur et une lettre du préfet maritime au préfet des Alpes-Maritimes rappelait même, le 15 Frimaire, an IX (6 décembre 1800), l'ordonnance de 1728 (2). Les arrêtés locaux des préfets confirmèrent ces ordres supérieurs et les complétèrent. Le 15 Thermidor, an X (2 août 1802), fut créée une commission de santé et de salubrité publiques, chargée de représenter « les lumières des gens de l'art auprès de celui qui administre » (3). Ses attributions — hygiène publique, surveillance des professions de l'art de guérir, correspondance avec les conservateurs de santé — correspondaient à peu près à celles du Proto-Médico Sarde.

(1) DUVERGIER, p. 368.

(2) Archives départementales, M 231.

(3) *Ibid.*, K 3, p. 139.

C'en était bien le but d'ailleurs, car l'utilité de ces institutions particulières n'avait point manqué d'apparaître.

Le 7 Vendémiaire, an XI (28 septembre 1802), un règlement préfectoral de salubrité publique prescrivit la marche générale à suivre en cas d'épidémie et précisa le rôle des divers fonctionnaires :

(ART. 74) : « Dans le cas où l'on pourrait soupçonner
« une épidémie quelconque, les maires sont tenus d'en faire
« part aussitôt à leur sous-préfet, et directement au préfet,
« et les gens de l'art à la Commission de santé, en lui en-
« voyant la description de la maladie régnante. »

(ART. 75) : « S'il arrivait qu'un mal épidémique ou
« contagieux fût dans l'étranger, les conservateurs de santé
« dans les ports et les maires dans les villes frontières, se-
« ront obligés de faire la plus grande diligence pour en
« prévenir le préfet, et avant d'avoir reçu ses ordres, d'em-
« pêcher, les uns le débarquement et les autres l'entrée dans
« le département aux personnes, animaux et marchandises
« venant des pays suspects » (1).

C'est que des fièvres contagieuses régnaient un peu partout dans la région depuis trois ans et Fodéré jugeait « plus
« que partout ailleurs indispensable l'établissement d'un
« magistrat de Santé permanent, pourvu de lumières et
« moyens suffisants pour n'être pas réduit à n'opérer le
« bien qu'à demi » (2).

Pourtant, rien d'essentiel ne fut modifié sous l'Empire. Nous voyons se dessiner tout de même un début d'organisation générale (3). Un Conseil supérieur civil et militaire

(1) Archives départementales, K 3, p. 201.

(2) F.-E. FODÉRÉ, *Voyage aux Alpes-Maritimes*, t. II, p. 275.

(3) Archives départementales, M 232, 233, 236 et 237.

de Santé, présidé par un inspecteur général de la santé publique, était chargé de la haute police sanitaire de chaque division militaire de l'Empire, partagée elle-même en plusieurs arrondissements sanitaires. Nice faisait partie de la 27^e division militaire. Ce Conseil délivrait les certificats de santé, correspondait avec le préfet et les magistrats de santé étrangers. Les bureaux et conservateurs de santé surveillaient les côtes et les ports avec l'aide des gardes sanitaires; les préfets et sous-préfets veillaient à l'intérieur. Des directives générales leur étaient fournies respectivement par le ministre de la Marine et des Colonies, et par le ministre de l'Intérieur. On nomma des médecins des épidémies. Enfin, le Code pénal ordonnait aux cours et tribunaux « de faire
« observer les lois et règlements particuliers sur des ma-
« tières non réglées par le Code » (1).

C) *Législation définitive sous Louis XVIII.* — En 1814, par le Congrès de Vienne, Nice revenait au roi de Sardaigne et au régime du magistrat de santé. En Provence, le pas décisif apportant enfin une législation coordonnée et générale, ne fut fait qu'en 1822, devant les ravages causés alors en Espagne par la fièvre jaune.

Tout d'abord, une ordonnance du 27 septembre 1821. Elle exposait que « ces dispositions pénales rendues pour
« les frontières de mer dans des temps où le danger contre
« lequel elles sont faites ne menaçait que ces frontières,
« doivent nécessairement s'appliquer aux frontières de
« terre, dès le moment que celles-ci sont exposées au même
« péril... les faits prévus... étant entièrement les mêmes par
« leur nature, leurs causes et leurs effets » (2).

De ce chef, elle ordonnait des précautions identiques à

(1) Code pénal (art. 484).

(2) J.-B. DUVERGIER, t. XXIII, p. 361.

celles prises dans les ports (cordons sanitaires, gardes, certificats de santé et quarantaines en lazaret), sous la haute direction d'une intendance sanitaire présidée par le préfet au chef-lieu et de commissions présidées par le maire là où il serait utile. Ces dispositions s'appliquaient uniquement à la frontière espagnole.

L'année suivante, étaient prises les dispositions générales que voici. D'après la loi du 3-9 mars 1822, « le roi détermine par des ordonnances : 1° les pays dont les provenances doivent être habituellement ou temporairement « soumis au régime sanitaire; 2° les mesures à observer « sur les côtes, dans les ports et rades, dans les lazarets et « autres lieux réservés; 3° les mesures extraordinaires que « l'invasion ou la crainte d'une maladie pestilentielle rendrait nécessaires sur les frontières. »

La loi précisait les conditions d'admission à pratique et à quarantaine, réglait les peines encourues pour les infractions, déterminait les attributions des autorités sanitaires.

Une ordonnance d'exécution de cette loi, le 4-7 août 1822, fixa les règles à appliquer aux différentes provenances par terre et par mer. En fait, elle organisa complètement le service sanitaire. La police sanitaire fut exercée sous la surveillance des préfets, dans la circonscription de leur chef-lieu par des intendances de huit à douze membres et, partout ailleurs, par des commissions militaires de quatre à huit membres. Les règlements locaux jugés nécessaires étaient faits par les intendances ou par le préfet sur avis de la commission, sauf approbation ministérielle. Un Conseil supérieur de Santé de douze membres, nommés par le roi, était institué auprès du ministre de l'Intérieur pour être consulté par lui. Les intendances et commissions étaient renouvelées tous les trois ans par moitié. Les maires, prési-

dents-nés des commissions, avaient droit d'y assister avec voix délibérative. Tous les huit jours, on nommait un président semainier de l'intendance; il avait sous ses ordres les secrétaires, les officiers de lazaret, les médecins et interprètes, les agents sanitaires préposés à la surveillance des côtes et les gardes de santé. Il dirigeait tout pendant son temps, donnait entrée ou sortie des lazarets, visait les papiers et paraît aux urgences; il pouvait, au besoin, requérir la force publique, douane ou marine, ou même les citoyens (1).

Cette organisation est définitive et des ordonnances des 7 juillet 1825 et 4 octobre 1831, déterminent le siège et ressort des intendances, et le siège des commissions. Hélas! son application n'empêche pas plus que le magistrat de santé à Nice les ravages du choléra en 1831. Les bases sont solides toutefois et jusqu'en 1847, où des principes totalement nouveaux vont régir le système protecteur, celui-ci ne sera plus modifié en France.

Comparons l'évolution de la police sanitaire en Provence et dans le comté de Nice : il nous faut bien reconnaître que les institutions sardes furent longtemps en avance sur celles de France, tant comme moyens de lutte que comme organisation administrative. Mais ensuite, si le caractère de juridiction, l'autorité exécutive et punitive investissaient des fonctionnaires totalement différents, si les règlements émanaient dans les possessions sardes des seuls magistrats de santé ou parfois du prince, alors qu'en Provence on les trouve éparpillées un peu partout dans les ordonnances royales, les décrets impériaux, les délibérations des bureaux de santé locaux, les circulaires ministérielles et les arrêtés

(1) DALLOZ, n° 39, pp. 669 ss.

préfecteraux, cependant l'organisation pratique de la lutte anticontagieuse inspirée de principes et de craintes analogues, fut parallèle dans chaque commune ou ville. Et nous allons voir que les résultats en furent sensiblement les mêmes sur toute la Riviera.

DEUXIÈME PARTIE

Lutte contre les épidémies dans l'Histoire

Au cours du long effort de l'homme pour se libérer des fléaux qui, à des intervalles, hélas! trop fréquents, s'abattaient sur lui, nous pouvons distinguer trois périodes successives.

Jusqu'à la fin du xvi^e siècle, les peuples se sentent impuissants contre la peste, manifestation de la colère divine; aussi ne tentent-ils que fort peu de chose pour s'en préserver.

De ce moment, au contraire, se produit une réaction et une ligne de conduite effective s'élabore progressivement envers la contagion. Pas partout, cependant, et la véritable catastrophe que constitue la peste sous la Régence vient en démontrer la nécessité profonde et générale.

Dès lors, depuis 1720, on tâche de remédier aux fautes décelées par cette cruelle expérience. Et les moyens mis en jeu se complètent, se coordonnent et se généralisent lentement. Trois phases, toutefois, se détachent pour nous dans cette dernière partie : l'époque prérévolutionnaire de 1720 à 1792, la première période française de 1792 à 1814, puis enfin, de 1814 jusqu'à l'époque moderne.

CHAPITRE PREMIER

De l'antiquité à 1575

De l'antiquité au moyen âge et jusqu'à la seconde moitié du xvi^e siècle, l'Europe fut fréquemment et longuement dévastée par des pestes successives qui, importées d'Orient, gagnaient de proche en proche un pays après l'autre. De règlements officiels pris durant toute cette période pour enrayer le fléau, il ne nous en est point parvenu. Il nous faut donc nous contenter des commentaires plus ou moins détaillés d'auteurs contemporains et des recherches des historiens.

1) Les grandes pestes.

Nous passerons rapidement sur les grandes épidémies qui, au long de l'antiquité, ravagèrent tour à tour la Grèce, la Syrie, l'Asie Mineure et les côtes méditerranéennes. Les loïmograpbes en comptent quarante-cinq, telle la peste d'Athènes qui, selon Thucydide, décima cette ville en 430 avant J.-C. Lucrèce nous a laissé de ses horreurs une image saisissante :

« Le mal s'annonçait par un feu dévorant qui se portait
« à la tête; les yeux devenaient rouges et enflammés. L'in-
« térieur du gosier était baigné d'une sueur de sang noir,
« le canal de la voix fermé et resserré par des ulcères, et

« la langue, cette interprète de l'âme, souillée de sang,
« affaiblie par la douleur, pesante, immobile, rude au tou-
« cher » (1).

Le premier de ces terribles fléaux dont nous ayons conservé la trace en Provence, débuta à Constantinople, sous le règne de l'empereur Justinien, en l'an 542 de notre ère. Causant jusqu'à dix mille morts en un jour, plus de quarante années durant il désola le Proche-Orient. Il finit par être importé à Marseille, en 588, par un vaisseau infecté venu d'Espagne. Ce vaisseau, nous dit Grégoire de Tours, « se
« mit en relations avec beaucoup de citoyens et il arriva
« aussitôt que dans une maison qui contenait huit habitants,
« tous périrent de la contagion, si bien qu'elle demeura
« vide. Le feu de cette contagion... demeura interrompu
« quelque temps, puis, comme une flamme allumée dans
« les moissons, il embrasa toute la ville avec une extrême
« fureur (*urbem totam morbi incendio conflagravit*) » (2).

La maladie fit une trêve de deux mois et reprit aussi violente, gagnant jusqu'à Lyon. Il paraît que quiconque bâillait ou éternuait expirait aussitôt, si bien qu'on souhaitait la santé à qui éternuait et se signait à la face de ceux qui bâillaient (3).

Quant aux mesures prises par Gontran, roi des Francs, pour apaiser le mal, l'abstinence et les prières en formaient toute la substance. D'après la narration du saint Evêque, « le roi... voulut que tout le monde se rassemblât à l'église

(1) LUCRÈCE, *De natura rerum*, lib. VI (vers 1142 à 1147).

(2) SANCTI GEORGII FLORENTII EPISCOPI TURONENSIS, *Opera Omnia*. — LUTECIAE PARISIORUM, FRANCISCUS MUGUET (1699), *Historia Ecclesiastica Francorum*, lib. IX, cap. 22, p. 447.

(3) Abbé S. ALBERTI, *Istoria della Città di Sospello*. Turin, 1728, p. 247.

« et que les rogations y fussent célébrées avec la plus
« grande dévotion, que personne ne prît pour nourriture
« autre chose que du pain d'orge et de l'eau pure, et que
« tous assistassent constamment aux vigiles... trois jours
« durant. Le roi répandit ses aumônes plus libéralement
« encore que de coutume, craignant pour tout son peuple...
« mettant ses espérances dans la miséricorde de Dieu... sur
« qui, dans la pureté de sa foi, il s'en reposait du soin de
« les rendre efficaces » (1).

Hélas, si fervente qu'elle fût, la piété ne réussit non plus que le jeûne à guérir de tels maux. Le rassemblement des foules en prière ne faisait que les propager. Il y eut, en 595, plus de morts en Provence qu'en un siècle de guerres. On entassait plusieurs cadavres dans une seule fosse, ou même dans un unique cercueil, sous une simple croix.

La peste fut générale en Italie et Ligurie, en 681, 1000, 1199, 1222, 1244; elle sévit partout en 1063, 1084, 1143 et 1238. Mais les plus terribles ravages allaient être causés par la « peste noire » ou « mort noire » du milieu du XIV^e siècle.

Originnaire de Chine, elle se propagea lentement à travers le continent terrifié. En 1346, elle était en Syrie, Turquie, Grèce, Egypte et Indes; en 1347, en Sicile, à Pise, et à Gênes; en 1348, elle atteignait Savoie, Provence, Dauphiné, Espagne et, en 1349, elle passait en Allemagne, Hongrie, Danemark, Hollande, Grande-Bretagne. Durant ce laps de temps, elle tua vingt-cinq millions d'âmes sur les cent cinq qu'en comportait alors l'Europe; et Matteo Villani, dans ses *Istorie*, nous donne une proportion de 50 % de décès parmi

(1) GRÉGOIRE DE TOURS et FRÉDÉGAIRE, *Histoire des Francs*. Traduction GUIZOT. Paris, 1861, II, p. 39.

les malades. Devant cette mortalité effrayante, nous croyons volontiers les contemporains lorsqu'ils nous affirment que le mal possédait une contagiosité extrême.

Il fut, paraît-il, précédé en divers lieux et notamment à Avignon, Marseille et Nice, d'un « horrible tremblement de terre et d'un vent pestilentiel précurseur ». La mortalité et la peste furent, pendant trois ans de suite, choses atroces, qui réduisirent les villes les plus peuplées en cimetières et déserts (1). Les animaux aussi étaient atteints, les champs et récoltes abandonnés. Le seigneur de Milan, Lucchino Visconti, Laure de Noves, « dame » de Pétrarque, les évêques de Vintimille et de Nice en furent les victimes. Et le point de départ du *Décameron* n'est autre que la retraite à la campagne de nobles dames et seigneurs florentins craignant pour leur vie. « En quelque endroit que j'aïlle, dit M^{me} Pam-
« pinée, il me semble que je vois l'ombre des trépassés, avec
« un regard horrible et des traits hideux qui leur sont venus
« je ne sais d'où » (2).

Le mal se caractérisait par de très précoces altérations ganglionnaires, une tumeur qui tantôt enflait comme une pomme, tantôt comme un œuf et qu'on nommait vulgairement « gavocciolo »; en très peu de temps, ce bubon mortel évoluait et il apparaissait autour de lui, sous les bras ou aux cuisses, des taches noires et livides, soit grandes et en petit nombre, soit menues et serrées. C'était un signe de mort inévitable, auquel ni conseil médical, ni remèdes ne pouvaient rien. Le décès survenait le troisième jour depuis son apparition, sans fièvre et sans autre symptôme.

Que fit-on pour le combattre? En Italie, on nettoyait la

(1) P. GIOFFREDO, *Storia delle Alpi Marittime*, Turin, 1839, p. 794.

(2) BOCCACE, *Le Décaméron* (Première journée).

ville, n'y laissait entrer aucun malade, faisait prières, processions publiques, et « autres règlements très sages », selon Boccace. Dans l'ensemble, cette fois encore, on se trouva bien désarmé. Beaucoup surtout s'obstinaient, malgré ce qui nous paraît avoir été une évidence frappante, à nier la contagiosité. La plus grande sommité médicale du temps, Mercurialis, en attribua la cause aux phénomènes astronomiques : les comètes, la conjonction de Saturne, Mars et Jupiter. Avec de telles théories, il était bien difficile d'espérer en l'efficacité de mesures qui ne fussent point supraterrrestres. La terreur forçait les gens à se mettre d'eux-mêmes en quarantaine, et les prières et processions tentaient vainement de fléchir l'Ire Suprême.

On implorait l'intercession du bienheureux saint Roch, l'infatigable pèlerin qui, au début du siècle, n'avait cessé de secourir les pestiférés; atteint lui-même, tous l'abandonnèrent, hormis son chien qui le sauva en lui apportant chaque jour sa nourriture. Guéri, il reprit sa vie de charité. La tradition rapporte qu'à sa mort on découvrit près de lui cet écrit : « Ceux qui frappent de peste invoquent le secours de saint Roch en seront guéris. » En fait, la contagion finit par s'éteindre d'elle-même, ayant semé partout deuils et ruines. Froissart en dit : « La peste noire dont bien la tierce partie du monde mourut. »

Elle reparut en 1383, vers 1405, 1428, 1450, notamment dans la vallée du Var. Puis vint une cruelle épidémie. Depuis 1388, Nice était passée, en même temps que les trois autres vicairies de Sospel, Puget-Théniers et Barcelonette, sous l'obédience de la maison de Savoie. Mais les querelles continuaient. En 1466, le duc Amédée IX guerroyait contre Lambert, seigneur de Monaco, afin de reprendre sous sa domination directe Roquebrune et Menton; pendant deux

mois, le rocher de Monaco fut investi, jusqu'à ce que le 3 avril il capitulât. Une maladie pestilentielle d'origine inconnue avait attaqué l'armée assiégeante et se répandit bientôt à Nice, puis dans toute la Riviera et la Provence. Elle sévit plusieurs années, à quelques intermittences près. A Nice, la plus grande partie de la ville est dépeuplée et plusieurs maisons nobles réduites en ruines, si bien que divers couvents d'ordres mendiants et mineurs étaient construits hors la ville (1). Les cadavres s'entassaient dans les rues et les survivants erraient affamés en rase campagne. Le vénérable chapitre cathédral s'assemblait « dans le pré du « noble Manuelis Carolus, au lieu dit Las Roguieras, vul- « gairement appelé : lo prat de Bertin berra... sous un « noyer, à cause de la crainte du mal d'épidémie » (2).

L'abbé de Saint-Pons s'y trouvait aussi, pour la même raison. On n'implorait pas seulement saint Roch, mais saint Sébastien, le martyr criblé de flèches (peut-être parce que les peintres symbolisaient à l'époque la peste par un squelette tuant le peuple à coups de flèches), ou encore saint Cosme et saint Damien, les deux patrons des chirurgiens, auxquels les artistes contemporains, tels Miralhéti, donnaient pour attributs : un pot de pharmacie à l'un, et une boîte à compartiments et une spatule à l'autre. En vain ! A Nice, le recensement fit apparaître plus de sept mille huit cents morts. Certains villages furent entièrement dépeuplés, tels la Napoule, Saint-Laurent-du-Var. L'intérieur, Vence, Grasse, ne fut pas épargné. Monaco et Menton seules semblent n'avoir été guère éprouvées (3).

Et jusqu'à la fin du xv^e siècle, en 1470, en 1474, en

(1) Archives départementales, *Liber niger* (15 juillet 1467, fol. 183).

(2) *Ibid.*, (28 juillet 1467, fol. 185 et 187).

(3) F. MAURANDI, *Annales de Levens*. Nice, 1931, p. 28.

1476, où des alternances de chaleur excessive et d'hivers rigoureux semèrent la disette, la peste se reprit à éclater. Ainsi voyons-nous dans les registres ecclésiastiques de Vence qu'il était défendu, en 1470, d'aller au delà du Var, sous peine de la bastonnade, à cause de la peste (1). De même, en 1497, par le va-et-vient de soldats partant de lieux infects de France ou du royaume de Naples pour s'embarquer à Villefranche et en 1528. Mais depuis lors aucune grave contagion n'intervint jusqu'en 1580.

Donc, jusqu'au milieu de la Renaissance, les épidémies avaient ravagé l'Europe. Il eût d'ailleurs été bien difficile d'éviter que le mal ne s'étendît; partout des discordes, des rivalités et des guerres, sans cesse rallumées. Au surplus, de 1096 à 1291, les Croisades avaient donné aux relations commerciales l'impulsion qui leur faisait défaut depuis les invasions des Barbares. Ainsi les occasions de contact s'étaient multipliées avec l'Orient toujours infecté, en même temps que grandissait le trafic des ports.

2) Les dispositions adoptées.

Aucune mesure d'ensemble ne fut prise et chacun tâchait à se préserver comme il pouvait, implorant la divine miséricorde et se sauvant au besoin. Pourtant, des hôpitaux s'élevaient. Inconnus des Romains, le Christianisme les inspira et Charlemagne en fait mention dans ses Capitulaires, en 802. A Nice, le premier en date fut l'hôpital des Pauvres, fondé entre 1120 et 1136, par l'évêque Pierre et ses chanoines; puis c'est, avant 1135, l'hôpital de Saint-Jean, administré par les Chevaliers Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

(1) Abbé TISSERAND, *Histoire civile et religieuse de la cité de Nice*. Nice, 1862 (Première partie, p. 293). — H. RICOLFI, *Mémorial de Contes*. Nice, 1941, p. 253.

saalem et, en 1198, grâce au généreux testament de Jourdan Riquieri, l'hôpital Saint-Eloi, près du Paillon. Les vieux Statuts municipaux et les testaments de bienfaiteurs mentionnent en sus : l'hôpital du Var pour les pèlerins, reconstruit en 1485 et desservi par trois religieux et trois religieuses, l'hôpital de Saint-Lazare, fondé en 1205, au pré des Ôies, pour les lépreux.

Au début du XIV^e siècle, on comptait encore les hôpitaux de la Porte-Saint-Martin, du Saint-Esprit et de la Porte-des-Paysans, ce qui en portait le nombre à huit pour une population d'environ dix mille âmes (1). La fréquence de la contagion et des guerres, la puissance d'une noblesse riche et pieuse expliquent ce nombre relativement élevé. Par une bulle pontificale, tous ces anciens hôpitaux furent réunis, en 1539, à l'hôpital Saint-Eloi, sauf Sainte-Croix et Saint-Lazare. Saint-Roch fut fondé par patentes ducales, en 1569. Il s'était aussi créé des maisons éleemosinaires, où les pauvres recevaient du pain et des aliments. Des bâtiments ne suffirent pas malheureusement et nous avons vu que les secours accordés aux pestiférés dans tous ces établissements ne furent guère efficaces.

Beaucoup plus important est le rôle des lazarets qui commencèrent à être institués au XV^e siècle. Le plus ancien et celui qui devait servir d'exemple et de modèle à tous les autres, fut instauré par le bureau de santé créé, en 1448, à Venise. Le lazaret, endroit spécialement disposé pour la purge des quarantaines, « se compose d'une portion de terre ritoire ou d'une île dans laquelle sont construits des bâti-

(1) E. CAIS DE PIERLAS, *La ville de Nice pendant le premier siècle de la domination des princes de Savoie*. Turin, 1898, 2^e part., p. 311.
— H. SAPPRIA, *Hôpitaux et Hospices de Nice* (dans *Nice historique*, 15 janvier 1900).

« ments destinés au logement des personnes et au dépôt des
« marchandises qui subissent leur quarantaine, et d'une
« portion d'une rade où stationnent les vaisseaux qui y sont
« soumis » (1).

Dès le début, les règlements y sont sévères. Un prieur le dirige, choisi par le bureau de santé, responsable devant lui seul et connu pour sa probité stricte — ceci pour éviter des complaisances moyennant espèces sonnantes. Toute récompense lui est interdite et il se trouve consigné dans le lazaret qu'il ne doit pas quitter. L'établissement doit être fermé du coucher au lever du soleil en temps normal et de façon permanente en cas d'infection. Des gardes vont contrôler à bord des navires les bagages, la contrebande, les rôles d'équipage et des passagers, leur état sanitaire et enregistrent le tout; à leurs côtés, des messagers soumettent à une fumigation préalable les papiers de bord et patentes de santé, remises ensuite aux gardes. Des portefaix, attachés à chacun des grands marchands, portent et aèrent les marchandises. Un inspecteur veille aux approvisionnements, à la propreté et dresse des statistiques sanitaires. Un médecin et un chirurgien attachés au lazaret, y demeurent enfermés en cas de peste (2).

Dès 1526, est fondé le lazaret de Marseille, sur des bases un peu moins strictes. Le principe de la quarantaine était déjà appliqué en Provence, où il donnait même lieu à la perception d'un droit. Ainsi en témoigne un curieux acte en bas latin, daté du 17 décembre 1512. Des contestations s'élevaient, depuis 1479, entre les coseigneurs de Cagnes, « l'illustre Seigneur René, bâtard de Savoie, et les magnifiques Seigneurs Nicolas de Grimaldi, Jean, marquis de

(1) M. BEAUSSANT, *Code maritime*, t. I, pp. 14 et 15.

(2) J. HOWARD, *Histoire des lazarets d'Europe*, pp. 35 à 57.

« Cève, Jean et Honoré Portaneri », d'une part et « l'Université et les hommes de Saint-Laurent-du-Var, recteurs de l'hôpital et de la barque du même lieu, cessionnaires du Révérend Evêque de Vence, seigneur du même lieu », d'autre part « ... à l'occasion de certains droits dits de « quarantaine », que les coseigneurs de Cagnes prétendaient leur être dus pour les affaires et denrées « chargées, enlevées et déchargées sur le rivage de la mer » de Saint-Laurent, ce que niaient leurs adversaires.

Le différend avait déjà été porté sans succès tant devant « la Curie suprême de l'illustre Parlement de la province » que devant « la Curie de la Chambre des dits magnifique seigneur président et conseillers des comptes des dites Archives royales ». Pour « éviter des frais ultérieurs, vivre et rester en paix et mettre fin à tous procès et plaintes en cours », on transigea : l'acte accorde la franchise de la quarantaine sur « les vins, blés, lins, chanvres et autres denrées « nécessaires aux habitants de Saint-Laurent, à condition « de ne pas les revendre au dehors, sinon aux hommes de « Villefranche, habitant et possédant maison et terrain en « le dit lieu de Villefranche » (1).

Les Saint-Laurentins, de leur côté, s'engagent à payer 400 florins par an pour l'entretien de la barque.

A Marseille est un bureau de santé situé à l'extrémité du port. L'on y reçoit par une porte grillée, communiquant avec la chambre extérieure du bureau, et avec des pincettes de fer, les déclarations des capitaines et les lettres des quarantenaires. Avant de les lire, on plonge ces écrits dans un baquet de vinaigre. Les bateaux sont amarrés à l'île voisine de Pomègue. Le lazaret est situé non loin de la ville, sur

(1) Archives communales de Villefranche-sur-Mer, dossiers antérieurs à 1792, AA 3.

un roc très élevé commandant l'entrée du port. Il est entouré d'un double mur. Plusieurs directeurs lui sont nommés ayant chacun sa semaine de service. La surveillance des patentes de santé, espèce de passeport délivré aux navires à leur départ des ports, est très sévère.

A leur arrivée, les bâtiments sont considérés, d'après l'interrogatoire d'usage appelé arraisonnement, comme ayant une patente brute ou non. Il ne s'agit plus de la patente de santé, pièce de bord, témoignant de l'état sanitaire du navire, mais d'une présomption créée par l'usage et reconnue ensuite par la loi. La patente nette désigne un lieu où il n'y a aucun soupçon de peste; une patente soupçonnée ou suspecte, un lieu où la peste a cessé depuis peu de temps, sans certitude qu'elle n'y soit pas encore. La patente brute affirme véritablement la peste dans le port d'où le bâtiment est parti. Un navire sans patente de santé, ou venant d'un port où la peste a éclaté depuis son départ, est considéré comme de patente suspecte.

La durée de quarantaine pour un bâtiment à patente brute était de trente et un jours; elle était de quinze jours pour une patente soupçonnée, et, dans ce cas, les passagers subissaient des fumigations avant d'aller au parloir. L'utilité de ces fumigations aromatiques était d'ailleurs contestée; à Venise, notamment, on n'en usait pas. Les parloirs étaient de longues galeries séparées en deux par des palissades de bois et un grillage en fil de fer. Ceci pour éviter tout contact ou transmission d'objets entre visiteurs et visités. Deux au moins des directeurs sont présents tout le jour, reçoivent les déclarations des patrons, placent gardes et portefaix, et dirigent l'établissement. Vingt-quatre chambres sont prévues; les passagers ont des gardes logés dans des cabinets attenant, faisant fonction de domestiques et cuisiniers, et payés par eux au tarif de 20 sous par jour et la nourriture; le nombre

en est réglé par les officiers de santé, à raison d'au moins un garde pour trois passagers. Une auberge intérieure peut préparer les repas et possède le privilège exclusif de fournir le vin.

Les marchandises sont débarquées dans de grandes barques spéciales, par des portefaix envoyés par le bureau, au nombre de quatre par vaisseau. Elles forment deux catégories. Celles dites « susceptibles » (de contagion), comprennent essentiellement les laines, soies, cotons, tissus, tapis, papiers, fourrures et peaux, tabacs, et tous articles emballés. Parmi les non-susceptibles, sont les articles à emballage séparable (sucre, beurre, viandes séchées et fumées, fruits secs, couleurs, drogues), ou non emballés (graines, marbres, ivoire, bois); les huiles ou alcools spontanément purifiés, par évaporation de parties volatiles.

Les cires, chandelles et éponges se purifient par l'immersion dans l'eau salée. Les cotons sont exposés douze jours à l'air avant d'être déchargés; puis en quarantaine, ils restent en plein air et sont remués tous les dix jours. L'aération est la principale méthode employée pour désinfecter les marchandises (1). Tels sont les règlements principaux du lazaret de Marseille. Ceux de Nice et de Toulon seront créés bien plus tard.

L'institution des lazarets est si essentielle qu'elle n'a cessé de subsister jusqu'à nos jours. Son application, bien comprise, permet d'éviter de grands maux et d'arrêter effectivement à l'entrée du port le mal qui aurait infecté toute une population. Malheureusement, son efficacité fut souvent compromise. Des négligences coupables et même des fraudes volontaires se produisirent : poussés par la cupidité, des

(1) J. HOWARD, *Ibid.*, pp. 2 ss.

subalternes donnaient des certificats de santé de complaisance à des suspects ou détournaient pour les vendre en cachette à leur profit des marchandises infectées. La seule circulation de ces objets contaminés fut parfois funeste à des villes entières.

Malgré tout, la création des lazarets constitue la première étape dans la lutte de la méthode et de la raison humaines contre la terreur et le fatalisme.

CHAPITRE II

De 1575 à 1720

Vers la fin du xvi^e siècle, les esprits, stimulés par le mouvement de la Renaissance, se sont dégagés de l'humilité et de la crainte qui les laissaient devant les calamités gémissants, mais passifs. Deux tribunaux sanitaires spéciaux sont créés dans les possessions sardes. Désormais, les précautions premières vont aller se corrigeant et se complétant sans cesse. Une période commence en 1575, jalonnée par ces efforts initiaux; elle se terminera par la preuve tragique de leur insuffisance, en 1720.

1) Les premiers édits sardes.

Le 27 mai 1575, est promulgué, à Chambéry, en langue française, un *Edit du Conseil d'Etat séant en Savoye*. On y lit :

« Pour obvier à ce que la contagion et peste... ne pullule
« et augmente et entre ès autres et lieux et villes et villages
« de la sujestion et obéissance de sadite Altesse qui sont en
« santé; sont faictes inhibitions et défenses à toutes per-
« sonnes, de quelque estat, condition ou qualité qu'ils
« soyent, suspectés de ladicte contagion et peste, et qui sont

« habitants des lieux suspects d'icelle contagion, de n'aller
« ès lieux non suspects et voyager par les lieux circon-
« voysins, ny ailleurs sur peyne de confiscation de personnes
« et biens et d'estre massacrés comme portant la mort aux
« autres sujets. Et pour cet effect, est faict exprès com-
« mandement et injonction à tous juges, chastelains, syn-
« dics et autres officiers locaux de pourveoyr aux infects
« (qui seront séparés et ferrés), de vivres, médicamens,
« secours et autres choses nécessaires afin qu'ils n'ayent
« point occasion de s'écarter sur peine de mil livres.... »

Les sujets de régions saines peuvent se déplacer, mais sous condition qu'ils aient « bullettes et attestation suffisante bien
« signée, scellée et certifiée des chastelains ou syndiques
« des lieux, laquelle ils seront tenus monstrier... où ils pais-
« tront et hébergeront, qui certifieront du jour, heure et
« santé en laquelle est passée le porteur... sans d'icelle
« certification prendre aucun émolument, sur peyne de cent
« livres ».

Registre doit être tenu de ces bullettes et de leur substance. Il est, en outre, « injonct... de faire mettre et cons-
« tituer gardes aux portes des villes, bourgades et advenues
« des villages, lesquels seront responsables des fautes que
« pourraient advenir par leur coulpe et négligence ».

Personne, enfin, fût-il « hôtellicr ou cabarettier » ne doit loger quiconque, s'il n'est muni de sa bullette, à l'exception des étrangers pouvant ignorer ces mesures nouvelles (1).

Il suffit de lire ces dispositions pour se rendre compte que les principes en sont strictement parallèles à ceux de protection des ports. Les gardes responsables aux portes des lieux habités correspondent aux gardes de santé des ports.

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 252.

Les bullettes de santé, exigées comme le sont les patentes des navires, sont enregistrées de même. Toutefois, un contrôle supplémentaire est institué : les voyageurs ne pourront être reçus nulle part sans justifier de leur bullette en bonne et due forme. Mais l'innovation essentielle, sage et motivée, est l'interdiction faite aux habitants de lieux contaminés de se déplacer. Ils seront, à l'avenir, consignés sur leur territoire et il ne s'agira point de badiner, car quiconque osera enfreindre l'édit, courra risque d'être occis sans autre forme de procès, perspective fort propre à faire réfléchir les fuyards.

Et ces mesures ne vont pas tarder à prendre effet, car l'ordine du 26 août 1576 (1), du magistrat général de santé, interdit l'entrée des Etats sous quelque prétexte que ce soit à tout laïc ou ecclésiastique venant de Sicile, Trentin, Calabre ou y étant seulement passé, et ce, même si le voyageur possède un « Fede di Sanità » en bonne forme. Le magistrat de Savoie fait de même, le 18 avril 1577 (2), à tout venant de lieux infects « avec ne sans ses meubles et hardages ».

L'Edit de 1575 avait posé les premières bases. Mais les précisions pratiques nécessaires nous sont données tout au long dans l'Ordonnance pour la conservation de la santé publique du 20 avril 1577, car la peste n'avait point cessé ses ravages en Autriche et en Italie, et la crainte tenaillait tous les voisins.

« Nous commandons... qu'en chacune ville, terre, vil-
« lage, ports, ponts et passages tant aux plaines qu'aux
« montagnes, deçà les monts se feront bonnes gardes...
« Lesquelles gardes seront, quant aux terres serrées,

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 254.

(2) *Ibid.*, t. X, vol. XII, p. 256.

« assistées des personnes les plus notables des lieux,
« tour par tour, à fin qu'ils puissent bien interroger ceux
« qui viendront. Et après se feront bullettes... marquées
« des armoyries ou seing de la communauté du lieu. Les-
« quelles bullettes contiendront le nom et surnom de cha-
« cune personne, sans dire en général, et ses compagnons et
« serviteurs, faisant mention... s'il demeure au lieu d'où
« il part, ou s'il vient d'ailleurs... : s'il meine bestes, porte
« malles, meubles, ou autres telles choses... Et pour ce qu'en
« aucunes villes, les murailles sont rompues... qui cause
« que de jour et de nuict on peut passer, et que s'il faillait
« gardes par-tout cela seroit d'inutile, voire insupportable
« despense... est commandé... de faire serrer les trous rom-
« pus qui y seront... Et aux lieux non ayant murailles qu'ils
« ayent à faire serrer les chemins et passages qui seront
« moins nécessaires, et ce promptement si jà n'a esté
« faict...

« Est défendu à un chacun quel qu'il soit de passer
« ailleurs que par les lieux accoutumés, et du sçeu et vou-
« loir des gardes... sus peyne... de pouvoir estre par les
« dictes gardes offensés en leurs personnes sans encourir
« pour ce aucune peyne... Les gardes s'informeront dili-
« gentement des chemins que tels auront faicts, et si elles
« croient qu'ils ne soyent venus par les chemins droicts
« et accoustumés, mais s'en soyent forvoyés et divertis,
« sans en dire cause légitime, ne seront admis, ains seront
« chastiés exemplairement. »

Pour éviter qu' « au moyen de l'affluence... ne vint scan-
« dale par accroissement de la contagion; sont... défendues
« les foyres par deça les monts... Et parce qu'il advient le
« plus souvent que la dicte contagion survient... par le
« moyens des engraisseurs et metteurs de peste, et que tels
« engraissemens se font la nuict : à cette cause ordonnons

« que seront ès dictes villes et villages faictes inhibitions
« et défenses... de n'aller la nuict par les rues après les
« huict heures après midy, ou le son de la retraicte, sans
« lumière; et ce à peyne... (d'amende ou de) troys estra-
« pades de corde » (1).

On ne peut rêver instructions plus détaillées. C'est en quelque sorte une ordonnance d'exécution de l'édit primitif. Notons que toute suite ou possession du titulaire de bullette y doit être précisée. Toutes les précautions sont prévues pour éviter que les contrevenants ne s'introduisent par des voies de traverses ou par les défauts des fortifications, ou ne fassent des détours en chemin. Un point nouveau : l'interdiction temporaire des foires, judicieuse, car en temps de peste tout rassemblement aide à la propagation du mal.

L'interdiction de sortir sans lumière après le couvre-feu avait pour but de démasquer ceux qu'on nommait les « engraisseurs ou metteurs de peste ». On croyait alors communément — et nous retrouverons cette superstition jusqu'à la fin du XVII^e siècle — que certains individus possédés du démon ou tout au moins à son instigation, s'efforçaient de propager le mal : nuitamment, disait-on, ils répandaient certaines poudres ou bien frottaient les murs d'onguents spéciaux propres à communiquer la peste, d'où le nom d'engraissements donné à ces pratiques. Souvent, accusés par la rumeur publique de telles diableries, des femmes ou des hommes étaient arrêtés et brûlés vifs, comme l'était à l'époque tout coupable de sorcellerie. Il nous est difficile de connaître aujourd'hui s'il faut voir là un reste des superstitions moyenâgeuses, dont furent victimes de pauvres gens servant de bouc émissaire au désarroi populaire, ou si vraiment

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 257.

quelques illuminés, des femmes surtout (1), se croyant possédées du Malin, oignaient maisons et murailles de compositions bizarres et maléfiques, et de pus de pestiférés. Ou peut-être ces signes colorés étaient-ils tracés par de mauvais plaisants qui se vengaient de leur ennemis en les affolant.

Quoi qu'il en soit, la peste errait toujours à travers l'Italie, puis le Lyonnais, l'Auvergne et le Languedoc, et jusqu'aux Flandres : en font foi les « bans » et suspensions ou interdictions de commerce dont ces régions furent tour à tour l'objet de la part des magistrats de Savoie et de Turin. Les peines encourues en cas d'infraction vont jusqu'à la mort. Tout cela ne laissait pas d'occasionner des dépenses; et pour couvrir les frais de gardes, de secours en nature et en espèces distribués durant la contagion, l'Etat en la personne du magistrat général de santé, imposait un tribut aux marchandises pénétrant dans l'Etat. Les médicaments payaient aussi un droit d'entrée, selon un tarif que nous rapporte un ordinaire du 27 juin 1578 (2) :

Alun de roche, vitriol, vert-de-gris, 1/4 d'écu.

Turbith fin, spodes, scammonée, espèces fines, safran, rhubarbe, 2 écus.

Mastic, casse, turbith moyen, poivre, girofle, muscade, corails, pistaches, 1 écu.

Soufre, 1/20^e d'écu; réglisse, 1/5^e d'écu; cannelle, 1 écu 1/2, etc...

La peste, en août 1579, avait gagné Nîmes, Aubenas; la Provence fut contaminée et, dès 1580, la Riviera allait être atteinte à son tour.

(1) Cf. H. BOGUET, *Discours*, 2^e édit., Lyon, 1608, et P. DE LANCRE, *Tableau de l'inconstance des mauvais anges & démons*. Paris, 1613, *passim*.

(2) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 26.

2) La Peste de 1580.

Nous n'avons malheureusement pas d'ordini promulgués pendant cette épidémie, l'attribution de la santé publique venant d'être rendue au Conseil d'Etat à l'avènement de Charles-Emmanuel I^{er}. Mais les mesures prises, que nous retrouvons dans les actes municipaux de l'époque, ne diffèrent guère des précédentes. Cette fois encore, dit-on, l'apparition d'une comète annonça le fléau. La ville de Nice, cernée en quelque sorte par la contagion, tenta de son mieux de se prémunir. Beaucoup de citadins en étant absents, on fit le 15 décembre 1579, un recensement exact de toutes les demeures habitées : il s'en trouva mille six cent soixante-quatorze (1).

Dès le 13 février 1580, les syndics songeaient à l'approvisionnement de la ville en blé, dont elle était fort dépourvue ; ils passèrent des ordres aux grands fournisseurs du temps, Gênes, Piémont et Sardaigne. Mais il fallait de l'argent pour faire face à ces dépenses imprévues, et les quatre vicairies du comté s'en trouvaient bien démunies. Car pour achever de s'acquérir les droits des comtes de Vintimille par l'obtention du territoire de Tende, Emmanuel-Philibert venait d'imposer à la région un tribut global de 30.000 florins. Le Conseil municipal de Nice dut recourir à l'emprunt et se procura 3.000 écus à l'intérêt eoquet de 10 %.

Tout cela ne servit à rien. Des marchandises infectées venant de Provence avaient déjà introduit le germe pestilentiel et, dès la mi-février, quelques cas de peste éclataient au quartier de Gairaut. On sépara de suite les malades dans des baraques construites à cet effet. Des criminels profitant

(1) P. GIOFFREDO, *Storia*, p. 1594.

du désarroi pour troubler l'ordre public, les syndics firent nommer par le gouverneur quatre capitaines et des hommes de milice pour assurer la sécurité de la ville.

Avec une touchante résignation et une admirable conscience civique, les syndics, réunis en Conseil, envisagèrent le cas où certains d'entre eux, sinon tous, seraient emportés par le mal; et ces citoyens modèles, ne voulant pas qu'à leur mort la ville fût « molto dolorata e desolata e sprovvista dei rettori et amministratore », autorisèrent les survivants à leur élire des remplaçants. Si tous — ce dont Dieu « per la sua infinita bontà e misericordia » nous daigne préserver — venaient à disparaître, les officiers de santé éliraient de nouveaux syndics ou exerceraient la charge. Ainsi pourrait-on sans interruption lever les impôts, vendre, engager et hypothéquer les biens et revenus urbains pour le bien public (1). On fit des ordonnances pour l'enlèvement de tous immondices et la propreté des rues.

Mais la peste ne laissa pas de pénétrer, dès avril, dans la ville même. Ce que voyant, le Conseil d'Etat enjoignit à Nice de se déclarer en quarantaine. S'étant consultés en présence de médecins, les syndics opposèrent à cet ordre un refus très respectueux, mais non moins ferme, le 17 avril. Ils donnaient leurs raisons : il serait tout à fait nécessaire de faire quarantaine pourvu cependant qu'on en eût les moyens; il était grand temps de « faire effort tant général que parti-
« culier pour se protéger et éviter que la peste ne fit d'autres progrès », mais tout bien réfléchi, la majorité des voix avaient estimé que la quarantaine était impossible actuellement, d'abord parce que la ville comptait quatorze à quinze mille habitants dont les trois quarts n'avaient chez eux au-

(1) Archives communales de Nice, vol. XXX (Actes de 1578 à 1581).

cune provision, puis parce qu'on avait dénombré un millier de pauvres et mendiants, et qu'on n'avait pas assez de blé pour leur faire l'aumône indispensable, ce qui susciterait « rumori e scandali ». La faim, la mortalité et par conséquent la peste n'en seraient que pires (1).

Le Conseil d'Etat jugea-t-il ces raisons insuffisantes, ou la crainte lui faisait-elle sacrifier une ville pour sauvegarder les autres? Il réitéra son ordre dès la fin du mois. Bientôt la contagion s'installait en maîtresse dans la ville, et l'eût ruinée entièrement si le duc ne l'eût secourue en argent, vivres et remèdes. On construisit pour les infects des cabanes de bois sur la plage. Les chambres où s'était produite une mort étaient fermées, murées ou scellées.

De grands personnages succombèrent : les évêques de Savoie, d'Albenga, de Vintimille et le comte Honoré Grimaldi, seigneur de Monaco et feudataire d'autres lieux. L'épidémie cessa vers le début de novembre et les quelques cas isolés qui se déclarèrent encore furent confinés à Gairaut, où le mal avait débuté. En effet, un acte de trésorerie, du 15 novembre, nous indique le paiement de ses honoraires à un barbier, « pour avoir traité et soigné les malades » lors de la contagion passée » (2).

Dès le printemps de 1581, des équipes de nettoyeurs s'étaient employées à assainir et même repaver la ville, moyennant subsides et vêtements. Les honoraires des chirurgiens qui s'étaient distingués furent fixés, par délibération du Conseil, à quatre écus d'or par mois durant quatre mois. On régla aussi la dépense causée par l'envoi (pour limiter les progrès du mal alentour) d'un sénateur à Sospel, et d'officiers et soldats aux principaux points du comté,

(1) Archives communales de Nice, vol. XXX (Actes de 1578 à 1581).

(2) J. BRÈS, *Appendice aux Note d'Archivio*. Nice, 1923, p. 30.

avec les instructions et provisions nécessaires. Selon la tradition, 1580 avait été « l'anno della gran moria » — l'année de la grande mortalité.

Craignant une recrudescence, on décidait à l'automne de délimiter dans la ville quatre parties, ayant chacune un député; à celui-ci, un médecin et un chirurgien, payés des deniers publics, notifieraient aussitôt tous les malades qu'ils auraient visités. L'hôpital Saint-Eloi fut reconstruit et prit le nom de Saint-Roch. La dure leçon portait ses fruits.

3) Les nouveaux règlements qui en découlent.

Le 12 septembre 1585, le magistrat de Turin décide qu'y seraient députés médecin et chirurgien pour examiner les cadavres, et un règlement général du 20 septembre veut qu'on se munisse d'un chirurgien ou d'un barbier « des plus experts de son pays » qui se charge de visiter tous les corps morts pour reconnaître si autour d'eux paraît quelque signe périlleux de contagion :

« Les cadavres devront être ensevelis à plus de quatre
« pieds de profondeur, ou bien dans un monument bouché
« de bonne chaux » (1).

Cette précaution nouvelle concernant les défunts est importante, car les microbes de la peste se trouvent effectivement dans les cadavres, source supplémentaire d'infection qu'il était fort nécessaire d'éliminer. L'idée de désinfection après la contagion commence à prendre corps.

Mais le principal progrès est constitué par le règlement du Conseil d'Etat du 31 octobre 1587, qui ne comporte pas moins de trente-six articles.

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 271.

Il ne se contente plus de faire garder les portes et vérifier les bullettes; il jette les bases d'une organisation sanitaire pendant l'épidémie même. Tout d'abord, les devoirs religieux « à 6 heures du matin, midy et 6 heures du soir, neuf coups de cloche pour inciter chacun à se mettre en prière avec toute sorte de dévotion », et « un jeûne pendant une quarantaine... à pain et à eau, sçavoir le mercredi, vendredi et samedi », et des processions particulières tous les jours dans les églises. Puis, l'obligation à tous de secourir les malades, « parceque la nécessité des affligés est cause du « principal désordre, tant pour la fréquentation et mélange, « estans contraints d'aller çà et là pour chercher leur nourriture... sans avoir égard si les lieux où ils se jettoient « estoient infects ou non, d'où l'on a vu plusieurs accidens ».

Ecclésiastiques et prélats devront, sur leurs dîmes et revenus, faire charité en deniers ou denrées à leur choix entre les mains des syndics qui leur en donneront reçu, « à « l'exemple desquels tous autres habitans... des lieux infects, empestés et barrés à cause de la contagion... fourniront le même charitable secours ».

La garde intérieure et extérieure des villes est renforcée; on lèvera soixante soldats pour ce faire et pour éviter les contacts « soit aux fours, moulins, bournaux, fontaines, soit aux boucheries »; ils feront partir sous les trois jours, les « vagabonds, gueux et fénéans », sous peine de pendaison, ainsi que les étrangers. De même pour les colporteurs « tous merciers et porte-paniers courans par le païs, seront comminés de vuidier ».

Des autorités responsables sont instituées : « En chaque ville et mandement, une personne notable, sous le titre de capitaine particulier de la santé », veillera sur tout, fera donner les remèdes et fera d'heure en heure un rapport

au magistrat; de plus, « dans les villes en chaque dizaine, une personne notable avec le dizenier qui sera tenu tous les matins et soirs de faire la reveue de la dite dizaine » tenant note de tous habitants et locataires. Chacun doit lui déclarer « ceux qui se trouveront ou qu'ils douteront d'estre malades de quelque maladie que ce soit, sans le cacher malicieusement ». La déclaration doit être faite « à quelques heures que ce soit incontinent et sans aucune dissimulation ». (La dizaine représentait une subdivision de quartier de la ville). En cas d'absence ou de voyage, c'est le capitaine de la santé qui délivre « billettes suffisantes, lesquels, étant de retour seront derechef consignés entre les mains de qui dessus », et vérifie l'état sanitaire des lieux visités et l'itinéraire suivi.

Voici la marche à suivre en cas de maladie : « Se trouvant (en faisant la dite visite) que quelqu'un fût atteint, les dits dizeniers et personnages notables seront tenus de le révéler incontinent audit magistrat, syndic ou capitaine particulier de la santé qui les feront incontinent visiter par les médecins, chirurgiens et personnes expérimentées en ce fait; et quand par ladite visite il se trouverait avoir quelque signe de contagion, ils seront d'abord contraints de vider et ceux de la maison avec les meubles, laquelle maison sera incontinent barrée jusqu'à ce que les dits meubles en soient sortis... et que les cureurs y soient entrés. »

Ces cureurs recevront des syndics les parfums et les vivres nécessaires, et feront leurs nettoyages « enfermés à cadenas » dans la maison. On fera garder nuit et jour ces meubles, pour que les cureurs n'en dérobent pas pour les revendre sans avoir été purgés. Si, comme c'est souvent le cas, les malades se refusent à quitter leur maison « dont il

est arrivé plusieurs grands inconvénients », après trois commandements, s'ils persistent, « ils en seront tirés et punis de la vie ».

On tiendra registre des infects, des malades et des suspects, et le seul magistrat aura droit de les libérer. Les infects seront « réduits en cabane, sinon qu'ils eussent quelques moyens pour se retirer aux champs en quelque maison séparée du voisinage auquel cas il leur sera loisible... » Pour ne pas se mêler ny fréquenter les autres, leur sera « donné une garde à leurs dépens qui aura l'œil à ne pas permettre qu'ils s'égarent, à peyne contre les gardes d'estre pendus et étranglés s'ils avoient commis connivence « et esté négligens ».

Il leur est défendu de s'écarter de leur enclos, sous peine d'être arquebusés, les vivres leur étant fournis par les syndics. Les suspects sont consignés chez eux, ou même aussi réduits en cabanes. Les infects et malades hors des villes « seront réduits au bas-vernay dans leurs cabanes et chapis »; les gardes permettront seulement qu'on leur parle de loin pour écouter leurs demandes et les transmettre aux syndics; les vivres et secours seront transmis aux malades par des pourvoyeurs dans les villes comme dans les campagnes, ces deux catégories ne devant pas communiquer entre elles sous peine du fouet.

La vie quotidienne des gens sains est aussi soigneusement réglementée : ils ne pourront sortir de chez eux qu'avec permission du syndic; seul le chef de maison ou un domestique désigné sortiront pour aller aux provisions, « sans néanmoins... s'aboucher de près, soit pour la boucherie, fourniture d'eau, pain, vin et autres denrées, comme aussi faisant ou allant au four ». « Toutes assemblées et fréquentations sont étroitement défendues, comme aussi toutes

tavernes et cabarets. » On peut seulement « boire dehors les cabarets, séparés et distans les uns des autres, sans y appeler ny convier personne des dits lieux », et pour ceux « qui n'ont du vin en leurs maisons, en prendre à pot qui leur sera délivré au dehors des tavernes, sans y entrer et vuidier dans leurs pots ». Dès la retraite sonnée, nul ne doit plus circuler, même avec une chandelle, sauf avec autorisation du syndic. Les féodaux avaient leurs devoirs, car tous seigneurs bannerets doivent secourir leurs sujets et veiller aux « nettoiemens », « à peine de privation de la succession de leurs dits sujets et taillables ».

Enfin, les malades qui n'auraient point succombé avaient licence de regagner leur logis, moyennant une seconde quarantaine, en lieu sain cette fois, d'une durée de vingt jours. Ils doivent au surplus faire encore en leur maison purgée une dernière quarantaine de dix jours. Les suspects feront simplement chez eux une seconde quarantaine de douze jours (1). Désormais, l'épidémie n'exercera plus indistinctement ses ravages sur une population affolée, au milieu du désordre et de la disette; il y aura des responsables, des secours et des vivres. On désinfectera ensuite les maisons et leur contenu. De quelle manière? Le règlement ne dit rien sur la technique du travail des cureurs. Mais nous en avons une bonne idée grâce aux instructions des « Ordonnances royales pour la purgation des maisons » édictées les 14 et 19 août 1599, après une peste à Turin (2).

Ce sont les croque-morts qui remplissent l'office de cureurs. Des surintendants ayant le pas à cet effet sur les autres personnages officiels, sont chargés d'empêcher le désordre

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 274.

(2) *Ibid.*, t. X, vol. XII, pp. 308 ss.

et de diriger les croque-morts. Sous leur domination directe, des contrôleurs indiquent, après visite, les demeures à désinfecter et en gardent les clefs; ils surveillent la marche des nettoyages et font porter leur nourriture aux cureurs. Vingt-quatre équipes de quatre hommes chacune sont constituées, de diverses nationalités pour éviter toute connivence; par groupe de quatre équipes, un secrétaire « brut », chargé d'inventorier les demeures et d'en noter le contenu. La cave est purgée la première, puis scellée pour que nul n'y puisse plus tirer du vin — chose prudente! On met les objets à bouillir avec des cendres dans de grandes chaudières, puis ils sont lavés en cuveaux et séchés par des blanchisseuses « nettes ». On les rapporte dans la maison dûment parfumée dans des charrettes nettes. Les meubles qu'on ne peut passer à la chaudière, on les parfume et on les expose à l'air et au soleil.

Pour achever d'assainir la ville, on allume à chaque carrefour de grands feux « purgeant l'air qui pourrait avoir conçu l'infection ». Tout quartier nettoyé est « barré » et interdit à toute personne brute. Le procédé est rudimentaire, mais devait donner de bons résultats. Et l'on impose aux propriétaires de mettre en évidence la parfaite salubrité de leur demeure : à titre d'essai, on y enferme des « preuves » (1) (c'est-à-dire des gens parfaitement sains) à l'aide de cadenas ou de planches clouées, et avec des vivres : si après cette quarantaine les « preuves » n'ont pas contracté la peste, la maison est déclarée saine. Inutile d'ajouter que bien peu de propriétaires se risquaient à constituer eux-mêmes cette preuve.

L'on se prémunit aussi contre le danger présenté par la

(1) En France, on nommait « essayeurs » ou « espreuves », les mercenaires qui demeuraient quelque temps dans une maison purgée pour en éprouver le bon nettoyage.

libre circulation des gens de l'art à travers les villes. Dès qu'ils rencontreront un cas de peste, les « signori medici, cirogici, barbieri et speciari » devront s'enfermer d'eux-mêmes, aux frais de la ville, seuls, durant trois jours comptés du moment où le cas est reconnu contagieux; après quoi, si rien de fâcheux ne se déclare, ils se parfumeront et pourront à nouveau sortir (1).

Aussi bien, depuis les premiers édits, un grand pas a été fait; mais bien des erreurs — nous ne parlons pas des négligences — étaient encore commises : à côté de sages précautions et avec les intentions les plus louables, l'on préconisait des moyens des plus efficaces pour propager la maladie : processions nombreuses, réunions en foules dans les églises. Quant aux feux allumés pour purifier l'atmosphère, leur rôle était vanté dès longtemps; selon Plutarque, Galien en reconnaissait déjà les mérites. Mais l'emploi qu'on en fit ne justifia guère cette opinion et nous verrons même qu'il vint l'infirmier.

De 1580 à 1631, les côtes connurent une période de trêve. Il n'en était malheureusement pas de même ailleurs et les bans se succédaient contre de nombreuses villes d'Italie, les Cantons suisses, l'Andalousie, le Portugal, Dauphiné, Languedoc, Hongrie, Allemagne, Pologne. Presque toute l'Europe défile sous nos yeux, frappée par le fléau insatiable. Et la surveillance des magistrats ne se relâche pas.

Une délibération municipale du 30 octobre 1588, fait choix d'un emplacement « au lieu dit San Tômaso, après le Barivieil », pour la construction d'un lazaret à Nice (2). L'établissement est prévu pour servir en même temps de

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII. p. 301.

(2) J. BRÈS, *Note d'Archivio*. Nice, 1919, p. 114.

fortification pour la garde de nuit. Mais le projet n'aboutit pour l'heure à rien.

En mars 1605, un bateau suspect venant d'Alger faire sa quarantaine, les conservateurs de santé détaillent les précautions dont est l'objet la cargaison : les cuirs sont plongés dans la mer ; l'on taille et brûle les extrémités de la tête et des pieds, trop difficilement purifiables ; les laines, lavées à l'eau douce courante, sont remuées matin et soir ; les vêtements, bouillis avec de l'alun. Le bateau même est évacué, nettoyé et parfumé (1).

Un ordinaire général du 29 août 1624, impose désormais un certificat de santé aux marchandises introduites dans l'Etat « par passage, transit ou permanence », y compris ce qui relève des collecteurs du droit de Villefranche, de droits ducaux, douanes, péages et autres gabelles (2).

Le duc lui-même prend, le 10 août 1627, un édit ainsi motivé :

« Malgré les ordres publiés..., les rues de la ville sont
« toujours dans le même état de malpropreté, nous devons
« à juste titre craindre une épidémie » (3).

Et il indique des mesures à prendre, avec amende de cinq écus d'or en cas d'infraction.

Pour éviter de trop fréquents abus dans la distribution des bullettes, un ordinaire en donne, le 5 novembre 1629, une formule obligatoire pour les sujets sardes.

« Si parte di questa città, o luogo, libero (Iddio gratia)
« da ogni sospetto di peste, per andar a, — il tale, o la
« tale, cittad', — habitante, — d'età d'anni.... di statura...
« con barba... o senza, a cavallo, o a piedi, accompagnato
« o solo, con valiggi, fagotti, o merci sopra cavalli, o altre

(1) J. BRÈS, *Note d'Archivio*. Nice, 1919, p. 106.

(2) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 344.

(3) G.-B. BORELLI, *Editti Antichi e Nuovi*. Turin, 1681.

« bestie. Et se verrà da altri luoghi pur del stato che ha-
« vesse le bollette giustificate conforme gli ordini » (1).

Un modèle pour les étrangers mentionne le trajet suivi et les quarantaines subies en cours de route.

Les gardes, d'ailleurs, sont faites « tour à tour, réci-
« proquement et indifféremment par tous... même par les
« principaux gentilshommes, chefs de maison, marchands,
« artistes, docteurs, officiers, encore que privilégiés, nul
« excepté ».

La loi fait ainsi supporter ces charges à tous également.

4) La peste de 1631 dans le comté de Nice.

Le danger se rapproche; le magistrat constate que « il
male contagiosa faccia gagliardi progressi in molti paesi,
con effetti di straordinaria pestilenza ». C'est par surcroît
une époque de guerres. Les armées de France, de Savoie,
d'Espagne et de l'empereur circulent incessamment à tra-
vers Provence et Riviera : il faut les ravitailler et, juste-
ment, les récoltes ont été très mauvaises. Les vivres sont
rares et fort chers. Le blé atteint le prix de 20 florins par
boisseau et même davantage. A Milan et à Lyon règne une
peste terrible « fomentata dalla fame ». Aussi, dès 1628,
prières et processions avaient repris; le projet de lazaret
avait fait l'objet d'un nouvel examen, sans résultat d'ailleurs.

A Sospel, dès octobre, le magistrat et les conservateurs de
santé étaient remis sur pied et plus personne n'était reçu
sans leur ordre dans les couvents hors les murs. Des émis-
saires étaient envoyés, au printemps suivant, jusqu'à Aix-
en-Provence, pour enquêter sur le mal et savoir si la ferme-
ture du commerce s'imposait; d'autres missions sanitaires

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 364.

allaient à Tende, en Piémont, en montagne, dépister la « bosse », l'ulcère annonciateur. En même temps que le ban contre la Provence, la garde au Var était décidée le 14 août 1629 et rappelée expressément le 22 novembre. Le duché de Milan subissait le même sort, dès le 5 janvier 1630, par une ordonnance exemptant Marseille de ces interdictions; mais au 5 mars, cette ville devenait à son tour suspecte.

C'est que le mal faisait rage : en quatre mois, à Digne, la sixième ou septième partie à peine des habitants avaient survécu. On ne voyait plus voler un oiseau. A Aix, douze mille morts, soit les deux tiers de la population. Ces ravages sont dus à une application trop littérale des arrêts du Parlement imposant l'isolement des localités contaminées, au moins autant qu'à une police et un service sanitaire insuffisants. En juin est promulgué, à Turin, un « règlement politique pour se conduire en temps de peste », qui n'apporte aucun changement (1). Craignant les agissements des engraisseurs, l'évêque de Nice interdit de laisser de l'eau dans les bénitiers. Et le résultat de nouvelles enquêtes est rien moins que rassurant.

Aussi le gouverneur Don Félix de Savoie décide-t-il, le 22 juillet, de bannir de Nice tous les étrangers qui n'y ont pas « casa piantata » et leur fait distribuer le viatique nécessaire. La fermeture des routes de Saint-Martin et de Tende est décrétée. Hélas! vers le même temps parvient une mauvaise nouvelle : emporté lui aussi par la peste, le duc Charles-Emmanuel vient de mourir à Savigliano, dans la province voisine de Coni. Beaucoup de Niçois se retirent par crainte à la campagne.

(1) G.-B. BORELLI, *Ibid.*, 3^e part., livre V, p. 656.

En automne, en hiver, quelques cas isolés. Mais cet isolement même rassure le peuple; au printemps de 1631, la ville se croit sauvée et manifeste sa joie aux fêtes pascales. Terrible illusion qui va permettre au mal de s'implanter malgré la vigilance des gardes ininterrompues depuis deux ans. Par faveur spéciale de Don Félix, quelques autorisations de pénétrer dans la ville sont accordées. Cela se sait, l'on est moins strict.

En avril, un pauvre homme de Peille, revenant de Turin, veut aller voir ses sœurs à Nice. Comme il rapporte de Piémont un peu de cuir pour réparer ses chaussures et qu'il craint d'être refoulé en raison de sa pauvreté, il cache sans malice aucune ce morceau de peau dans un fagot de bois et entre le soir dans Nice. Il dîne en famille, se couche; dans la nuit, il est pris de fièvre et meurt dans la matinée. Charitables et sans méfiance, de nombreux voisins viennent assister les deux sœurs qui meurent le soir même. Nouvelles visites et de proche en proche se répand partout la peste sans que s'en doutent ceux mêmes qui la propagent. Chaque jour éclatent de plus nombreux symptômes; on compte de dix à douze morts quotidiennes.

Le 15 mai, le magistrat de Turin place Nice au rang des terres suspectes et, le 23 mai, les gouverneurs, magistrats et consuls se voient obligés de prendre un édit pour déclarer la ville infecte de peste (1).

Certaines demeures sont déjà entièrement vides. Le Conseil municipal avise aux moyens de se procurer de l'argent, par prêt à intérêt ou par un emprunt, car il faut du blé, de la viande, du vin, de l'huile, des drogues; il faut régler les honoraires et faire dire des messes (2).

(1) GIOFFREDO, *Storia*, p. 1866.

(2) J. BRÈS, *Note d'Archivio*, p. 108.

Le gouverneur et son escorte quittent la ville pour se réfugier aux environs, à la Mantéga. Les syndics cherchent un abri au couvent Saint-François, où chaque jour des officiers de santé viennent les rejoindre; on fait désinfecter le monastère, où trois moines seulement restent; les autres sont partis chez des parents, à la campagne.

On invoque simultanément tous les saints antipesteux avérés, saint Roch, saint Sébastien, sainte Rosalie, saint François-Xavier; on fait un vœu à saint Siagre, lui promettant une procession annuelle. Les autorités ecclésiastiques usent de leur influence pour faire respecter les instructions de la municipalité. Ainsi l'archevêque de Turin prescrit l'obéissance aux ordres du magistrat de santé, « selon « la loi de charité tant recommandée par Notre-Seigneur « Jésus-Christ et inculquée dans la Sainte Ecriture » (1) et ce sous peine d'excommunication. Le 8 juin, jour de Pentecôte, c'est un vœu solennel à l'église Saint-François.

Mais la peste n'a cure de ces actes pies : ses ravages redoublent, pendant l'été surtout. D'innombrables testaments sont rédigés par les malades qui les dictent au notaire du haut de leur fenêtre, ou gisant en pleins champs, sous des oliviers ou des citronniers. Des témoins refusent de signer, redoutant d'être infectés par la plume du tabellion. Un notaire constate même :

« Je suis, moi aussi, notaire, infecté, tandis que j'instrumente » (2).

En allant chercher tous ces testaments, le secrétaire des syndics rapporte la contagion au couvent même et celui-ci

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 398, note.

(2) G. DOUBLET, *La peste à Nice en 1631 (Eclaircur du Dimanche*, 24 juillet 1921).

est alors abandonné par tous, tant moines que séculiers réfugiés. Sur les ordres de ses supérieurs, un seul moine, Morraglia, y rentre en juillet. Il nous a laissé une relation des horreurs du fléau (1). Rien à manger, sauf du sel et des olives. Et le cloître est dans un désordre et une saleté tels qu'une vraie étable. Le pauvre religieux y demeure, moyennant des parfums réitérés de styrax, benjoin et autres aromates. Au château même, sur le rocher, les sentinelles sont frappées les unes après les autres.

Le 19 juillet arrive l'ordre du gouverneur de fermer la plupart des boutiques. Tous les bouchers ont péri; les alentours ne fournissent pas la viande comme ils le devraient; on emprunte sans cesse pour se procurer blé, orge, seigle. La ville est en quarantaine; d'autres quarantaines sont établies dans la banlieue. Les environs s'infectent : Aspremont, Breil, Saorge, Castellar, La Turbie, Villefranche; le 15 août, Monaco et Tende; et les corps de garde se multiplient en conséquence. On craint toujours les engraissements; des psautiers de l'époque en parlent et, selon Gioffredo, plusieurs personnes sont brûlées vives pour ce crime.

Que dire du service sanitaire? A peine l'épidémie déclarée, tous les médecins se sont enfuis, à l'exception d'un seul, qui meurt très vite, victime de son dévouement. C'est un chirurgien français de Louis XIII, La Cointe, qui, aidé par quelques parfumeurs compatriotes, organise les secours. Plus tard, trois médecins et un chirurgien courageux viennent se joindre à eux. Tout ce personnel circule dans les rues désertes en un costume protecteur carnavalesque : vêtements et gants de maroquin du Levant ou de cuir de Cordoue, « dans la bouche de l'ail, dans le nez de la rue, dans les

(1) J. BRÈS, *Ibid.*, pp. 107 et 108

oreilles de l'encens, sur les yeux des bésicles ». Certains portent un masque de même maroquin que l'habit, muni d'yeux de cristal et d'un nez long d'un demi-pied empli de parfums, « afin de détourner la malignité de l'air » (1). Quant aux remèdes, ils sont de même valeur. Avec les confections de jacinthe et d'alkermès, la mithridate et la thériaque inévitables à l'époque, on use d'huiles de spic, de scorpions, de lombrics. On a crû même jusqu'à la fin du XVII^e siècle que « l'excrément de l'homme est digestif, résolutif, amollissant, propre pour l'anthrax, pour faire venir les bubons pestilentiels à suppuration » (2).

Le fléau commençant à diminuer un peu, une seconde quarantaine est ordonnée le 22 octobre; seuls peuvent circuler les ouvriers munis d'une bullette spéciale. Au début de décembre, une dernière victime notable, l'évêque de Nice.

Enfin, le 11 mars 1632, la fin de l'épidémie est officiellement constatée et une messe *pro actione gratiarum* célébrée à Saint-François. On fait rouvrir les demeures infectes pour les assainir par du soufre, du vitriol, de la poix. Il ne reste plus qu'à payer les honoraires des gens de l'art, à gratifier et libérer les chiourmes des galères employés comme « corbeaux » pour inhumer les milliers de morts. Au total, dix mille victimes à Nice et dans ses environs, soit 50 à 60 % de sa population.

5) La peste de 1631 à Monaco.

Dans le port voisin de Monaco, même catastrophe. Là, ce n'est pas par une imprudence que s'est introduit le mal.

(1) D^r Henry MEIGE, *La peste dans l'art* (*La Nature*, 10 avril 1897, p. 297).

(2) M. BOUVET, *Histoire de la Pharmacie en France*. Editions Occitania, Paris, p. 371.

L'animosité, la haine plutôt, que se vouaient réciproquement la principauté et le village proche de La Turbie en fut cause. Grâce à des gardes sévères contre la Savoie et Nice, Monaco n'avait pas souffert; elle avait des provisions (50 charges de blé, 6 de sel, des huiles, de la térébenthine). Apportée par des objets infects, la peste décimait au contraire La Turbie.

Enragés de jalousie, des Turbiasques pestiférés vinrent une nuit oindre du pus de leurs propres plaies les pierres d'un lavoir monégasque à la limite des deux pays. Les cinq premières lavandières qui y vinrent faire quelque lessive moururent en quatre jours. La ville tout entière fut contaminée. Le prince fit venir des médecins de Nice pour s'assurer de la nature du mal; il interdit de sortir à tous ceux qui avaient un malade chez eux. Menton et Roquebrune furent autorisées à suspendre toute pratique avec la principauté.

On fit au Castelneuf deux lazarets, l'un pour les malades, l'autre pour les suspects : c'étaient une cinquantaine de baraques, construites en planches, ou, faute d'autre bois, avec des bancs d'église, et contenant un lit chacune. Les deux barbiers locaux ayant été emportés de suite par le mal, le service sanitaire fut assuré à l'intérieur du lazaret par un barbier Niçois et un Espagnol. Un médecin de Villefranche, volontaire, prodiguait ses soins en ville; assez vite d'ailleurs, il fut ainsi qu'un des barbiers gravement atteint de « bosses » et charbons, avec « fièvre aiguë et gaillarde », et un seul barbier dut les guérir et suffire à toute la population durant un mois.

Une quarantaine générale fut ordonnée. Seuls circulaient par les rues désertes les officiers de santé spécialement chargés de rapporter à chacun ce dont il pouvait avoir besoin et de pourvoir au ravitaillement à des prix fixés : viande, apportée toute pesée au bout d'un bâton, à 5 sous la livre;

poisson frais à 4 sous la livre; un pain de 6 onces; du vin à 4 sous la mesure et de l'huile à 2 florins la pinte. Les porteurs d'eau vendaient celle-ci 4 liards le baril. Le pharmacien était autorisé à apporter en personne les remèdes à la porte du lazaret et à faire venir son domestique à la boutique.

Accompagné du podestat, Pierre-Paul Terrazani, le curé allait confesser; il administrait les sacrements de ses propres mains, puis il passait les doigts deux ou trois fois au-dessus d'une torche enflammée. Chacun faisait ses dévotions chez soi, quand sonnait la cloche; le soir, on chantait à voix haute devant ses fenêtres et à la lueur des chandelles, les litanies de la Vierge. La ferveur de ces prières aux flambeaux arrachait, dit-on, des larmes aux cœurs les plus endurcis.

Deux galériens échappés et deux croque-morts venus de Nice, vidèrent toutes les maisons infectes, à commencer par celle du podestat et en portèrent le contenu à la Marine. Tout le linge de table et de corps, les toiles, la vaisselle, les broches et ustensiles de cuisine restaient trois jours et trois nuits durant à tremper dans la mer où, malgré la surveillance continue des cureurs, les vagues en enlevèrent une partie.

Puis on mettait le tout à bouillir dans un grand chaudron plein d'eau salée, avec 4 livres de chaux vive, 2 de salpêtre, 2 de soufre, 2 d'aromates brûlés et une quantité de cendres. Des gens « nets », gantés, retiraient ensuite les objets et les plaçaient dans une cuve, couverts de cendres, sous un courant d'eau, toute une journée. Enfin, après un barbotement « dans l'eau douce de la vieille fontaine », on essayait chaque chose.

Les matelas étaient défaits et leur laine traitée de même, mais plus « cruellement » bouillis, avec 4 livres de salpêtre au lieu de 2. Toutes les vieilles nippes, les coussins de

plumes et paillasses étaient brûlés. Les soieries, velours, draperies et cuirs étaient étendus sur des cordes dans une grotte bien close, où l'on allumait des charbons avec de l'encens et de la myrrhe. Les beaux livres richement ornés furent brûlés; les autres, traités comme les objets de cuir. Les épées, arquebuses et autres armes étaient posées à terre et recouvertes de foin auquel on mettait le feu. Inutile d'ajouter qu'on cassa, détériora ou rendit inutilisable la moitié des objets par ces traitements énergiques.

Les maisons vidées étaient également purgées : toutes fenêtres closes, on mettait dans chaque chambre un rup (1) ou deux de foin, on l'enflammait, et « pour que le feu durât plus et fit plus de fumée », on jetait dessus du vinaigre dilué, puis du soufre et de la poix grecque mêlés. La puanteur et fétidité étaient telles que les rats affolés montaient et descendaient le long des murs, et que les melons mis de côté pour l'hiver furent immangeables. On purgea de même les églises et les blanchit jusqu'à hauteur d'homme. Enfin, une pluie diluvienne vint laver les rues et le mal cessa brusquement après ces mesures radicales. Tous les convalescents allèrent en procession, portant le crucifix, se plonger dans la mer, puis revinrent de même écouter à la cathédrale un *Te Deum* solennel. Un quart de la population avait été enlevé (2).

Seul dans le comté, le port de Menton avait été épargné. Les mesures de sauvegarde y étaient identiques à celles de Monaco, mais ni négligence, ni malveillance ne l'avaient atteint.

En fin de compte, la vigilance des gardes n'avait pu éviter

(1) Le rup, mesure de poids de l'époque, qui équivalait à 25 livres, soit environ à 7 kgs 79.

(2) Girolamo Rossi, *La peste di Monaco dell' anno 1631*, Monaco, 1891.

partout le fléau. Ce n'est pas leur principe même qui en est cause : là où son application s'était faite en toute rigueur, le mal n'avait pas pénétré et, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, on ne devait trouver aucune solution meilleure. Pendant l'épidémie, l'organisation des quarantaines, bien que logique, ne servit pas à grand chose : il y avait encore trop de malpropreté dans les rues et dans les maisons; nous ne parlons pas des rats.

Le grand progrès, c'est la désinfection énergique dont on reconnaît la nécessité impérieuse. Les méthodes adoptées sont brutales, peu soucieuses de sauvegarder les biens particuliers; mais elles sont bonnes : ébullition, chaleur, vapeurs aromatiques et sulfureuses, chaux vive, oxydants, font leurs preuves et hâtent de beaucoup la fin de l'épidémie. La vie reprend son cours normal. Toujours des bans contre des pays suspects toutefois.

6) La fin du XVII^{me} siècle.

Un nouvel hôpital est créé à Nice, en 1632, par la Confrérie du Gonfalon, qui dirigeait déjà celui de Sainte-Croix, et ce dernier est reconstruit, en 1635, sur son emplacement actuel.

En Provence, il s'est fondé, en 1621, la Compagnie secrète du Saint-Sacrement, appelée aussi, selon Molière, la « Cabale des dévots ». Cette Société secrète, dont le premier but est la lutte contre le protestantisme, se propose en même temps, « d'entreprendre tout le bien possible et d'éloigner tout le mal possible, en tous temps, en tous lieux et à l'égard de toutes personnes ». Composée de prêtres séculiers et de laïques, la Société reste dans l'ombre, mais crée des œuvres visibles : des affiliés les dirigent et les membres n'en sont que les instruments inconscients. Ainsi lui appartiennent à

Marseille les hôpitaux des convalescents, des paralytiques, des insensés, des aveugles et des galériens, ainsi que de nombreux hospices; de même dans toute la France, si bien que la Compagnie forme « un Etat dans l'Etat ». Ce pouvoir occulte est officiellement dissous par le roi, en 1695, mais ses œuvres et son action survivent jusqu'en 1789 (1).

En 1645, la régente ayant nommé un surintendant de santé pour Nice et Villefranche, des contestations s'élèvent aussitôt avec la ville; celle-ci fait confirmer par patentes son droit de pourvoir elle-même à la santé publique par les officiers de santé qu'elle députe.

Le surintendant doit se borner à intervenir dans les Conseils qui se tiendront à ce sujet (2).

La Provence seule subit une nouvelle épidémie, beaucoup moins grave, heureusement, de 1649 à 1651. Nîmes, Marseille, Toulon en sont atteintes, car en France on ne fait encore aucune garde, sinon assez mollement aux ports, et le mal peut aisément s'introduire. Il accomplit son œuvre de mort et l'on ne sait lui opposer que des coups de lancette dans les ulcères, ou des remèdes qui désinfectent plutôt qu'ils ne guérissent. Ainsi, à Toulon, fut employé avec grand succès, paraît-il, le « vinaigre des quatre voleurs » : c'est une infusion de rue, menthe, absinthe et romarin, mêlée à du vinaigre, avec de l'ail et du camphre (3). Le comté prit les précautions usuelles : une procession à Pâques pour apaiser la colère céleste, suspension du commerce avec la Provence, gardes aux confins, piétons pour avertir Villefranche et Monaco, et réussit cette fois-ci à se préserver. Le

(1) *Encyclopédie des Bouches-du-Rhône*. Marseille, 1921, t. III, p. 637.

(2) DUBOIN, t. XV, vol. XVII, p. 416.

(3) GAFFAREL et DURANTY, *Peste de 1720 à Marseille (Annales de Provence, 1911, n° 2)*.

mal s'apaise en Provence, sinon en d'autres points d'Europe. Il n'y aura plus d'épidémie sur la côte jusqu'en 1720.

Le 8 juillet 1657 est accordé par patentes ducales le lazaret que Nice songeait depuis soixante-dix ans à édifier; il servira à Nice, Villefranche et Saint-Hospice pour les provenances du Levant et de Barbarie qui désirent « jouir des franchises et privilèges du port franc » (1); ainsi, il préservera la santé publique tout en augmentant le commerce sarde. Il sera dirigé et administré par les syndics et officiers de santé de la ville qui donneront la quarantaine et la pratique, mettront les gardes, nommeront un médecin et un chirurgien. Le terrain est choisi et acheté en mars 1658; le devis est établi et la construction effectuée, comme en font foi les actes de trésorerie du temps (2). Dès 1667, on y fait des améliorations.

La côte méditerranéenne occidentale comporte maintenant trois lazarets : ceux de Marseille, Nice et Toulon. En effet, on a construit à Toulon un lazaret sur la colline méridionale qui borde la rade, entre le quartier Saint-Mandrier et celui des Sablettes; il sert à la quarantaine des navires de guerre ou marchands qui sont manifestement contaminés. Les équipages des bâtiments sur lesquels l'on n'a que des présomptions de contagiosité sont isolés au prieuré de Saint-Mandrier, sur la colline voisine de celle du lazaret; ils y reçoivent de la part des religieux des secours tant matériels que spirituels et l'on prend l'habitude de faire débarquer en cet endroit les invalides de la flotte de guerre au retour des pays contagieux. Puis, vers 1670, Louis XIV ordonna de faire édifier à Saint-Mandrier un véritable hôpital mari-

(1) DUBOIN, t. XV, vol. XVII, p. 418.

(2) J. BRÈS, *Note d'Archivio*, p. 115.

time : celui-ci aura d'ailleurs toujours un rôle intermittent, ouvert aux malades dès qu'une guerre se déclare et fermé en temps de paix, comme cela se passait déjà au prieuré.

En 1667, le gouverneur de Nice donne des instructions au sujet des arrivages par mer et, le 26 novembre 1668, le lieutenant général établit à ce sujet un règlement pour Villefranche. Les provenances du Levant, Barbarie, Grande-Bretagne et Hollande ne seront admises à quarantaine qu'à Nice et à Villefranche; de même pour les marchandises, à moins qu'elles n'aient une patente nette (surtout pour les cuirs, maroquins, laines, toiles et soies). Tout débarquement de vivres doit se faire par le moyen d'un canal ou d'une gouttière de longueur et largeur suffisantes; le règlement ajoute :

« Afin d'observer que dans la chute, descente du blé, ne
« s'y entremette aucune chose même minime de laine, toile
« ou autre susceptible de maladie contagieuse, ordonnant
« qu'en ce cas elle soit brûlée ou jetée à la mer » (1).

Pendant que toutes ces précautions préventives par terre et par mer sont prises depuis un siècle dans le comté de Nice, voici enfin, le 25 août 1683, le premier règlement important contre la contagion, promulgué en France. Il interdit la pratique des vaisseaux et galères français aux ports suspects. Les bâtiments revenant à Toulon et à Marseille devront mouiller au lazaret. Un officier va dans une chaloupe chercher au bureau de santé un commissaire de marine ou des galères, et les médecins et chirurgiens du port pour la visite et l'arraisonnement d'usage. L'entrée du port est alors donnée s'il y a lieu. Les denrées susceptibles font quarantaine; les bâtiments sont parfumés avec soin, les

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 433.

voiles et pavillons bien éventés. Au cas de pratique en port suspect, ou de maladie à bord, c'est la quarantaine obligatoire pour tous, assez loin de la rade : soit, aux îles pour Marseille et au Mourillon pour Toulon. Tout débarquement de navire ou de matelot venant de lieu soupçonné est interdit sans autorisation des officiers de santé en quelque lieu que ce soit de la côte de Provence (1).

Précautions classiques. Les ports seront désormais plus soigneusement protégés en Provence. Quant à la contagion par voie de terre, il semble qu'on n'en reconnaisse point la possibilité. D'ailleurs, le mal fait trêve.

Quelques mauvais plaisants vont « engraisser », en 1703, les murs de Nice; un accident survient par coïncidence, mais aucune contagion, malgré les craintes du magistrat (2).

Au 1^{er} mai 1713, un édit du magistrat général de santé renouvelle toutes les précautions à prendre, cette fois envers l'Allemagne :

« Toutes les villes et paroisses aboutissantes, ou qui sont
« sur le passage en venant des Etats défendus et suspendus...
« devront immédiatement faire planter les râteaux néces-
« saires à l'entrée des villes et villages, et aux grands
« chemins... en coupant et faisant des traverses avec des
« gros bois dans tous les autres chemins qui peuvent con-
« duire indirectement les étrangers dans les Etats... » (3).

Le 12 mai, ce sont des instructions pour la direction des lazarets. Le lazaret doit être exposé au levant ou au midi, approvisionné d'eau pure; il doit comporter des chambres

(1) DUVERGIER, *Collection complète des lois*, t. XXIII, p. 365.

(2) J. BRÈS, *Ibid.*, p. 117.

(3) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 461.

distinctes pour chaque quarantaine, des provisions suffisantes et être gardé de soldats. Un médecin, un chirurgien, un pharmacien et un barbier lui sont nommés, ainsi qu'un chapelain et un notaire. En entrant, les quarantenaires déposent leurs armes et vêtements; on les fait laver dans un grand chaudron qu'on tient toujours préparé. Dès qu'ils arrivent dans leur chambre, on leur donne une grande cuvette de branches avec de l'eau tiède où ont bouilli des herbes aromatiques pour se laver entièrement, y compris la tête. Avant de leur remettre leurs vêtements, on les parfume au genévrier. Les armes et argent sont passés au vinaigre. Chaque jour on parfume leur chambre de genévrier et de poudre à canon. On les sert à table sur un plateau pour éviter toute rencontre.

Pendant la fin de cette période, rien ne fut changé à l'ensemble de ces dispositions. Mais nous avons fait dans le comté de Nice d'immenses progrès : institutions de gardes sanitaires préventives bien organisées tant aux frontières de terre qu'aux ports; en cas d'infection, mesures rigoureuses et excellentes de désinfection.

Ce contre quoi il faudra lutter longtemps encore, c'est la malpropreté des habitants et de leurs villes. Quant aux quarantaines, elles ont le mérite non négligeable de circonscrire l'infection, mais c'est à peu près le seul. Car souvent, faute de soins éclairés ou rapides, ou faute de savoir déceler le mal à temps, la contagion attaque une maisonnée entière, dont une partie eût peut-être échappé si on l'eût laissée libre de se réfugier où il lui plaisait.

Mais avec tous ces défauts, cette organisation limitait les progrès du mal et hâtait sa fin. Si elle l'avait appliquée, nous ne verrions pas la Provence réduite, dès 1720, aux pires horreurs de la peste.

CHAPITRE III

De 1720 à la Révolution française

1) La peste à Marseille en 1720.

Le 23 mai 1720, pénètre dans le port de Marseille le navire *Le Grand Saint-Antoine*, commandé par le capitaine Chataud; il vient de Saïda en Syrie, avec un chargement de laine et de soie. Au cours du voyage, deux décès se sont produits à bord. Pour éviter l'ennui d'une quarantaine trop longue et trop rigoureuse, le capitaine fait au bureau de santé une fausse déclaration. Cependant, quatre autres matelots meurent en quelques jours, puis les portefaix qui ont effectué le déchargement succombent. Ce sont ensuite les gardes commis à la surveillance des marchandises au lazaret. Le chirurgien du port procède à l'examen obligatoire des cadavres; rentré chez lui, il tombe malade et meurt à son tour.

Ainsi, des marchandises infectées, la contagion a gagné successivement l'équipage, le lazaret, l'infirmierie et la ville. Lentement, la mauvaise nouvelle d'une épidémie se répand. Mais on n'y veut pas croire encore. Les échevins de Marseille écrivent, le 13 juillet, aux conservateurs de santé de Monaco et de Nice :

« Nous avons l'honneur de vous faire sçavoir que la
« santé est bonne dans cette ville, mais qui ly a de la con-
« tagion dans nos infirmeries lesquelles sont séparées de
« la ville » (1).

Jusqu'à ce qu'elle y ait cessé, ils ne délivreront plus
de patente de santé.

Quelques jours après, ils affirment que la mortalité est
causée : « ... à l'infirmerie, par des fièvres malignes, et dans
« la rue de l'Escale, par un scorpion tombé dans de l'huile
« vendue innocemment au public » (2).

Les officiers municipaux ferment volontairement les yeux,
mais le public sait la vérité et des lettres privées affirment
qu'une épidémie règne véritablement à Marseille. Antibes,
le 20 juillet, reçoit diverses dépositions : l'ouverture d'une
balle de coton dans un magasin aurait provoqué la mort
subite de quatre ou cinq personnes ou bien deux rues en-
tières seraient infectées et barricadées. A Beaucaire courait
le bruit de la peste.

Dès le 21 juillet, Fréjus, Nice, Monaco ferment leurs
portes et le commerce du comté de Nice est suspendu avec
la Provence et le littoral méditerranéen de France. Les let-
tres envoyées de Marseille sont parfumées, même à Aix-en-
Provence, si proche. Pourtant, ce n'est que le 10 août que
les consuls de Marseille avertissent officiellement ceux
d'Antibes que la peste est dans leur ville. D'aucuns écrivent
que ce sont :

« De mauvaises fièvres pestilentiellles contagieuses et
« qu'il ne meurt que des pauvres gens parce qu'ils ont

(1) Archives départementales, *Magistrat de santé avant 1792*, 2.

(2) Archives départementales, *Magistrat de santé avant 1792*, 2.

« mangé des fruits; d'autres lettres disent qu'il y a la peste
« apportée par le vaisseau précité » (1).

En tout cas, la mortalité est un fait indéniable et elle va même en augmentant constamment; 145 morts et 114 malades du 22 au 25 août; 283 morts et 147 malades, le jour suivant. En septembre, ce sont 500, puis 1.000 décès quotidiens dans l'ensemble de Marseille et de ses environs; car la campagne, très peuplée, aussi, est atteinte également, sinon davantage. Le mal s'étend jusqu'à Vitrolles et il périt surtout des femmes. Peu ou pas de secours. Rien n'est prévu.

Bien des malades sont étendus dans les rues ou même sous des huttes de feuillage improvisées, sur des paillasses à la belle étoile, car les hôpitaux sont pleins. Celui qu'on se décide à préparer au Jeu de Mail comportera trois mille lits, mais on n'en finit pas de l'installer. Les uns ont une fièvre et une soif ardentes, d'autres des convulsions ou d'atroces douleurs d'entrailles. Des gens meurent en se promenant; les confesseurs qui se dévouent pour administrer les sacrements ne sont pas épargnés. Les chirurgiens et les médecins se font porter malades pour ne pas faire leur service; certains osent même désertier; si bien qu'une ordonnance du Viguier a dû enjoindre, le 9 août, aux membres du Corps médical, de regagner Marseille sous peine de déchéance. Le Parlement d'Aix devra rendre un arrêt analogue cinq semaines plus tard.

Heureusement, d'autres hommes de l'art viennent relever l'honneur de la corporation et des volontaires arrivent d'Aix, d'Arles et de Languedoc. Une mission officielle est envoyée sur l'ordre du Régent par la Faculté de Montpellier, sous

(1) *Journal Niçois de l'an 1675 à l'an 1723*. Manuscrit anonyme (Nice historique, novembre 1912).

la direction personnelle du doyen Chicoyneau. Malgré l'existence des symptômes caractéristiques de la peste, bubons et charbons, les éminents professeurs Chicoyneau, Deidier et Verny ne reconnaissent pas la maladie — ou bien veulent-ils n'y pas croire en apparence pour rassurer un peu le public? On peut le supposer. Déjà, pendant leur quarantaine forcée à Aix, ils écrivent par avance que Marseille n'est pas en proie à la peste, mais à une inflammation gangréneuse et des fièvres malignes; puis ils pénètrent dans la malheureuse ville.

Dès le 20 août, ils font afficher publiquement leur opinion d'une fièvre maligne contagieuse occasionnée par une mauvaise nourriture et arrêtée aisément par une alimentation bien conçue et l'isolement des gens soupçonnés. Mais les conclusions que deux jours auparavant ils ont mandées à Paris au Régent, sont infiniment moins optimistes.

« Cette maladie enlève ou fait périr dans deux ou trois
« jours, quelquefois même dans deux ou trois heures de
« temps, la plus grande partie de ceux qu'elle attaque;
« quand une personne attaquée de ce mal, dans une maison
« et famille en pérît, tout le reste en est bientôt infecté et
« subit le même sort, en sorte qu'il y a plusieurs exemples
« de familles entièrement détruites par cette contagion, et
« que si quelqu'un de la famille s'était réfugié dans une
« autre maison, le mal s'y transportait aussi et y faisait
« le même ravage » (1).

Un auteur contemporain, pour qui l'expérience de ces hommes émérites égale leur sagesse, estime « qu'ils hasar-
« dèrent cette opinion nouvelle dans la vue de porter le

(1) P. GAFFAREL et Marquis DE DURANTY, *La peste de 1720 à Marseille et en France (Annales de Provence, 1911)*.

« public à se secourir avec moins d'effroi » (1), car le père abandonne ses enfants, le mari sa femme; c'est la terreur.

Le seul remède proposé par la mission est la saignée, jointe à l'abstinence. Aussi, à côté des apothicaires, empiriques et charlatans pullulent-ils au milieu du malheur public; l'on se communique mille et une recettes plus ou moins fantaisistes pour se garantir de ce mal dont la vraie nature échappe encore aux savants. Les anciennes formules, telles le vinaigre des quatre voleurs, sont toujours en faveur. Mais les nouveaux antidotes sont aussi variés que nombreux : ce sont des purgatifs assez violents à base d'émétique ou bien des vinaigres désinfectants, ou des préservatifs, infusions de thé, de vulnéraire ou suc de citrons. D'autres sont plus compliqués. Ainsi propose-t-on d'avaler, tous les matins, un brin de rue pris au haut de la plante avec un brin d'ail, un quartier de noix et un grain de sel; ce remède, dit-on, a fait merveille en Pologne, tout récemment.

Un moine, le P. Théophile, propose un antidote à base de vinaigre et de miel, où l'on fait infuser angélique, gentiane, iris, contrayerva, aristoloche, cannelle, muscade, girofle, poivre, citron et eau de scorsonère. A l'infirmerie, le médecin en chef Michel préconise comme traitement de garder le lit, de se faire transpirer et d'ingurgiter beaucoup d'oignons cuits; pour panser les bubons, un cataplasme : de l'oseille cuite dans du papier mouillé ou des feuilles de céleri hachées liées avec de la farine de seigle et du jaune d'œuf, ou des oignons de lis pilés. La thériaque entre naturellement dans nombre de ces compositions et le régime

(1) D'ANTRECHAUS, *Relation de la peste dont fut affligée Toulon en 1721*. Paris, 1756, p. 212.

acide est très en faveur : vinaigre, citron, zédoaire, absinthe, genièvre. Le tout sans succès.

L'évêque, Mgr de Belsunce, qui a fait preuve d'une insatiable charité et d'un dévouement sans bornes, finit par se reconnaître impuissant et s'enferme à l'évêché avec des vivres. Stupidement furieuse, la populace veut l'y assiéger, l'attaquant même au moyen de cadavres passés par-dessus les murs, sacrilège sans résultat, heureusement. Le ravitaillement est très mauvais et Gênes doit faire parvenir par mer des secours en blé. Jetés par les fenêtres, les corps et les immondices encombrant les rues. Craignant qu'ils ne communiquent l'infection, on a exterminé tous les animaux domestiques ; leurs cadavres restent sur la voie publique, pleine de charognes auxquelles l'enflure et la pourriture donnent des formes aussi variées qu'extraordinaires.

Les cinquante forçats désignés comme fossoyeurs ont été emportés en deux jours par le mal. Le lieutenant général fournit quatre-vingt nouveaux galériens. Des deux côtés de la chaussée, sur le Cours, sur l'Esplanade de la Tourette, deux rangées de cadavres presque nus. L'atmosphère en est corrompue et une sorte de vapeur empoisonnée plane sur la ville tout entière. Par comble de malchance, les tombereaux sont souvent trop larges pour les ruelles resserrées des vieux quartiers et doivent demeurer sur place : c'est une accumulation de charniers dont se dégagent toujours de nouveaux miasmes. La nouvelle équipe de forçats est décimée à son tour. Bientôt l'on ne trouve plus personne pour conduire les charrettes et ensevelir les trépassés.

Les cimetières étant pleins, on creuse dans les places publiques de grandes fosses communes qu'on recouvre de chaux vive. On va jusqu'à ouvrir les caveaux des églises. Pour en sortir, les échevins prennent une décision héroï-

que : eux-mêmes, à la tête de nouveaux groupes de galériens, ils déblaient chacun un quartier de la ville. Des volontaires dévoués les secondent : le chevalier Roze donne l'exemple. Beaucoup de ces hommes courageux succombent pendant ce répugnant et dangereux travail. La rade est pleine d'embarcations et de navires dont le pont est jonché de cadavres, car les gens qui y ont trouvé asile ont rapporté de la ville, en allant chercher leur nourriture, le mal fatal. On fait des chapelets de tous ces corps et on les traîne en pleine mer où ils sont engloutis.

Un grand pas est fait maintenant. Les échevins dont le dévouement ne s'est pas démenti, passent des marchés pour du blé, de la viande, du vin et du bois. Ils empêchent le pillage et veillent aux finances municipales, si lourdement chargées. Le chevalier Roze a fondé de ses deniers un hôpital dans les immenses bâtiments de la Corderie et y fait distribuer des aliments, du lait de chèvre pour les enfants.

Certes, le corps médical en revient encore à discuter l'existence de la contagiosité, comme s'il n'en avait pas chaque jour des preuves nouvelles. Sans cesse, les partisans de l'école anticontagioniste répandent des brochures destinées à étayer leur opinion; leurs adversaires, le D^r Bertrand en tête, les réfutent par des publications analogues; mais toute cette littérature n'avance guère le pauvre peuple.

Enfin, en octobre 1720, le mal commence à décroître lentement. Mais des imprudences individuelles sont toujours commises. Des héritiers sans scrupules se hâtent de prendre possession de ce qui leur revient, sans se soucier d'aucune désinfection. Le fléau met encore quelques mois à s'éteindre.

Le 17 avril 1721, les procureurs locaux font imprimer et répandre dans toute la Provence des instructions contre

la peste; les seuls préservatifs qu'ils y recommandent sont les prières à Dieu et aux saints, la bonne nourriture, avec un repas du soir léger, le peu de commerce avec autrui. Il faut éviter surtout de s'approcher de ses interlocuteurs, afin de ne pas s'exposer à leur souffle immédiat.

On s'efforce enfin, non sans mal, d'établir une organisation. On hésite d'abord, soit à murer toutes les maisons renfermant des suspects, interdisant à ceux-ci de communiquer avec le reste de la ville, soit à mettre les malades à l'infirmierie ou à l'hôpital des pestiférés; après de longues discussions, ces deux mesures sont également rejetées le 21 mai. On décide de ne transporter que les malades qui le voudront, de laisser communiquer librement entre eux, sans quarantaine, les gens sains, moyennant un parfum préalable; de donner la liberté de commerce, et de maintenir les églises ouvertes. On établit des barrières distantes d'une bonne lieue, où les habitants viennent acheter les denrées de leurs voisins. On interdit, sous peine de mort, de secourir les naufragés partis de lieux mis à l'index par l'intendance sanitaire.

La peste diminue peu à peu — en même temps qu'on évite la famine. Une première quarantaine générale a lieu du 19 août au 29 septembre, puis une seconde, du 1^{er} octobre au 9 novembre. Enfin, ce 9 novembre 1721 est publié un acte déclaratif de santé. Seules des communautés religieuses soumises à une règle de claustration stricte, et l'arsenal ceint de murs et d'une estacade ont été épargnés; ainsi en font encore foi les certificats délivrés, vingt années plus tard, par Mgr de Belsunce :

« Certifions et attestons à tous ceux qu'il appartiendra
« que pendant la désolation de Marseille en 1720, la peste
« n'a point pénétré dans les communautés religieuses qui

« n'ont eu aucune communication avec les personnes du
« dehors et qui ont usé des précautions nécessaires pour
« s'en garantir » (1).

La ville seule pleure trente-neuf mille morts; les faubourgs, neuf mille.

2) La peste en Provence.

On compta, en 1722, quatre-vingt-sept mille morts en Provence sur deux cent quarante-six mille habitants. Un arrêt du Conseil, en date du 14 septembre 1720, avait essayé d'instituer des cordons sanitaires, tout en évitant une « barre » trop rigoureuse envers les régions suspectes : chaque municipalité devait faire expulser de sa communauté, les gueux, les mendiants, les gens inconnus et sans aveu; des formalités très sévères étaient exigées des voyageurs et des marchandises. Les attroupements étaient interdits; on désinfectait au vinaigre les lettres et l'argent.

Tout lieu attaqué devait faire « la serrade », c'est-à-dire être investi à une demi-lieue de barrières jalonnées de sentinelles rapprochées, avec de continuelles patrouilles de soldats. C'était la mort pour quiconque tenterait de s'en échapper, comme pour les soldats qui s'avanceraient à plus de dix pas sur le territoire défendu. On obligerait, au besoin par la force, à faire leur devoir sur place ceux qui soignent les malades et ceux qui ont charge d'enterrer les morts.

A Toulon, les consuls obtiennent de la Marine l'autorisation d'utiliser Saint-Mandrier pour la quarantaine des équipages arrivant en patente nette; seuls ceux qui arrivent en patente brute sont isolés au lazaret. Ces mesures préventives

(1) P. GAFFAREL et DURANTY, *Ibid.*

et défensives à la fois étaient à peu près celles que prenaient depuis un siècle les pays sardes et qui allaient sauver ceux-ci. Malgré tous les efforts, le mal gagna autour de Marseille, les alentours, la campagne et toute la côte. Quatre grands foyers d'infection : Marseille, Toulon, Aix et Arles.

Les décisions du Conseil s'avéraient ainsi parfaitement inutiles. C'est que, dans leurs dispositions préventives (formalités de passage, expulsion de mendiants, précautions envers le courrier), elles avaient trop tardé. Quand l'infection avait commencé, quand il eût fallu agir de suite, les fonctionnaires n'avaient ni ordres, ni conseils, ni initiatives. Point de loi qui fixât les démarches des officiers municipaux. L'un des consuls de Toulon confessera plus tard :

« Il aurait fallu prévenir les ordres de la cour qui, tous ces jours trop tard instruite, statue bien plus pour l'avenir qu'elle n'obvie au désordre que le mal a déjà fait.... »

« Il serait à souhaiter que le roi rendît une ordonnance pour obliger, sous les plus grandes peines, les échevins des villes, bourgs, et villages du royaume où la contagion se serait manifestée d'en avertir dans les vingt-quatre heures le commandant et l'intendant de la province. »

Pendant qu'à Marseille :

« On contestait sur le genre de la maladie, il fut non seulement permis d'en sortir, mais même lorsque la peste y eût été clairement reconnue, les habitants de cette ville immense, l'une des plus peuplées de la France, et tous les étrangers qui s'y trouvèrent, eurent la liberté de s'y choisir ailleurs un asile, de communiquer partout sans obstacle, et de parcourir à leur gré toute la province où personne n'osait les refuser » (1).

(1) D'ANTRECHAUS, *Ibid.*, avant-propos et p. 5.

La province se trouva toute infectée avant qu'on eût pensé à s'y précautionner; les initiatives mêmes que l'on prenait pour se défendre étaient contradictoires : à Toulon, les consuls interdisent à quiconque de se rendre à Marseille; mais un ordre du commandant de la province limite la défense aux seuls contrebandiers. S'ils sont surpris en flagrant délit, on se contentera de leur infliger quarante jours de quarantaine et d'entreposer leurs effets à l'Hôtel-de-Ville. Il faudra faire des démarches pour que soit rapportée cette ordonnance insensée dont les fripiers toulonnais profitent pour aller acheter à vil prix des hardes infectes à Marseille et les revendre chez eux à fort bénéfice.

Quant aux quarantaines établies à l'entrée des villes, comme cela se pratiquait aux ports, leur rôle fut néfaste : les gens arrivaient de Marseille, après une journée seulement de voyage, sur des routes impossibles à garantir, jonchées de mourants ou de suspects, chassés de partout. De ce fait, la contagion passait de l'un à l'autre avec une rapidité foudroyante. Au surplus, les secours en argent et en vivres, envoyés par le roi, parvinrent très tard; pendant trop longtemps, les habitants avaient dû aller de tous côtés chercher leur subsistance, en dépit du danger de toutes fréquentations. En fait, la peste en Provence fut « un embrasement que rien ne put éteindre ».

Le mal fut introduit à Toulon par un patron de barque du pays, nommé Cancelin. Muni d'un bulletin de santé, lui permettant de se rendre à Bandol et d'en revenir, cet homme s'écarta en secret de sa route pour passer à l'Ile-de-Jarre où il déroba une partie des marchandises du bateau infecté qu'on y avait entreposées. Il alla ensuite faire ses affaires à Bandol et, toujours porteur de son certificat de santé en règle, il revint à Toulon sans difficulté aucune. Sa mauvaise

action ne lui profita pas; très vite, il fut enlevé par le mal, suivi de près par toute sa famille. Cela commença à semer l'inquiétude dans les esprits. Un second foyer d'infection se déclara, en l'espèce de denrées contagieuses importées frauduleusement d'Aix.

Ceci se passait au début d'octobre 1720. Espérant atténuer les progrès du mal, les consuls décidèrent de mettre la ville en état de quarantaine forcée et inflexible pendant quarante jours. Auparavant, on effectua un recensement qui fit apparaître 26.273 habitants, sans compter la garnison et la Marine. Tous les marchés, spectacles, cérémonies, tout ce qui provoquait une foule fut interdit. On nomma des pourvoyeurs pour assurer le ravitaillement. On désigna les deux hôpitaux de Saint-Roch et du Saint-Esprit pour recevoir les malades; on décida d'employer les forçats comme « corbeaux ». D'après la tradition, on alluma de grands feux aux carrefours.

Enfin, on traça autour de la ville des lignes circonscrites de fossés et on les fit garder sévèrement par la troupe. Deux felouques armées assurèrent la surveillance des côtes et du port. Il fallait des bulletins de santé pour circuler.

Malgré cela, le sort de Toulon ne fut pas plus enviable que celui de Marseille. Dans le premier cas, on n'avait à peu près rien fait parce qu'on ignorait ce qu'il fallait faire; dans le second, on applique tout de travers de sages mesures, ce qui ne fait qu'accroître le mal.

Les boulangers délivrent le pain aux pourvoyeurs sur présentation d'un bon officiel qui doit être préalablement désinfecté au vinaigre. Comme à ce régime le papier tombait en lambeaux, la précaution est abandonnée. Et les pourvoyeurs, vite contaminés au cours de leurs fonctions, communiquent le mal aux boulangers qui succombent tous

en peu de temps. Les bouchers subissent le même sort. Quant aux pourvoyeurs, ceux qui ne périssent pas « se souillent », dit textuellement d'Antrechaus. Les feux aromatiques qu'on a allumés aux carrefours donnent une chaleur insupportable; surexcité par cette nouveauté, le peuple se donne un grand mouvement. En fait, ils favorisent la contagion sans purifier l'atmosphère.

Les « corbeaux » ont reçu l'ordre de ne manier les corps qu'avec des crochets de fer; à l'exécution, on découvre que cela n'aboutit qu'à démembrer les cadavres, et le spectacle est si affreux que la municipalité se hâte de rapporter cet odieux arrêté. On manque de bois. Quelques riches particuliers ont fait trop de réserves et bientôt les vivres s'épuisent dans la ville; c'est la disette.

L'Hôtel-de-Ville, où les consuls se sont réfugiés, est contaminé par des linges mal désinfectés. Deux sur cinq des officiers municipaux meurent. Les médecins continuent à circuler dans leur habit de toile cirée suivant la tradition, mais sans trop savoir pourquoi. Dans la rue, ils ne respirent qu'à travers un mouchoir fortement humecté de vinaigre ou d'eau spiritueuse; comme préservatif, ils s'appliquent des cautères suppurant continuellement. Leur rôle est assez modeste, on a bien davantage recours aux infirmiers et surtout aux chirurgiens. Malheureusement, on manque d'infirmiers capables, au moins autant qu'on manque d'hôpitaux.

Les deux établissements désignés au début sont insuffisants de beaucoup. L'Hôtel-de-Ville, devenu inutile comme abri, est transformé en hôpital de pestiférés; on fait de même pour le couvent des Dominicains, l'hôpital de la Charité et le lazaret. L'hôpital maritime voisin de Saint-Mandrier servira pour le moment de lazaret, bien qu'il soit malaisé d'y faire faire convenablement la quarantaine

des marchandises. Il joue en même temps son rôle d'établissement hospitalier. Enfin, on improvise aux portes de la ville, deux groupes de baraquements : le camp Gérin, et le camp du Mourillon. Le seul défaut de cet ensemble d'hôpitaux est qu'on y manque de tout; le matériel et les remèdes sont à peu près inexistants. Au camp Gérin, les malades n'arrivent pas même à étancher leur soif d'un verre d'eau. Et les quelques infirmiers dignes de ce nom sont surmenés.

On en arrive à devoir ensevelir plus de trois cents cadavres chaque jour. Huit tombereaux quotidiens ne suffisent plus. En dépit de ces résultats navrants, le Conseil espère encore dans les vertus de la claustration forcée. Il ordonne une prolongation de quarantaine. Au bout de quelques jours, il finit par s'apercevoir que dans de telles conditions, toute continuation de ces mesures est affamante et meurtrière, et la cessation de quarantaine est ordonnée.

Dès lors, la situation va s'améliorer, grâce surtout à l'expérience acquise durant ces mois terribles. La déclaration des malades et des convalescents est obligatoire. Les premiers sont dirigés sur un hôpital désigné; aux seconds est assigné le lazaret. La maladie présente maintenant, dès son début, des symptômes nets et il s'est formé un nombre suffisant d'infirmiers et de chirurgiens à l'école même du fléau. Ils vont à présent « chercher la cause du mal dans le mal même »; on pratique sur une grande échelle l'ouverture des bubons, car attendre leur maturité correspond souvent à l'arrêt de mort du patient. Des mesures de police sévères sont prises contre les vols et pour la surveillance des hôpitaux.

On effectue le dénombrement des maisons et des « bastides » saines. La Viguerie s'est trouvée tout entière infec-

tée du fait que les Toulonnais ont dû aller chercher hors de la ville de quoi ne pas mourir de faim. Aussi Toulon devient-elle interdite aux contaminés et chaque commune de la région doit-elle être momentanément réduite à son seul territoire. Le ravitaillement est organisé de bonne façon, avec le concours de pourvoyeurs consciencieux. Les passeports et billets de santé ne sont plus délivrés qu'exceptionnellement et toujours par les personnages officiels. Enfin, un *Te Deum* solennel va être chanté à la cathédrale. On fait un nouveau recensement qui donne dix mille quatre cent quatre-vingt-treize survivants : près de seize mille Toulonnais ont péri sans tenir compte des étrangers. La mortalité dans les différents hôpitaux s'établit comme suit :

Hôtel-de-Ville. . .	6.476	La Charité. . . .	712
Saint-Esprit. . .	1.434	Saint-Mandrier .	371
Camp Gérin. . .	1.821	Dominicains. . .	110
Saint-Roch. . . .	611	Territoire.	1.748 (1).

La proportion de guérisons a été d'à peine quatre mille pour vingt mille atteints, soit 20 % seulement de rescapés.

Le 7 novembre 1721, est promulgué solennellement « l'Acte déclaratif de la Santé dans la ville de Toulon, dans son territoire et dans tous les lieux qui ont été affligés de la contagion », permettant la reprise du commerce et des communications. Cet acte suit celui que l'on a publié à Marseille, et emploie à la lettre les mêmes formules :

« Il convenoit pour mériter la confiance de nos voisins
« et des nations étrangères de manifester par cet acte le
« bon état où se trouve cette ville qui n'a eu aucune atteinte
« de contagion depuis quatre-vingt jours. Sur quoi, nous,

(1) L.-J.-B. BÉRENGER-FÉRAUD, *Saint-Mandrier, près Toulon*, Paris, 1881, pp. 210 ss.

« commandant, consul, officiers municipaux, citoyens, et
« Assemblée, déclarons et attestons que depuis le 18 du
« mois d'août, il n'y a eu ni morts ni malades de la ma-
« ladie contagieuse dans la ville de Toulon, que dans toute
« l'étendue de son territoire, depuis le 7 septembre, il n'y
« a eu d'autre malade que le sieur Bonnegrâce au quar-
« tier des Routes, qui mourut le 8 au soir. Que la ville
« a été pendant trois fois désinfectée par les parfums et
« par le feu avec toute l'attention et l'exactitude possible.
« Que nous avons commencé le 18 octobre, après soixante
« jours, une dernière quarantaine de santé qui finira le
« 27 du présent mois, pendant laquelle nous avons prié
« M. l'Evêque de faire chanter le *Te Deum* en actions de
« grâces » (1).

Dans le reste de la Provence, la contagion a notamment décimé Aix, Arles, Bandol, La Seyne, Martigues, Saint-Nazaire, Tarascon. Elle a même atteint le comtat d'Avignon, le Dauphiné et le Gévaudan. Aussi les populations alentour se défient encore. Toulon ne cessa d'être « déconsigné », pour la Province seulement, que le 9 février 1722, et ce n'est que le 4 avril 1723, que les pays voisins font vraiment confiance à l'état sanitaire du Midi de la France.

Délai justifié d'ailleurs, car au printemps de 1722, alors que tout semblait rentrer dans l'ordre, Marseille essuie une rechute.

Nous ne savons pas trop par quel accident. Les contemporains constatent qu'« une rechute dépend de si peu de
« choses, que toute la prudence humaine ne peut pas tou-
« jours la prévenir; et plus une ville est vaste, moins il
« est facile d'en découvrir la cause » (2).

(1) D'ANTRECHAUS, *Ibid.*, pp. 347 et 360.

(2) *Ibid.*

On manque retomber dans les erreurs précédentes. A nouveau, les médecins s'obstinent à nier la peste et en persuadent le commandant de la Province au point qu'il ordonne la continuation du commerce avec Marseille. Mais les chirurgiens soutiennent, eux, que la contagion est évidente; les autres villes de Provence sont sur leurs gardes et cette fois elles sont instruites de la conduite à tenir. L'on réunit en Assemblée générale les consuls du territoire qui conviennent d'un plan commun pour éviter toute infection nouvelle.

Ce plan, élaboré le 11 mai 1722, est déposé aux archives de Toulon, afin que les générations futures ne soient pas exposées, en cas de malheur, à la triste ignorance d'antan. On ne reçoit plus « quoi que ce soit au monde, jusqu'à nouvel ordre, d'aucun lieu sain ou contaminé ». On fait garder les côtes et une bonne partie du territoire : une longue liste de postes de garde est établie dont les habitants ont la responsabilité. Tout fait suspect ou simplement hors de l'ordinaire doit être immédiatement signalé au commandant de la Province, à Toulon. On se relâche seulement en faveur des Provençaux surpris à Marseille par l'épidémie; encore seront-ils tout le long de la route, escortés par des hommes de garde qui se les transmettront pour ainsi dire de village en village jusqu'à leur domicile, où ils seront admis à une quarantaine de quarante jours.

Enfin, en cas de peste, le trop grand nombre de vigueries existantes — il y en a trente-six — sera réduit à dix. Un seul marché fonctionnera par viguerie. Cette fois, l'on a agi à temps et le résultat est conforme aux espoirs de l'Assemblée. Aucun pays ne subit de seconde attaque de peste. Marseille même s'en remet assez vite (1).

(1) D'ANTRECHAUS, *Ibid.*, p. 363.

3) Mesures de désinfection.

Dès le début de 1722, la Provence est soigneusement et entièrement désinfectée. Toulon donne l'exemple, imitée bientôt par toutes les autres villes. On y considère trois groupes de maisons. Celles d'abord dont les malades ont été évacués, mais qui sont encore habitées; on y fait à l'eau bouillante la lessive de toutes les hardes qui s'y trouvent; on brûle les paillasses, matelas, lits de plumes, etc...; puis, toutes fenêtres closes, on fait brûler dans la demeure des parfums ou bien de la poudre à canon, moins coûteuse et produisant, dit-on, le même effet. On prend des mesures analogues pour les maisons ayant abrité des malades et par suite abandonnées; mais il faut des formalités pour en obtenir les clefs. Enfin, dans les maisons où tout le monde a succombé et qui correspondent dans l'ensemble à celles des pauvres, il y a eu, en général, putréfaction immédiate des cadavres : elles restent imprégnées d'une odeur épouvantable. On commence par y brûler des parfums, afin de rendre ce qui s'y trouve moins dangereux à manier, puis on rassemble ces hardes et on les brûle. Tous les autres objets de la maison sont ébouillantés. Pour terminer, on parfume encore l'habitation.

Nous trouvons tous les détails techniques souhaitables sur la composition des parfums et la manière de les employer dans un document des archives secrètes du Vatican, transmis à Rome, le 23 mars 1722, de la part du Gouvernement de Sa Majesté très chrétienne. Le régent trouvait que les mesures sanitaires en Comtat Venaissin laissaient encore à désirer, alors qu'elles étaient fort efficaces dans le reste du Sud-Est français. Il faisait offrir, par l'intermédiaire du nonce apostolique, d'envoyer à Avignon « un

commissaire royal chargé de prendre la direction des hostilités contre l'ennemi commun et tout un personnel d'agents chargés de procéder à la désinfection des lieux contaminés ». La composition du parfum de la ville est la suivante :

« De poix noire, de sandaraque, de raisine ou colophane, « de soufre en poudre (de chacun demi-livre).

« De goudron, d'huile de genévrier dite de cerde (de « chacun une livre).

« Le parfumeur fondra avec le feu la poix noire, la « sandaraque et la raisine dans un vase de cuivre en ayant « soin de les unir et les remuant de temps en temps avec « une spatule; quand elles seront entièrement fondues et « uries, sans tirer le vase de dessus le feu, il ajoutera « l'huile de genévrier et le goudron, remuera encore avec « la spatule le mélange pour unir parfaitement les ma- « tières; cette union étant faite, il ôtera le vase du feu, « et ajoutera au sus-dit mélange le soufre en poudre fine, « et à force de remuer avec la spatule, il incorporera bien « le soufre avec tout le reste pour former une matière « mollassée, de laquelle il imbibera une quantité suffisante « de filasse à pouvoir employer toute la matière. Cette « filasse ainsi imbibée et préparée sera mise dans un chau- « dron, sur lequel il versera demi-livre d'huile de térében- « thine, il y mettra le feu avec une allumette, l'huile de « térébenthine s'allumera et produira l'effet d'un pegon « qui consumera entièrement la matière. Cette dose servira « pour les plus grands appartements; les deux tiers de la « même dose seront pour les moyens et le tiers suffira « pour les petits » (1).

(1) G. FRAIKIN, *La peste en Provence sous la régence (Annales de Provence, mai-juin 1912)*.

Pour assainir un appartement, il placera à l'endroit le plus commode :

« Deux ou trois bancs fort hauts percés en plusieurs
« endroits pour y ficher des bâtons longs et fermes de ma-
« nière qu'ils occupent toute la longueur presque de l'ap-
« partement, sur lesquels il étalera tous les meubles à
« parfumer mieux que sur des cordes tendues d'une mu-
« raille à l'autre, à cause qu'elles peuvent se rompre, ou
« les clous qui les tiennent tendues sortir des murailles, et
« donner lieu par un pareil accident à un incendie; toutes
« les portes des cabinets, des placards, des garde-robes,
« des armoires, des tables fermées, des buffets, des com-
« modes, des caisses qui se trouveront dans cet apparte-
« ment seront ouvertes, afin que le parfum puisse entrer
« partout où il y a des choses qui peuvent avoir été tou-
« chées par les malades. »

Il mettra au même endroit le chaudron et y enflammera le parfum, portes et fenêtres fermées. Ceci pour chaque étage, en commençant par le plus élevé.

« Trois jours après un premier parfum à flamme, on
« fera un second, avec un carré de linge soufré, de la
« largeur de la paume de la main, qu'on brûlera au mi-
« lieu de l'appartement, suspendu par un fil d'archal avec
« les mêmes précautions qu'on a prises pour le premier.
« Tous les parfums étant finis, pour une plus grande pré-
« caution, le parfumeur passera sur tous les meubles de
« bois et de métal, sur les portes et fenêtres, mais princi-
« palement aux endroits où l'on porte naturellement la
« main pour les toucher, ou les ouvrir et s'en servir, une
« éponge imbibée de vinaigre : tout ce que dessus étant
« fidèlement exécuté, nous ne doutons pas que tout venin
« pestilentiel ne soit entièrement éteint. »

Le parfumeur (1) et ses aides, pour ne pas prendre de mal, porteront l'habit de toile cirée avec des gants et des lunettes, et tout couverts. Ils ne manieront les objets qu'avec des crocs de fer. Dans les chambres des malades, on passe un blanc de chaux; sur le plancher, on brûle à chaque ruelle de la paille, ou on y verse du vinaigre, ou de la chaux vive et de l'eau, « afin que les ordures des
« malades qui y sont attachées soient enlevées et les mu-
« railles des dites ruelles seront lavées avec un balai
« trempé « trempé » dans le vinaigre pour emporter les
« crachats qui y sont attachés. On passera l'éponge im-
« bibée de vinaigre sur les cordes qui y seront tendues,
« le long des murailles des montées difficiles, sur les mar-
« teaux des portes de la rue et aux endroits qui sont à
« portée pour tirer les dites portes après soi en sortant ».

On couvre d'une toile les glaces, tableaux et meubles précieux pour ne pas les détériorer. L'argent, la vaisselle, l'étain et le cuivre ne sont pas parfumés, mais trempés quelque temps dans l'eau froide ou chaude, puis lavés au vinaigre. Trois jours après toutes ces opérations, l'on peut ouvrir et aérer les maisons; et au bout de deux nouveaux jours, l'on y peut rentrer.

Les églises publiques et les chapelles des couvents sont aussi minutieusement désinfectées. Dans tous les cas, l'on commence par un parfum de poudre à canon. Cela suffit pour les églises où aucun malade n'a été enterré. Dans celles où il n'y a pas de caveau et où l'on a creusé de simples fosses, on marque d'une croix gravée sur le pavé l'emplacement de ces tombes pour ne pas les ouvrir par

(1) Les parfumeurs étaient également appelés : bosserands, aérieurs, désinfecteurs ou nettoyeurs, suivant les régions.

erreur. On ôte la poussière et les toiles d'araignée. Le premier jour, portes et fenêtres closes, on allume du foin arrosé de vinaigre ou de vin gâté, on laisse le local enfumé tout le jour. On aère la nuit. Le second jour, on fait un parfum de poudre à canon, on ouvre à nouveau la nuit et, le troisième jour, on utilise le parfum de la ville pendant vingt-quatre heures. Pour finir, on blanchit les murailles à la chaux. Dans les églises, dont les caveaux abritent un petit nombre de corps pestiférés, on cimente solidement les jointures de ces tombeaux pour éviter toute exhalaison et on les marque d'une grande croix avec un numéro pour en dresser un état certifié. On nettoie ensuite comme précédemment.

Pour les édifices totalement infectés par la sépulture des pestiférés, on commence par ouvrir pendant un mois, tout le jour, les portes et fenêtres; des barrières sont mises devant les portes et nul n'y doit pénétrer, puis on procède à la même désinfection que dans les premiers cas. En outre, on n'y doit désormais plus enterrer personne; pour en être bien sûr, on y fait faire un nouveau pavé de plâtre et de ciment de l'épaisseur de trois doigts qui couvre toute l'étendue de ces églises.

Les lingeries, tapisseries et ornements religieux sont battus de verges, exposés au soleil et au vent; les linges sont blanchis, tout ce qu'on peut parfumer sans dommage doit l'être. On n'emploie pas le parfum de la ville qui communiquerait une odeur désagréable, mais un mélange de thym, romarin, sauge des bois et graines de genièvre. Toutes les boiseries, les confessionnaux et les prie-dieu sont lavés à l'eau chaude et au vinaigre, puis frottés et aérés. On évente et on parfume les livres de chœur, les missels et les registres. Les cimetières de la ville ne devront plus servir. On en fait murer les portes et on en établit de nou-

veaux. L'on n'oublie pas non plus que le mal s'est chaque fois répandu par des ballots contagieux et l'on pourvoit en conséquence à la désinfection des tissus.

A une certaine distance de la ville est construit un lazaret en forme de halle, couvert de paille et entouré d'une palissade fermée à clef. Tous les marchands et détenteurs d'étoffes doivent les déclarer et les faire porter à ce lazaret non déballées ni dépliées. On pourra même perquisitionner chez ceux qu'on soupçonne d'en receler. Le transport des marchandises de la boutique au lazaret est soigneusement réglementé :

« En présence d'un consul et d'un commis du bureau
« de santé, il sera choisi le nombre des personnes néces-
« saires pour les transporter aux magasins avec des tom-
« bereaux ou charrettes qui seront précédés ou suivis de
« deux soldats, afin qu'aucun habitant ne puisse toucher
« ni approcher ces étoffes, et qu'elles ne soient maniées,
« chargées ni déchargées que par ceux qui seront choisis
« pour cela, qui seront regardés comme infects et qui ne
« pourront communiquer avec qui que ce soit. »

Tous ces employés feront quarantaine; les charrettes et brancards seront lavés au vinaigre, puis flambés. Les étoffes demeurent enfermées dans le magasin, sous la surveillance d'un corps de garde et de patrouilles de nuit. Au bout d'un certain temps, fixé par la Cour, de cette aération, on fait passer tous les tissus au foulon et reteindre ceux qui l'auront déjà été.

Naturellement, toutes ces opérations sont placées sous la surveillance d'une administration spéciale : en chaque lieu est nommé un commissaire général, sous les ordres duquel sont des commissaires particuliers de quartier ou de village. Le commissaire particulier tient registre des maisons à pur-

ger dans son ressort et les fait marquer d'une croix rouge. Après que le nécessaire a été fait, on efface la croix rouge et la remplace par une croix blanche. On établit aux ordres des commissaires de quartier « des parfumeurs en titre d'office ». Pour empêcher les vols, ils ne devront pénétrer dans les maisons et en sortir que « les poches vides et renversées ». Les frais sont réglés par les propriétaires s'ils en ont les moyens et, si non, par les soins de la communauté.

L'organisation du personnel et le principe de ces méthodes ne diffère pas de ceux que les Niçois avaient adoptés un siècle plus tôt. Pourquoi en modifier les bases d'ailleurs? Les résultats s'étaient avérés excellents et durables, et nous le comprenons aisément. Toutefois, des améliorations nettes se rencontrent dans l'application. Essentiellement, on agit de façon infiniment moins brutale : plus de séjour prolongé dans la mer où les vagues emportaient une bonne partie du mobilier; l'argenterie, les boiseries, les objets précieux sont traités avec ménagement. Pour les vêtements sacerdotaux comme pour les tissus de drapiers, on a soin d'employer des parfums appropriés, efficaces et ne laissant pas de marques ou d'odeur fâcheuses; les vêtements ne sont pas rendus inutilisables par leur imprégnation sulfureuse. Et les beaux missels, les livres richement reliés ne sont pas abandonnés à la flamme purificatrice, mais hélas! destructrice. La Provence tout entière redevient ainsi saine et reprend contact avec ses voisins plus heureux ou plus prévoyants.

4) Sauvegarde du comté de Nice.

Le comté de Nice avait acquis, nous l'avons vu, une organisation sanitaire très poussée. Dès le premier avertissement du danger marseillais, il avait commencé à se garder et, à mesure que les tristes nouvelles parvenaient de Provence, tous les moyens étaient mis en œuvre pour se préserver.

Le 19 juillet 1720, le magistrat de santé se réunit. Depuis une semaine, des avis des consuls d'Antibes et de Fréjus, des lettres privées venant par l'ordinaire de France, signalent l'existence d'un mal contagieux au lazaret et à l'infirmerie de Marseille. L'abbé de Grimaldi, qui se trouvait à Fréjus, sur son chemin vers Marseille, rapporte qu'on lui a conseillé de s'en retourner et de différer son voyage. Aussi décide-t-on par prudence de refuser la pratique à tout bâtiment, aux gens et marchandises venant de Marseille, et de parfumer les lettres venant de France. Un des officiers de santé est désigné pour se rendre auprès des intendants de santé d'Antibes, puis des consuls de Fréjus; il a mission de se renseigner aussi exactement que possible et de faire un rapport au magistrat sur la nécessité des précautions à prendre. Procès-verbal de cette réunion est transmis au magistrat général, à Turin, et aux officiers de santé de Monaco, Villefranche et Gênes. Dès le 21 juillet, d'importantes décisions sont arrêtées, car le danger se confirme. Les échevins de Marseille ont averti qu'ils ne délivrent plus de patentes ni certificats de santé : « Signe très évident qui nous espèrent de suspendre avec eux toutes sortes de commerce » (1), commentent les conservateurs de Monaco. Le magistrat donne ordre de faire fermer la ville.

(1) Archives départementales, *Magistrat de santé avant 1792*, 2.

Les portes sont gardées par les bourgeois qui se réunissent quartier par quartier. Mille six cents hommes constitués en vingt-sept Compagnies de milice, veillent dans vingt corps de garde établis le long de la frontière du Var et à l'embouchure de ce fleuve. Des instructions sont données au prieur de Saint-Pierre de placer deux bateaux de quatre hommes chacun qui monteront la garde toute la nuit; l'un ira de l'embouchure du Var à la Croix de la Marine, l'autre de la Croix à l'entrée du port de Villefranche. A Villefranche, deux embarcations également : l'une du port au Cap Saint-Hospice, l'autre de ce cap au Golfe de Saint-Laurent-d'Eze. Pour arrêter les marchands suspects venant de Marseille, des postes de six hommes armés, aux ordres d'un noble, sont placés sur la route royale de Turin (à Drap et à l'Escarène), sur la Côte (au Cap d'Ail et à Saint-Laurent-d'Eze), dans l'intérieur (à Aspremont et La Roquette). Chaque jour, un gentilhomme et un marchand niçois vont les inspecter.

Toute pêche au delà du Var est interdite. A Villefranche, tout bâtiment pénétrant dans le port doit, avec les précautions usuelles, informer de son chargement les officiers de santé et du port; seuls, les capitaines transportant du vin, du blé ou du sel et décidés à les vendre sur place, sont admis à quarantaine. Tout autre navire doit quitter promptement la rade, sans aucune espèce de communication avec les bâtiments qui s'y trouvent. Les lettres venant de France sont laissées, par le postillon, au bord du Var, sans le traverser; le commandant du corps de garde y fera prendre et parfumer la malle, puis il la portera en ville où les lettres seront elles-mêmes parfumées intérieurement et extérieurement au vinaigre.

Enfin, par ordonnance publiée le 25 juillet, le commerce par terre et par mer est suspendu, non seulement avec Mar-

seille, mais avec toute la Provence, le Languedoc et le littoral de France; même les quelques villages sardes situés au delà du Var — Gattières, Tourrettes, Roquesteron, Entraunes, Puget-Théniers — sont compris dans cette interdiction. Puis, c'est la déclaration obligatoire des gens d'au delà du Var qu'on reçoit ou qu'on abrite chez soi.

A dater du 31 juillet, le billet de santé est exigé pour circuler dans le comté; chaque commune doit le fournir à ceux de ses habitants qui voudront se déplacer. Le lazaret est rigoureusement surveillé : seize gardes normaux pour les quarantenaires et un corps de garde de huit paysans commandé par un marchand. On l'a muni de fusils et de poudre pour la défense des frontières, d'une paire de pinces pour manier les lettres, d'un poêle et d'un gril pour les désinfecter. On y construit un fourneau spécial pour les parfums qui s'effectuent dans le jardin voisin des Pères Augustins Déchaussés; nous retrouvons dans les notes de trésorerie la liste des ingrédients nécessaires : vinaigre, soufre, résine, camphre, poivre, myrrhe, asa-fœtida, racines d'angélique et de valériane, lavande, romarin « et autres de lecture incertaine » (1).

Viennent les premiers rapports sur l'épidémie à Marseille : neuf malades au faubourg Saint-Lazare, vingt-cinq morts dans la rue de l'Escale, un dans une rue voisine; morts aussi les quatre-vingts portefaix qui ont transporté les ballots infects et à peu près tout l'équipage du *Grand-Saint-Antoine*. On discute la nature du mal, mais Nice ne relâche pas sa vigilance. Au contraire, le 5 août, la suspension des rapports avec la Provence est rappelée, avec peine de mort pour tout contrevenant; les magistrats de

(1) J. BRÈS, *Note d'Archivio*, Nice, 1919, p. 115.

Montferrat, de Savoie et de Turin prennent des édits analogues.

Les ports voisins sont préoccupés par le ravitaillement; à Villefranche, une délibération communale du 5 août décide de faire représenter à l'intendant général à Nice « l'estrema miseria » du pays, et de lui demander mille boisseaux de blé, des provisions de vin et de viande, car le commerce avec l'Italie risque d'être suspendu d'un jour à l'autre (1). A Nice même, les ordonnances fixent le prix du blé et de la viande, taxent légumes, fromages et comestibles, au prix où ils se trouvaient au 15 juillet précédent. Le protomédecin taxe les drogues. L'abatage de la viande est réglementé, la viande de porc interdite. On recommande la propreté des rues, l'enlèvement des ordures. Les foires sont interdites.

Deux jours après, le magistrat de Turin prononce le ban contre toute la France, la Savoie et le comté de Nice : les relations avec le Piémont sont coupées. Quant à la République de Gênes, c'est Nice qui prend l'initiative de la rupture. Elle adresse aux conservateurs de santé génois ses doléances pour le peu de précautions prises envers les provenances françaises. Une lettre du magistrat à un abbé de Gênes constate que « ... suivant l'usage de leur pays, « les conservateurs de santé de Gênes ne font attention qu'à « l'intérêt de leur bourse qui leur sert d'étoile conductrice « dans toutes leurs opérations et affaires, sans se soucier « aucunement du bien public ni de l'honneur » (2).

En attendant, le ravitaillement doit, désormais, être trouvé sur place; aussi est promulguée l'interdiction de laisser sortir du territoire niçois : blé, légumes, bêtes à

(1) Archives communales de Villefranche, BB 6.

(2) Archives départementales, *Magistrat de santé*, 2, p. 112.

cornes et à laine, porcs et drogues médicinales, sauf licence spéciale. Les postiers et gabelous y doivent veiller tout spécialement. On opère dans les pâturages de Sospel et des environs le recensement du bétail. Toutefois, pour parer aux abus d'autorité de certains gardes trop scrupuleux, la libre circulation est précisée entre les villes du territoire non suspect, sous garantie du certificat de santé. Mais le problème alimentaire ne se résout pas vite : le Conseil municipal de Villefranche constate, le 1^{er} septembre, que, par suite de la défense du commerce avec le Piémont, on y est dépourvu de blé et de vin, et qu' « on court le risque évident de mourir de faim ». Il faut chercher un crédit pour mille boisseaux de blé, pour le vin et l'huile; on fournit chaque jour un pain de 2 sous aux pauvres pêcheurs et aux hommes de garde, avec une gratification de 2 sous.

L'entretien des corps de garde est une autre question; du 26 juillet au 26 octobre, la commune fournit :

« Au corps de garde de Saint-Hospice, éloigné de	
« 3 milles du présent lieu, 6 hommes.....	6
« A celui de Saint-Jean, éloigné de 2 milles et de-	
« mie, 6 hommes.	6
« A celui de Beaulieu, éloigné de 2 milles, 9 hom-	
« mes.	9
« A celui de Malgaraccio, éloigné de 2 milles et	
« demie, 4 hommes.	4
« A celui de la Marine, qui vont la nuit en bateau	
« faire la garde à l'entrée du port éloigné de 3 milles	
« de la plage du présent lieu, 6 hommes.....	6
« A celui de la Rascasse, éloigné de 2 milles, 3 hom-	
« mes.	3

Il est fourni en plus un veilleur pour la ronde de nuit « faisant une tournée de 7 milles d'un corps de garde à « l'autre avec sa monture ».

Du 1^{er} août au 24 septembre, il a fallu chaque jour pour chacun des postes 3 onces d'huile et 3 onces pour le fanal du veilleur, soit 21 onces par jour; du 25 septembre au 26 octobre, ce sont 28 onces quotidiennes. Il faut aussi trois à cinq mesures de bois par jour et par poste au prix de 9 sous le quintal. Pour fabriquer six guérites, trois lits et une baraque, la commune emploie quatorze douzaines et demie de planches, du bois blanc, mille quatre cents clous neufs, deux balances de vieux clous, deux charges de plâtre, deux gonds et deux pentures « qui ont coûté 25 sous »; puis deux hachettes pour fendre le bois de chauffage, coût : 4 lire; trois barils, deux bols, un seau et une corde pour tirer l'eau des puits, coût : 5 lire; deux sabliers pour connaître l'heure, coût : 2 lire; un fanal pour la ronde et cinq lanternes, coût : 5 lire; sept capotes de drap grossier pour les sentinelles, coût : 36 lire, façon comprise; enfin, seize journées de maître-menuisier et trois de maître-maçon, pour faire les murs de la baraque « en pierres sèches bouchées avec de la terre » (1).

A l'Escarène, même souci d'organisation : quinze troupes de garde, composées de douze hommes et d'un officier, et qui ne doivent pas quitter leur poste jusqu'à la relève. Les bergers de la campagne n'ont pas le droit de fréquenter des étrangers, encore moins de faire des transactions (2).

Tout se complique ainsi. Pour le courrier et les paquets, voici comment on procède : au passage du Var sont placées

(1) Archives communales de Villefranche, FF 2.

(2) Archives départementales, *Magistrat de santé*, 2, p. 181.

deux palissades distantes l'une de l'autre de 12 pas; le messager arrivant de Provence avec la malle-poste, s'arrête à la première barrière, pose à terre les sacs et les parfume immédiatement. Cela fait, il les lance par-dessus la palissade, dans l'espace clos; de l'autre côté de la seconde barricade, les Niçois attrapent les sacs à l'aide de crochets et les reparfument avec un mélange de genièvre, d'herbes aromatiques, d'esprit de vin et d'un peu de soufre. On ouvre alors les sacs, on met le courrier dans des enveloppes neuves et l'on rejette les précédentes par-dessus la palissade.

Puis on désinfecte les lettres elles-mêmes : celles destinées à Nice ou au comté sont parfumées intérieurement et extérieurement, en présence de deux Conseillers municipaux et du directeur de la Poste, et rescellées du sceau de la ville. Celles adressées à Gênes et en Italie, ne sont parfumées qu'extérieurement, puis acheminées. Les plis envoyés en Piémont, sont parfumés extérieurement et dirigés vers le col de Tende, où se renouvelleront les formalités par-dessus deux nouvelles barricades. Si l'on découvre des marchandises incluses dans le courrier, on les brûle, sans pitié.

Tous ceux qui prennent part aux parfums doivent préalablement déposer leurs vêtements de laine et endosser une robe de toile cirée bien fermée, aux manches bien longues; après leurs fonctions, ils se lavent de suite les mains au vinaigre fort et changent de chemise. Les lettres de Marseille sont brûlées tout uniment, même si ce sont des lettres de change (1).

Cela ne paraît pas encore suffisant à l'autorité supérieure. Un ordre royal suspend, le 23 septembre, les communications entre le comté de Nice et la principauté de Monaco,

(1) Archives départementales, *Magistrat de santé*, 2, p. 119.

Menton et Roquebrune. Défense de laisser paître le bétail aux confins de Monaco. Et voilà qu'un incident diplomatique en résulte : les habitants de La Turbie étaient en continue dispute avec les Monégasques au sujet du territoire ; ils voulurent profiter de l'occasion pour créer un précédent à propos des limites : les barrières furent placées sur les chemins, jusque sous les murs mêmes de Monaco. Cela revenait à réduire la principauté à son seul rocher. Le prince, soutenu par le régent de France, protesta énergiquement et obtint qu'on repoussât les barrières à la limite extrême des territoires contestés (1).

Pour faciliter le contrôle, toutes les marchandises de Marseille, introduites à Nice depuis le 1^{er} juillet, doivent être déclarées le 27 septembre, même par les particuliers, sous peine de 100 écus d'or ; on examine les livres des marchands.

Les jours passent ; le mal ravage la Provence. Des gens affolés fuient les côtes françaises pour se réfugier dans le comté indemne. Devant ce nouveau danger, une ordonnance du magistrat enjoint de faire arquebuser sans délai tout fugitif ou déserteur de Provence, que l'on prendra et de l'enterrer dans une fosse de 8 pieds au moins de profondeur. On fait brûler leurs armes et leurs effets. A Villefranche, on construit une baraque pour les gardes des bâtiments en quarantaine, car le lazaret devient insuffisant. On nomme un médecin spécialement attaché à cet établissement, aux honoraires de 8 lire par jour et la nourriture.

L'année 1721 commence sans apporter grand adoucissement à ces mesures. Cependant, le magistrat de Turin reconnaît les bonnes précautions de Nice ; il consent à laisser

(1) G. SAIGE, *Monaco, ses origines et son histoire*, p. 306.

introduire en Piémont les produits récoltés dans le comté : oranges et citrons, en changeant leurs caisses; tonneaux de vin, en les immergeant une fois dans l'eau; outres d'huile d'olive, figues et raisins, en remplaçant les paniers, cordages et enveloppes. Pour toutes les marchandises arrivant à Nice par mer, c'est au protomédecin que l'on demande de certifier si elles sont ou non susceptibles. Le verre ne l'est pas; il doit être lavé par l'équipage au dedans et au dehors, plongé dans l'eau de mer, puis dans le vinaigre.

Une gouttière de tôle ou de fer-blanc, de 20 pieds de long, dont l'extrémité est en laiton, sert à décharger le vin, l'eau-de-vie, les huiles; pour le blé, le seigle, le sel, le sucre, les haricots, la cire, le poivre, on emploie un conduit analogue, mais en bois. Après usage, le conduit de bois est plongé deux jours durant dans la mer, puis parfumé; pour celui de métal, on passera à la flamme l'extrémité de laiton. Tout cela est considéré comme non susceptible; une liste des objets de cette catégorie, « publiée à l'Haye », sert de base générale :

« Terre, ouvrage de terre de toutes sortes, alun, amande
« sans coquille, anchois, vinaigre, eau-de-vie et eaux des-
« tilées, cacao, capres, châtaignes, cidre, fèves de casse,
« corintes en tonneaux, cochenille, drogues pour la médecine de toutes sortes, même outre celles qui sont spécifiées
« ci-dessous, noix de galle, groseilles jaunes dont on se
« sert pour la teinture, gingembre, verres sans paille ni
« foin, gomes de toutes sortes, or et argent monnoyé et non
« monnoyé, grain de toutes sortes, poix, résine, miel, bois
« de noyer... huilles en tonneaux, verd de gris, bois et ius
« de réglisse, souffre, terbentine, fruits de toutes sortes,
« tant verds que secs, confits, savon, tartre et sel » (1).

(1) Archives départementales, *Magistrat de santé*, 3, p. 285.

Tout le reste est soumis à quarantaine : barils de harengs et de morue, cuirs, feutres, notamment.

Par ordonnance du 6 mai, tout achat de denrées étrangères doit être immédiatement notifié aux conservateurs de santé locaux. Tous ces frais gênent terriblement le budget des municipalités; pour y remédier, un édit royal établit un impôt général pour subvenir aux dépenses de la conservation de la santé publique (1).

Peu à peu, le gros danger s'éloigne. Le 3 juin 1722, le commerce du comté est rétabli avec Menton, Roquebrune et Monaco; puis le 20 octobre, devant la pénurie de vivres et la cessation du mal en France, Nice et Monaco décident de recevoir les bâtiments venant de Provence avec un chargement non susceptible. Le Piémont commence aussi à se relâcher de sa rigueur : la libre circulation des personnes est autorisée entre Nice et Turin, sous réserve du certificat de santé; on peut introduire sans contumace les poissons, vins, liqueurs, huiles, les fruits secs, les fleurs, les bois, laines et peaux du pays.

On s'achemine par étapes vers la liberté entière de commerce et de circulation; le 21 avril 1723, les directeurs des lazarets aux barrières du Var, de Saint-Martin-du-Var et de La Turbie peuvent admettre à quarantaine de dix jours seulement les provenances par terre de Provence, Languedoc, comtat d'Avignon, munies d'un bulletin de santé, selon les règles habituelles aux lazarets maritimes de Nice et de Villefranche; la contumace est de quatre jours seulement pour les provenances du reste de la France. Les denrées susceptibles de France sont admises après aération de trois

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 514.

jours et changement d'emballage. Cette dernière précaution suffit pour les objets non susceptibles; métaux, drogues, alcools. Quatre mois plus tard, le seul certificat de santé suffit pour toutes provenances, sujettes ou non à l'infection. Enfin, le 8 février 1724, « le feu pestilentiel » étant totalement éteint depuis plusieurs mois, la vie normale reprend : les lazarets de terre, les gardes et barrières sont supprimés; toutes allées et venues sont libres.

Ainsi donc, pendant trois ans et demi, le comté de Nice s'est trouvé presque entièrement isolé, sans rapports avec la Provence dont il redoutait le sort malheureux; presque sans relations avec le Piémont et l'Italie qui se méfiaient de sa proximité de la France. Il a dû vivre replié sur lui-même, avec des ressources alimentaires précaires et des dépenses considérables; mais cette longue patience a été récompensée. Plus aucun cas de peste dans tout le comté de Nice ni dans la principauté. Le système protecteur, minutieusement mis au point par plusieurs générations, s'est avéré efficace. Cela compense bien les soucis qu'il occasionne. Mieux : la Provence vient d'en reconnaître la nécessité, et elle l'adopte à l'avenir. Sur toute la côte, désormais, s'appliquera contre la contagion une organisation sanitaire précise et rationnelle. Tout début d'infection sera aussitôt étouffé dans le lazaret même où il aura été importé; l'épidémie de 1720 devient ainsi la dernière des pestes que la Riviera française aura eu à souffrir.

5) Le XVIII^{me} siècle.

Une période de quiétude commence pour toute la Riviera. Toute menace d'épidémie est écartée; l'état sanitaire se maintient bon dans l'ensemble. Il faut dire que le souvenir

de la terrible peste hante les esprits et les autorités font appliquer avec conscience les règlements de santé. Dès 1726, un manifeste du magistrat de Nice rappelle les précautions envers les bâtiments venant du Levant turc et la quarantaine obligatoire de leur chargement (1).

En Provence, un arrêté du bureau de santé de Marseille, le 5 juillet 1728, fait ressortir que la commodité du port et des îles de Marseille pour les quarantaines, « la seureté
« du lazaret pour la purge des marchandises, fermé d'une
« double enceinte de murailles à cinq pas l'une de l'autre
« et l'exactitude rigoureuse avec laquelle les règlements de
« santé y sont observés depuis notre dernière calamité, nous
« fournissent les moyens de nous garantir de la contagion
« autant que la prudence humaine peut le prévenir » (2).

Les durées de quarantaine sont fixées pour les diverses provenances ottomanes tant à Toulon qu'à Marseille, puisque ce sont les deux seuls ports des côtes maritimes de France pourvus d'un lazaret; puis c'est une déclaration du roi, le 26 novembre 1729 : « Afin d'augmenter le dit commerce et d'empêcher que les bâtiments qui y sont employés ne puissent introduire le mal contagieux qui se
« fait ressentir souvent dans les dites échelles », ces bâtiments continueront à purger leur contumace à Toulon ou à Marseille, sans la moindre communication préalable en aucun port méditerranéen français; mais pour éviter la disette « voulons que les bâtiments venant du Levant ou de
« Barbarie et chargés de blé seulement, et avec patentes
« nettes, puissent être expédiés et y faire un second voyage,
« après avoir débarqué leurs cargaisons, sans être obligés
« d'achever leur quarantaine » (3).

(1) DUBOIN, t. X, vol. XII, p. 526.

(2) Archives départementales, *Magistrat de santé*, 4 (B), 1, p. 147.

(3) J.-B. DUVERGIER, t. XXIII, p. 366.

Les lazarets fonctionnent normalement; celui de Villefranche prenant chaque jour de l'importance, les syndics font établir un devis d'agrandissement et le travail est exécuté en février 1732. Mais les entrepreneurs réclament : leurs travaux, disent-ils, ont dépassé le cadre du projet. On fait mesurer la bâtisse et l'on constate que les murs ont 21 cannes $1/8^e$, alors que le devis n'en comportait que $12\ 3/8^e$, ce qui fait un supplément de 8 cannes $6/8^e$, à 10 lire et 10 sous la canne, soit 91 lire 875; on a mis un plancher de briques non prévu, soit 2 cannes $2/8^e$ à 5 lire la canne, et fait de plus un nettoyage estimé à 30 sous la canne (1). Même pour les travaux d'utilité publique, les petits bénéfices ne perdent pas leurs droits! *Virtus post numos* (2), le vers mélancolique du vieux poète est toujours vrai.

Tout va au mieux quand éclate, en 1733, la guerre de succession de Pologne; dans le comté frontière, la circulation et le commerce s'accroissent, les passages de troupe recommencent. Par malchance, l'été suivant règne une sécheresse extraordinaire et les récoltes sont désastreuses. Le pain atteint le prix de 10 sols tournois la livre; c'est la disette et la misère. Puis le temps s'en mêle; chaque jour, le ciel reste couvert de nuages bas et nauséabonds, des tempêtes furieuses se déchaînent. Une épidémie ne tarde pas à se déclarer; on la baptise du nom de peste, bien que ce soit probablement un typhus causé par la misère et l'insalubrité du climat. Un recensement consulaire fait apparaître un nombre élevé de morts. L'année 1735 fut si lugubre qu'on la surnomma « l'année mortelle » (3). Toutefois,

(1) Archives communales de Villefranche, FF 2.

(2) HORACE, *Épître*, I, 1.

(3) F. MAURANDI, *Annales de Levens*. Nice, 1931, p. 82.

grâce à des cieux plus cléments et des récoltes normales, la contagion cesse dès l'année suivante.

La vigilance des magistrats reste toujours en éveil, car la peste dévaste l'Europe centrale, l'Algérie et Gibraltar. Marseille, Nice, Gênes, Turin, Milan et Venise se concertent dans leurs mesures de protection : vingt-cinq jours de quarantaine pour les provenances susceptibles, dix jours pour les autres. En 1743, Messine et toute la Sicile, et Malte sont infectés gravement. Cette fois, le danger est bien proche. Des corps de garde sont placés à Villefranche, Eze et La Turbie, par le magistrat de Nice; en principauté, on établit cinq corps de garde aux plages de Menton, quatre à Roquebrune, un corps de garde et un bateau pour la nuit à Monaco.

En septembre, la municipalité de Villefranche envoie une adresse à Nice; elle prie le magistrat de l'autoriser à élire parmi ses habitants des officiers de santé spécialement chargés de veiller au salut public, dans les conjonctures présentes. C'est un avocat stipendié, Albin, qui est chargé de rédiger la requête; pour la justifier, il se croit tenu d'appeler à son aide les Romains et les Pères de l'Eglise.

Le port, dit-il, est non seulement d'accès facile, mais une escale obligatoire pour la perception des droits royaux; son littoral comporte nombre d'anses où un débarquement furtif est toujours possible. Certes, le magistrat veille avec un zèle admirable dont chacun se loue, « car si les gens d'es-
« prit sain mettent l'intérêt public au-dessus de l'intérêt
« privé, il convient que celui qui personnifie la République
« soit aussi aimé d'avantage » (1).

(1) « Nam si sanis hominibus publica privatis potiora sunt, sequitur ut is quoque carior sit, in quem se respublica convertit. » SÉNÈQUE, *De Clementia*, lib. I.

Dans un pays tout baigné de mer, le danger est grand. Comme les pauvres Arvernes de Sidoine Apollinaire, Ville-franche est la porte ouverte à l'invasion du fléau (1). Le gardien du port ne peut suffire à préserver la rade, Saint-Hospice, Saint-Jean et Beaulieu, en cas de débarquement simultané en plusieurs points. Or, comme dit Caton, « si on « n'empêche ce crime de se consommer, c'est en vain qu'on « implorera ensuite l'appui des lois; la ville prise, plus « de recours pour le vaincu » (2).

C'est donc par utilité publique surtout qu'agit la commune « pour mieux assurer la garde de la ville par l'union « des gens vigilants » (3). Que de citations, pour une demande si simple et si raisonnable! Elle est au surplus accordée sans mal (4).

En France, une ordonnance du roi, impose aux bâtiments naviguant d'un port à l'autre, de Provence, Languedoc et Roussillon, de se munir au départ d'une patente de santé contenant le nombre d'hommes qui composeront leur équipage; de même pour les passagers. Ces patentes seront visées dans chaque port où ils relâcheront (5).

Voici la formule des billets de santé :

« Du 17..., est parti de ce dit Lieu,
« où il n'y a par la grâce de Dieu et par l'intercession de
« saint Nicolas, notre protecteur, aucun soupçon de peste

(1) « Huic semper irruptioni, nos Miseri Arverni Janua sumus. » SIDONIUS APOLLINARIS, lib. VII, *Epistolæ*.

(2) « Hoc nisi provideris ne accidat, ubi evenit frustra indicia implores; capta urbe nihil reliqui fit victis. » SALLUSTE, *Conjuration de Catilina*, LII.

(3) « Ut cunctis vigilantibus melius valeat civitatis custodia procurari. » SAINT AMBROISE, *Cap. Fortitudo*, 5, caus. 23, quest. 3.

(4) Archives départementales, *Magistrat de santé*, 4 (B), 4, p. 256.

(5) Ordonnance du 28 janvier 1748.

« ni mal contagieux patron pour
« aller à et ses passages » (1).

Le rôle exclusif de Marseille et Toulon pour les quarantaines de rigueur est à nouveau affirmé dans un arrêt du Conseil, du 14 septembre 1762; enfin, le 27 août 1786, une ordonnance « interdit les approches des lieux destinés à la
« quarantaine à Marseille à tous ceux qui ne seront pas
« dans le cas de la faire ou qui ne seront pas commis pour
« le service du bureau de santé ».

Depuis 1720, une école de médecine et de chirurgie avait été créée à Nice; en 1771, les Constitutions royales pour l'Université modifient et perfectionnent ces Statuts. Destinée surtout à former les médecins et chirurgiens devant exercer dans le comté, on y délivre, en outre, des grades mineurs d'officier de santé et de phlébotomes; ceux-ci sont des chirurgiens inférieurs, pratiquant la saignée ou phlébotomie; souvent, ils outrepassent leurs droits, ce qui est une longue source de conflits entre tous les gens de l'art. Cette école fonctionnera normalement jusqu'en 1793, lors de la première réunion à la France. Il ne semble pas pourtant que le niveau de l'art médical en soit beaucoup relevé :

« Un bon jugement, une lancette, des ventouses, quelques
« purgatifs, de l'opium, du quinquina, du mercure, de
« l'émétique, des cantharides, quelques herbes, du vin, du
« miel, de l'eau chaude formaient, il y a trente ans, tout
« l'arsenal médicamenteux d'un médecin habile » (2).

Une seule inquiétude durant cette période. A deux reprises, en 1779, puis en 1788, des chiens et des loups enragés

(1) Archives départementales, *Magistrat de santé*, 4 (B), 2, p. 24.

(2) Em. FODÉRÉ, *Voyage aux Alpes-Maritimes*, t. II, p. 302.

errent dans l'intérieur du comté; par suite de leurs morsures, éclatent plusieurs cas de rage dans la population campagnarde. On isole les victimes dans une demeure transformée en hôpital. Sur les morsures, des ventouses scarifiées, puis un digestif « composé et animé avec la thériaque », pour tenir les plaies ouvertes et les faire suppurer; le lendemain, une onction mercurielle (une once de mercure cru mortifié dans deux drachmes de térébinthe et trois onces de graisse d'animal), et un drachme de pilules mercurielles ainsi composées :

« 3 drachmes de mercure cru mortifié avec 1 drachme
« de térébinthe,
« Rhubarbe choisie, coloquinte, gomme-gutte (de chaque
« 2 drachmes).

« On incorpore le tout avec q. s. de miel purgatif » (1).

Comme boisson, une décoction d'orge mondé, réglisse, et quelques grains de raisin flétri épépiné, ou du « bouillon fait avec le col de mouton, la laitue, l'oseille et la pimprenelle », ou encore une décoction de racines de bardane, guimauve et réglisse. Chaque jour, un bain tiède d'une heure dans une cuve; des aliments légers, humectants et antiputrides, au besoin une purgation légère par un clystère; « pour obvier aux inconvénients qui pourraient succéder « au moment de la salivation » : 3 onces de manne de calabre liquéfiée dans une tisane solutive.

Autre méthode : après scarification, on touche les plaies avec du beurre d'antimoine tombé en « deliquium », et l'on met dessus un large emplâtre vésicatoire. On panse ensuite avec du beurre frais ou de l'onguent de la Mère, durant quelques jours, jusqu'à la chute des escharres. On met alors dans les plaies « un ou plusieurs pois de gentiane ou d'iris

(1) Archives départementales, *Magistrat de santé avant 1792*, 11.

de Florence et quelques bourdonnets garnis de digestif ». Dans tous les cas, après quarante jours révolus, on laisse la cicatrisation s'opérer. Comme boisson, une infusion de fleurs de sureau, à la dose d'une pinte par jour dans laquelle on met douze gouttes d'alcali volatil fluor. Chaque jour, un bain tiède d'une heure et un lavement d'eau ordinaire où sont dissoutes 2 onces d'oxymel simple; enfin, des frictions mercurielles (1).

Dans plusieurs cas, le mal s'aggrave, les victimes présentent des signes indubitables d'hydrophobie : on leur administre le remède de Georges Cobb ou du Tonkin, à base de cinabre et de musc. Le but de ces médications est de détruire le « venin » rabial dans le sang par le mercure ou l'antimoine, et de l'éliminer en même temps par salivation; les caustiques, digestifs et scarifiants doivent le « traire » par les plaies. Les résultats ne sont guère probants, et tous ceux qui ont subi de graves morsures en meurent, avec tous les symptômes de la rage : anxiétés, hydrophobie, convulsions et fureur. Aussi prend-on des mesures pour préserver les serviteurs et voisins : « Medicina tota prudentia est », écrit le médecin traitant. Après chaque pansement, on brûle tous les linges et plumaceaux utilisés, « crainte que quelque animal domestique ne vînt « à les lécher et ne contractât la contagion par ce moïen ». Tous les habits et récipients utilisés pour les « mordus » ne serviront qu'à eux seuls. En cas de mort, on brûle leurs effets, on brise leur vaisselle. « On fera écrouûter les alcôves, on les lavera de vinaigre et on les blanchira ». Puis on fait un parfum de lavande, serpolet et genévrier. Les fosses sont couvertes de chaux vive. Naturellement, on veille à la sau-

(1) Archives départementales, *Magistrat de santé avant 1792*, 11 et 13.

vegarde des troupeaux d'average (1). L'abattage des viandes de boucherie est méticuleux. D'après les rapports au magistrat, les moyens préventifs sont meilleurs que les remèdes curatifs et les progrès du mal se limitent à ses premières victimes.

Nous sommes maintenant à la veille de la Révolution française; elle éclate en 1789. Les pays riverains de la Méditerranée s'inquiètent. En juin 1790, Turin redoute que l'on ne reçoive dans les ports français les corsaires barbaresques. Gênes, mieux informé, lui répond : « L'Arsenal et
« les ports, et les charges des plus importantes magistra-
« tures de la France se trouvent aujourd'hui aux mains du
« peuple... mais il n'y a aucune innovation en matière de
« santé par laquelle on puisse craindre quelque désordre
« ou négligence. » Avertie, Marseille envoie, le 29 juillet, une circulaire justificative donnant « l'assurance la plus
« positive que les règlements de santé sont dans toute leur
« vigueur en France; que les administrateurs, la méthode
« d'administrer, la marche des précautions et le détail des
« procédés de santé n'ont essuyé aucune innovation, aucun
« changement qui puissent donner lieu à quelque sujet de
« crainte, ni à quelque prétexte pour aliéner la confiance
« des autres nations. Toute assertion contraire à ces vérités
« est une calomnie » (2).

Toulon fait de même. D'ailleurs, le pouvoir central veille.

Le décret du 4-9 juillet 1790 exige que soient exactement observées les précautions de santé. Puis, les lois des 21-29 juillet et du 30 août 1791 confirment les droits exclusifs de Toulon et Marseille pour les quarantaines des procédences du Levant et de Barbarie.

(1) Menu bétail dans les Alpes-Maritimes.

(2) Archives départementales, *Magistrat de santé avant 1792*, 14.

Bientôt, à la Constituante succède la Législative; puis, le 21 septembre 1792, la Convention nationale. Le 28 septembre, l'armée sarde abandonne Nice bondée d'émigrés; les Républicains y pénètrent sous les ordres du général d'Anselme. Nice restera française jusqu'au Congrès de Vienne, en 1814.

CHAPITRE IV

La première période française

1) Les premiers temps de l'occupation.

L'armée française vient de faire son entrée à Nice. L'ancienne administration sarde, le protomédicat, le magistrat de santé sont supprimés; les règlements sanitaires français régissent toute la côte jusqu'à Menton. Dans quelques années, ce sera jusqu'à Gênes.

Mais pendant ce laps de temps, les luttes continuent entre Français, Sardes et Autrichiens, dans les montagnes surtout; Saorge, Sospel, les vallées de la Roya et de l'Estéron sont alternativement prises et reprises par les deux camps. Dès lors, comment s'assurer que les disciplines de propreté, d'hygiène et de prudence sanitaire sont bien appliquées? Comment éviter la propagation de maux de toutes sortes, dans le sein d'une armée affamée et mal vêtue, parmi une population inquiète et souvent primitive, alors que l'autorité n'est plus en mesure de veiller minutieusement à leur salubrité et que le nécessaire manque pour tant d'objets! La misère et la saleté, la faim et la maladie vont régner sur toute la côte durant une dizaine d'années.

Dès le 21 octobre 1792, le dénûment des hôpitaux éclate : le citoyen Eyssautier, commissaire ordonnateur des Guerres, réclame pour le service de l'hôpital : cinq cents chemises, deux cents paillasses, quatre cents paires de draps « blancs et doux » et deux cents bonnets. La municipalité vote une motion pour faire enlever les immondices qui séjournent dans les rues (1). Quatre mois plus tard, c'est l'hôpital des orphelins qui est en détresse : il faut faire rentrer de nombreuses créances et accorder des secours. On cherche parmi les effets des émigrés les draps et les linges à pansement pour les blessés de l'armée.

Un décret de la Convention, en date du 28 février 1793, met 4 millions à la disposition du ministre de l'Intérieur pour les hôpitaux; mais c'est une goutte d'eau dans la mer (2). Les commissaires Grégoire et Jagot écrivent, le 15 mars, à l'administration provisoire, que les linges à pansement dont ils ont le besoin le plus urgent pour le service, manquent entièrement (3). Une circulaire du ministre de la Guerre demande qu'on se procure de la charpie et des linges (4).

Nice n'est pas seule dans ce pitoyable état. A Menton sévissent de nombreuses maladies, par suite de l'enterrement insuffisant d'hommes et de bestiaux; au Fort d'Hercule, où siège l'administration de ce district, la malpropreté est révoltante. Il faut des arrêtés du district pour faire nettoyer les villes et fixer les profondeurs des sépultures (5).

(1) Archives départementales, L 2, fol. 12 et L 20.

(2) *Ibid.*, L 3.

(3) *Ibid.*, L 7.

(4) *Ibid.*, L. 240.

(5) Joseph COMBET, *La Révolution dans le comté de Nice*. Paris, 1925, p. 147.

De nombreux soldats périssent aux hôpitaux; la mortalité est peut-être plus forte dans les montagnes où séjourne l'armée, qu'en ville même. Un bureau de santé a pourtant été institué à Nice, dès le mois de janvier, parallèlement à ceux de Toulon et Marseille; mais son activité est surtout consacrée à la surveillance des ports; il essaye de concilier la rigueur des précautions sanitaires avec la nécessité de ne pas entraver les opérations navales pendant cette période troublée. Une quarantaine d'observation de dix jours est imposée aux bâtiments de l'Etat en croisière; le Directoire du département propose, le 24 mars aux conservateurs de Santé de Toulon et Marseille, de n'imposer cette attente qu'aux capitaines, reconnaissant avoir communiqué en mer avec un navire suspect ou un corsaire :

« Considérant que rien ne serait plus gênant pour la
« Marine militaire, plus ruineux pour les armements en
« course, plus décourageant pour les équipages, plus des-
« tructif de toute émulation que l'assujettissement indéfini
« à une quarantaine de dix jours par cela seul qu'on aura
« visité un bâtiment quoique venant d'un port non suspect...
« considérant que les mouvements des escadres, la marche
« des courriers maritimes, les embarquements des troupes,
« les transports de vivres et de munitions seraient singulière-
« ment entravés si ces anciens règlements ne recevaient
« de modifications commandées par les circonstances impé-
« rieuses du moment et par l'intérêt général de la Répu-
« blique » (1).

Cette modification est d'ailleurs refusée immédiatement, car il en pourrait « résulter les inconvénients les plus fâcheux ».

Le souci de ne pas créer de précédent de complaisance

(1) Archives départementales, L 3, fol. 72, verso.

est mis en évidence par le décret du 9 mai suivant, qui voulut « que les lois et règlements relatifs à la conservation « de la santé dans les ports de la Méditerranée, fussent exé- « cutés dans toutes leurs dispositions sous les peines y énon- « cées, fit défense à tous les corps administratifs et munici- « paux autres que ceux qui en ont reçu la délégation de « la loi, de s'immiscer dans les fonctions et opérations des « conservateurs de santé de Marseille et Toulon » (1).

On se préoccupe aussi des lazarets dans le nouveau département des Alpes-Maritimes, créé au lieu et place de l'ancien comté. Dans son rapport à la Convention, l'abbé Grégoire envisagé les diverses faces du problème :

« Le lazaret de Nice et celui de Saint-Hospice, situé à la « gauche de Villefranche, ne présentent ni la facilité, ni la « sécurité nécessaires pour y emmagasiner des cargaisons « et faire la quarantaine. Proposerons-nous... de bâtir à « Saint-Hospice un vaste lazaret qui serviroit pour toute la « côte depuis Menton jusqu'à Toulon et que la proximité « de l'Italie feroit rechercher par les Barbaresques? Le roi « Sarde... dit-on, se proposoit de l'exécuter. La pointe Saint- « Hospice est un local isolé et préparé en quelque sorte « pour cet objet par la nature.... Cette assiette est-elle suf- « fisamment à l'abri des tempêtes de manière que les vais- « seaux voulant y aborder par un gros temps, ne soient pas « exposés à se briser sur des rivages voisins, où ils vomir- « roient la contagion? Les frais de bâtisse seroient très con- « sidérables parce qu'il faut de vastes magasins; le lazaret « de Marseille a coûté plusieurs millions; l'administration « et l'entretien causeroient un accroissement considérable « de dépenses par la nécessité de réunir tous les efforts de

(1) J.-B. DUVERGIER, t. XXIII, p. 368.

« l'art et de la prudence pour étouffer les germes du poi-
« son.... Y auroit-il donc un si grand inconvénient à ce que
« les bâtiments nigards, mentonasques, etc., fissent leur
« quarantaine à Marseille ou à Toulon, d'où ils rappor-
« teroient une patente nette » (1).

La politique compliquait tout : en Frimaire, an II (décembre 1793), une quarantaine d'observation est établie envers les provenances de Toulon, assiégée par les troupes françaises; un navire en arrive, muni d'une patente de santé datée de l'an I du règne de Louis XVII !

Partout sévit la maladie sous forme de fièvres putrides malignes; beaucoup de soldats en sont atteints. Nice comporte quatre grands hôpitaux militaires : Sainte-Marie, Saint-Bernard, Saint-François-de-Paule et le Palais de l'Ancien Gouvernement; l'abbaye de Saint-Pons est affectée au même usage. Partout des vivres de mauvaise qualité et insuffisants. La plupart du temps, la viande fraîche manque absolument; dans les prisons, hélas! trop peuplées, l'air est extrêmement vicié; le pain est « d'une couleur roussâtre et tellement pâteux et gluant qu'il fallait souvent renoncer à le couper » (2); il occasionne des vomissements et des douleurs d'entrailles qui ne tardent guère à se répandre en ville.

La *Gazette de Bologne* écrit, en février 1794, qu'il règne à Nice une maladie nommée charbon qui fait de nombreuses victimes. On recourt à des réquisitions pour atténuer le sort des prisonniers et des malades. En juillet, paraît un arrêté « mettant les bancs de la ci-devant église de Sainte-Réparate à la disposition de l'agent général des hô-

(1) Archives départementales, L 10, p. 17.

(2) Chevalier J.-B. TOSELLI, *Récit historique de Nice depuis sa fondation*. Nice, 1867, t. I, p. 285.

pitaux, d'après l'exposé qui a été fait du besoin des bancs qu'avaient les hôpitaux de Nice pour faire reposer nos braves frères d'armes qui évacuent » (1).

Les corps d'armée perdent au mois de juin jusqu'au quart de leur effectif; sur les vingt-quatre mille hommes de l'armée d'Italie entassés sur la droite de la Rivière de Gênes, seize mille sont aux hôpitaux. En 1795, dans les hôpitaux de Vence, Grasse et Antibes, encombrés de malades et manquant du nécessaire, le typhus se déclare :

« Nous sommes obligés de loger les soldats malades chez
« les particuliers tant il y en a. Les ambulances n'y suffi-
« sent plus. Nous sommes à la veille d'éprouver les hor-
« reurs de la famine. Jusqu'ici, nous nous approvisionnions
« à Nice et Nice n'a plus de blé. Nous n'avons aucun moyen
« de remédier à cette calamité; au nom des quarante mille
« habitants de ce département, venez-nous en aide » (2),
écrivent à la Convention les administrateurs de Grasse. De même, à Toulon : « Les approvisionnements manquent pour assurer l'existence de tous les jours dans les divers hôpitaux de Toulon, au lazaret de Mandrier » (3). On finit par se décider, l'année suivante, à supprimer la quarantaine d'observation pour les vaisseaux escortant les convois de blé; cela permettra l'arrivée et l'entrée plus rapide des grains.

Sans cesse sont promulgués de nouveaux arrêtés sur l'hygiène et la plus élémentaire propreté : le 9 Pluviôse, an II (28 janvier 1794), puis le 20 Germinal, il est enjoint

(1) Archives départementales, L 59.

(2) Chanoine TISSERAND, *Histoire de la Révolution française dans les Alpes-Maritimes*. Nice, 1878, p. 257.

(3) BÉRENGER-FÉRAUD, *Saint-Mandrier, près Toulon*. Paris, 1881, p. 228.

à chacun de balayer la rue devant sa porte, chaque matin, avant 8 heures, et de ne rien jeter par les fenêtres de jour ni de nuit. Les municipalités doivent munir de seaux les puits d'eau vive. Le 1^{er} Floréal, le balaiement des rues est organisé : des journaliers et des cultivateurs sont requis; et pour les obliger à accomplir leur tâche, ils seront payés tous les décadis. Un arrêté du 6 Floréal ordonne de débayer les latrines, tous les jours, avant 8 heures du matin ou après 6 heures du soir. Le 27 Thermidor, on doit sommer les propriétaires de faire balayer dans les vingt-quatre heures le trottoir devant leurs immeubles. Le 10 Messidor, an IV (28 juin 1796), défense est faite de rien jeter par les fenêtres (1). La fréquence même de ces arrêtés, leur similitude montrent quelle résistance stupide, quelle force d'inertie opposait le peuple à tout ce qui lui demandait un effort, fût-ce dans son propre intérêt.

Il en sera ainsi durant toute cette période. En 1803 encore, Fodéré rapporte :

« Il n'y a pas de latrines dans les anciens quartiers et
« pour y suppléer chaque famille a un baril qu'elle tient
« dans un coin de la maison et dans lequel elle jette les
« vases de nuit et tous les immondices : le métayer vient
« le chercher lorsqu'il est plein et lui substitue un baril
« vide. A toutes les heures du jour, on rencontre des gens
« de la campagne avec ces barils sur les épaules ou sur
« les bourriques : ils en achètent aussi, au prix de 10 sous
« le baril, de première qualité, et je m'exprime ainsi parce
« que ce qui est dégoûtant pour tous les autres hommes
« ne l'est pas pour le paysan de Nice; je l'ai vu tremper
« son doigt dans le baril, et l'approcher de son nez et
« même de sa bouche, pour connaître si l'on y avait mé-

(1) Joseph COMBET, *Ibid.*, pp. 168 ss.

« langé beaucoup de lavures de plats et d'autres immon-
« dices. On juge, d'après ces détails, que la propreté à
« Nice est peu d'usage » (1).

Les mesures économiques ne rencontrent pas plus de succès que les mesures de salubrité. En vain, à plusieurs reprises, on effectue le recensement des bestiaux et animaux de toute nature existant dans le département. A Menton, le pain est immangeable, au point qu'une délégation municipale, assistée de gendarmes, se rend aux moulins pour examiner la qualité du blé et des farines. Une commission des hospices est instituée à Nice, en 1795, pour fournir des secours aux indigents. Du 16 octobre 1793 au 7 janvier 1795, a été en vigueur la loi du maximum, fixant le plus haut prix exigible pour toutes les denrées usuelles; des lois contre les accapareurs sont également promulguées; mais le papier-monnaie se déprécie chaque jour; tout demeure très rare et très cher. C'est l'agiotage pratiqué sur une vaste échelle, et il est tellement passé dans les mœurs, que la suppression de la taxation, en 1795, n'améliore en rien l'état des choses.

En 1797, une nouvelle épidémie succède à celles de 1793, 1794 et 1795. On enregistre de nombreux décès; la situation s'est aggravée du fait que des inondations du Paillon viennent de dévaster à Nice les quartiers de l'Ariane et de Saint-Roch. On tente de réorganiser l'ensemble des hôpitaux. L'hôpital des prisons est supprimé, ses employés congédiés. En janvier, l'hôpital de Saint-Pons à Cimiez est transféré en ville et réuni à celui de Saint-François-de-Paule. En août, les couvents de Sainte-Claire, Saint-Bernard et Saint-François-de-Sales, bien aérés et entourés de jardins,

(1) FODÉRIÉ, *Voyage aux Alpes-Maritimes*, t. II, p. 30.

sont transformés en hôpitaux militaires. Les deux hospices de Saint-Roch et Sainte-Croix sont réunis en un seul dans le couvent des Augustins.

En même temps, on ne perd pas de vue le danger d'une maladie importée. En janvier 1798, notre ambassadeur, à Turin, écrit à l'administration centrale du département des Alpes-Maritimes :

« Le Gouvernement piémontais attache le plus grand
« prix à une correspondance suivie entre les magistrats
« de santé établis à Turin et les autorités françaises aux-
« quelles sont confiées des fonctions analogues. Je ne doute
« pas qu'elles ne s'empressent de remplir ce vœu dont le
« résultat doit être un avantage réciproque et que recom-
« mande l'intérêt de l'humanité. Je suis également per-
« suadé, citoyens..., que vous voudrés bien les engager à
« correspondre avec les magistrats piémontais qui leur en
« font eux-mêmes la proposition. Salut et Fraternité » (1).

Le 26 juin (7 Messidor, an VI), un arrêté du Directoire rappelle les lois de 1791 : « Les conservateurs de santé des ports de la République dans la Méditerranée, où il n'y a point de lazarets établis, ne pourront, sous aucun prétexte, admettre aucun bâtiment s'il ne justifie de sa quarantaine au port de Marseille. » Le 18 novembre, c'est une circulaire des conservateurs de santé de Marseille à tous les ports de la côte :

« Les navires sujets à quarantaine sont : 1° ceux venant
« du Levant ou de la Barbarie, en tout temps suspects de
« contagion; 2° ceux qui deviennent ainsi casuellement
« suspects; 3° les vaisseaux des puissances belligérantes
« et les corsaires de toute nation; 4° les bâtiments quel-

(1) Archives départementales, L 124.

« conques qui auront communiqué en mer avec quelqu'un
« de ceux que nous venons d'indiquer.... Si le mauvais
« état des navires dont il s'agit ou le temps contraire les
« empêchaient de repartir, s'ils venaient à faire naufrage
« ou à échouer sur vos côtes, vous nous en aviseriez en
« diligence et prendriez en même temps toutes les précau-
« tions nécessaires pour empêcher toute communication...,
« jusqu'à ce que nous ayons prescrit des mesures ulté-
« rieures » (1).

Cette circulaire, imprimée d'après des ordres exprès du Gouvernement, est renouvelée un an plus tard. Enfin, un arrêté du 15 Pluviôse, an VII (3 février 1799), maintient en vigueur et fortifie toutes ces dispositions. Fort heureusement, elles sont exécutées, et c'est le seul point sur lequel la santé publique n'ait pas à souffrir en ces temps malheureux.

2) L'épidémie de l'an VIII.

Depuis le début de l'occupation, l'état sanitaire des Alpes-Maritimes empire de jour en jour; plusieurs contagions se sont déjà manifestées. A l'automne de 1799 éclate une nouvelle épidémie qui dépasse vite toutes les précédentes en ampleur et en gravité. Un contemporain constate, le 10 octobre, qu'« il y a beaucoup de malades en ville » et que « la menace d'une très cruelle épidémie se confirme »; quelques jours après, il annonce qu'« il y a un nombre extraordinaire de militaires français malades, notamment à Saint-Dominique »; le 29 octobre, il précise que « c'est une vraie épidémie à nombreuses victimes déjà » (2).

(1) Archives départementales, M 231.

(2) Archives municipales de Nice, abbé BONIFACCI, *Mémoires* (manuscrit).

Quelle est la nature du mal? Toutes les descriptions s'accordent pour en faire une fièvre maligne, une influenza aiguë. Cette maladie, dit Toselli, « bilieuse, putride et « nerveuse, amenait une dépravation des humeurs plus « rapide ou plus lente. Les mêmes symptômes d'alcales-
« cence bilieuse et de putridité étaient constatés partout.
« Elle commence par des pesanteurs de tête, puis des ma-
« laises dans tout le corps, tantôt des douleurs rhumatis-
« males avec des dégoûts, tantôt des affections catharrales
« avec toux, fièvres et oppressions ».

Et, plus loin :

« Cette masse de miasmes alcalins volatils, sulfureux,
« putrides, méphitiques, répandus dans l'atmosphère...
« s'identifiait avec les humeurs, les altérait. Les nerfs en
« étaient ébranlés, les fibres agacées; de là, les crispations,
« les resserrements des différents genres de vaisseaux, les
« distributions partielles et imparfaites, des extases, des
« défauts de sécrétions et souvent la mort » (1).

Chaque jour augmente le nombre des malades et des décès. Un triduum solennel a lieu à la cathédrale, le 3 novembre, pour la cessation de l'épidémie, ce qui n'empêche pas le président du Conseil municipal d'être emporté deux semaines après. Quant aux causes mêmes du mal, elles ne changent pas.

C'est un tableau effrayant de misère, de désordre et de saleté dressé par les contemporains mêmes. Les rapports des officiers de santé à la municipalité qui les a chargés de l'éclairer sur les : « causes, effets et progrès » de la maladie sont aussi navrants que la correspondance de Masséna, alors général, commandant l'armée d'Italie.

(1) Chevalier TOSELLI, *Ibid.*, t. II, p. 260.

D'abord la malpropreté des voies publiques et des maisons, que les gens ont contracté l'habitude de ne pas nettoyer. On continue à garder les ordures pour en faire des engrais, sans qu'aucun réservoir ait jamais été construit à cet effet; la stagnation quotidienne des excréments dans les demeures en rend l'air très impur. Les rues sont dans un état lamentable; pas de pavage, si bien qu'une forte pluie les transforme en marécages boueux et un mois de soleil ne suffit pas ensuite à les assécher. Les eaux qui traversent ces ruelles et ces ordures sont « composées d'une dose de « terre et d'une essence de corruption qu'elles ont ramassées et sont toutes d'une qualité très malsaine » (1).

Le climat étant doux à l'ordinaire, on ne se chauffe guère et le feu ne contribue pas à assainir l'air. Par malchance, l'hiver de 1799 est rigoureux; la neige tombe en abondance, les récoltes sont perdues par le gel. C'est un surcroît de restrictions alimentaires, car les ressources en vivres étaient déjà très faibles. Il faut presque tout importer et quand les convois n'arrivent pas au port en temps voulu, c'est la disette.

L'armée ne bénéficie à ce point de vue d'aucun avantage sur la population civile : ainsi pour le mois de Nivôse (21 décembre au 19 janvier), la Compagnie Antonini, chargée des subsistances, doit lui fournir 30.000 quintaux de blé; au 9 janvier, elle n'en a encore versé que 6.000. Il faut réquisitionner dans le port de Marseille des bateaux génois, chargés de céréales, sinon toute l'armée d'Italie, de Marseille à Gênes, manquera totalement de pain le lendemain. Il en va de même pour la viande, les légumes, le vin; pénurie de transports : pas de mulets, pas de charrettes. D'ailleurs, l'argent manque autant que le blé, les employés

(1) E. GACHOT, *Le siège de Gênes*. Paris, 1908, p. 28.

même font défaut. On établit, en janvier, un droit d'octroi sur l'huile et le vin pour se procurer quelques fonds.

Malgré l'évidence du mal causé, on continue à enterrer, sans aucune précaution, gens et animaux. Le cimetière du Château dont on se servait jusqu'alors, est agrandi en janvier 1800. On doit en créer un nouveau dans le local de l'ancien lazaret. Un règlement de Masséna impose des fosses de 3 pieds au moins de profondeur; 35 livres de chaux vive recouvriront chaque corps. Les Niçois seront enterrés à Cimiez, assez loin des agglomérations.

Mais surtout, l'encombrement des prisons et le mauvais état des hôpitaux militaires (cachots plutôt qu'hôpitaux) sont la principale cause de l'épidémie. Ces établissements s'étendent sur deux lignes parallèles, l'une de Carouge, près Genève, à Marseille, l'autre de Briançon à Nice. Il y en a d'autres de Marseille à Nice, puis de Nice à Gênes et à Suze. Dans leur ensemble, ils comportent quatorze mille blessés ou malades qu'il faut soigner et nourrir. L'inspecteur des hôpitaux, Cochelet, écrit à Masséna, le 17 janvier :

« Une régie, dite nationale, a été jusqu'à ce moment
« chargée de la nourriture, des médicaments, de la four-
« niture du mobilier nécessaire aux hôpitaux; elle compte
« de clerc à maître, avec le Gouvernement et partage ses
« bénéfices.... Il faudrait 9.000 francs par jour, depuis
« trois mois, la régie n'a fourni que 19.577 francs » (1).

Masséna note le lendemain, dans son rapport au premier Consul :

« Le service des hôpitaux ne se fait plus; et la régie

(1) E. GACHOT, *Le siège de Gênes*. Paris, 1908, pp. 30 ss.

« qui en est chargée ne s'en occupe en aucune manière
« depuis plus de quatre mois » (1).

C'est que la régie laisse tout régler par l'ordonnateur en chef et les commissaires des Guerres; et ceux-ci confient la charge à des entreprises avides et dénuées de scrupules.

Si nous considérons la situation particulière de chaque hôpital, le tableau est plus sombre encore. A Marseille, l'hôpital est dépourvu de tout et le service y est presque nul. A Toulon et à Aix exceptionnellement, tout est normal. Mais que dire du reste! Cochelet rapporte :

« Où trouverai-je, Général, des couleurs assez vives pour
« vous peindre la situation des hôpitaux de Cannes? Un,
« l'ancien hospice civil, est un cloaque où l'on enterre
« vivants les malades qu'on y dépose. Je les ai trouvés
« couchés sur un carreau humide et infect, sur lequel on
« avait répandu quelques brins de paille pourrie et vermi-
« neuse, sans vin, sans tisane, sans médicaments, sans linge
« et même sans eau tiède (faute de bois) pour évacuer les
« vomitifs, sans huile pour adoucir leurs coliques. A l'hô-
« pital dit militaire, j'ai vu soixante malades couchés sur
« la terre, la tête appuyée contre une muraille glaciale
« dans une salle ouverte à toutes les intempéries de l'air
« (le 7 Nivôse), tremblants de froid et n'ayant pour bois-
« son que de l'eau fraîche... et dans le même état que des
« porcs remisés dans une étable et destinés à une mort
« prochaine. J'ai en vain réclamé des secours de la muni-
« cipalité. Son agent a été sourd à ma voix et impassible
« au spectacle déchirant pour tout bon Français » (2).

De même à Antibes. L'église Saint-Dominique, où gisent

(1) Ch. AURIOL, *La défense du Var et le passage des Alpes*. Paris, 1896, p. 33.

(2) E. GACHOT, *Le siège de Gênes*. Paris, 1908, p. 30.

huit cents malades, est « le tombeau des défenseurs de la Patrie »; quand on se décide à l'évacuer, la plupart des blessés ont eu les pieds gelés. C'est de là que dérive en grande partie l'infection qui dévaste la région.

Dans l'intérieur même de Nice, les deux hôpitaux sont un peu moins rudimentaires, mais le bois de chauffage fait souvent défaut; les vivres arrivent au jour le jour, parfois pas du tout. L'état des hôpitaux improvisés entre Nice et Gênes dans des locaux de fortune, est pire encore : églises démolies, palais abandonnés, baraquements et caves sont encombrés de cadavres et de mourants; l'enlèvement des corps se fait rarement et les moribonds demeurent des jours entiers couchés sur la même paille pourrie que les morts. « Souvent, le commis d'hôpital pouvait intercepter pain et liquides envoyés. Ainsi l'agent administratif se faisait le grand pourvoyeur de la mort. » Chose stupéfiante, les habitants de ces pays n'étaient pas émus de tant d'atroces misères. On ne trouvait chez eux ni pitié, ni secours, ni aumône.

Pourtant, le courage des jeunes soldats et officiers ne se dément pas. Certains infirmiers n'ont pas touché leur solde depuis plus d'un an; les médecins sont dans le même cas. Il n'en restent pas moins à leur poste, tentant tout ce qu'ils peuvent pour arracher au trépas leurs malheureux frères d'armes. Mais l'horreur inspirée par ces hôpitaux était telle que beaucoup de malades se jettent par les fenêtres plutôt que d'y entrer. Le 16 février, Masséna avoue au premier Consul que « la perte de l'armée s'élève chaque jour à quatre cents hommes et ces hommes ne sont pas remplacés ». Les officiers supérieurs ne sont pas plus heureux que leurs troupes : dès le début de janvier, le général en

chef Championnet, atteint par l'épidémie, a été enlevé par le mal en neuf jours.

Sur toute la côte, c'est le même pitoyable refrain; Français de Nantes, inspectant la 8^e Division militaire, rapporte aux consuls :

« Voici l'état matériel de Toulon : point de garde nationale organisée. Point de remplaçants. Point de gendarmerie dans la ville. Point de réverbères. Toutes les nuits, des boutiques enfoncées et volées. Point de pavés. Point de propreté. Point de sûreté. Point d'octrois. Point de pain aux hospices » (1).

En ville aussi, la mortalité est forte : deux cent vingt-trois décès durant le mois de novembre, deux cent quatre-vingt-dix-huit en décembre. Le chiffre est presque doublé en janvier : cinq cent dix-huit morts. Quand l'abbé Bonifacci se rend à Nice, il sent en entrant à la porte du Pont « une certaine odeur presque cadavéreuse » qui lui inspire « horreur et compassion ». Les gens sains et robustes sont attaqués plus souvent que d'autres et meurent en cinq ou six jours. Trois cent vingt-trois morts en février, trois cent huit en mars. Maintenant, le mal commence à céder un peu; le nombre des malades reste le même, mais celui des décès diminue.

Il faut dire que Masséna prend des mesures énergiques. Avant tout, le transfert à l'extérieur des hôpitaux du centre de la ville : on choisit des locaux aérés et propres, à Saint-Pons, Cimiez, Carabacel, Villefranche, et jusqu'à Monaco et Menton. Le général promulgue à nouveau les règlements importants d'hygiène et de salubrité publique;

(1) F. ROCQUAIN, *L'état de la France au 18 Brumaire*. Paris, 1874, p. 11.

il veille au nettoyage de la ville, à la fermeture des fosses d'aisance. Saint-Dominique est évacué, les nouveaux cimetières sont aménagés et toutes les tombes effectivement recouvertes de chaux vive. On brûle un peu partout des parfums, selon les directives des médecins chargés de faire régner l'hygiène; des commissaires surveillent médecins et infirmiers. Enfin, Masséna s'efforce de faire des distributions aussi fréquentes que possible de vin, de lait et de remèdes.

Au milieu du mois d'avril, la situation s'est nettement améliorée; dans la ville, cent dix-sept morts seulement depuis le début du mois. On ne compte plus guère qu'une demi-douzaine de victimes par jour. Au début de mai, le mal est beaucoup plus bénin; les malades se rétablissent assez rapidement, la mortalité est très faible.

Certes, tout ne s'aplanit pas en quelques jours. Le 23 avril, passe un arrêté « pour contraindre l'entrepreneur des approvisionnements des hôpitaux à envoyer sans délai à l'armée les médicaments et autres objets qu'il dit avoir achetés ». Le 12 mai, le manque de transports gêne encore le service des subsistances et compromet les opérations militaires. Toutefois, une décision des consuls du 25 mars vient d'établir près du ministre de la Guerre un Directoire central des Hôpitaux militaires. Chargé de leur administration générale, de leur approvisionnement et de leur direction, il se compose d'un officier général, d'un commissaire ordonnateur et de trois anciens agents en chef des hôpitaux aux Armées. Les membres du Conseil de santé leur sont adjoints avec « voix consultative pour tout ce qui a rapport à l'art de guérir ». Les détails de chaque hôpital sont confiés à un économe, nommé par le ministre et devant rendre compte de sa gestion. Auprès de chaque armée, un

directoire particulier pour les établissements relatifs aux malades (1). L'ancienne régie, qui a fait preuve d'une si lamentable incurie, sera supprimée à partir du 20 avril.

À la fin mai, l'ordre est à peu près rétabli, dans la population comme dans l'armée. Celle-ci a d'ailleurs tenu héroïquement, engageant la campagne d'Italie, repoussant derrière ses retranchements du Var l'assaut autrichien et soutenant le terrible siège de Gênes. Près de cinq mille soldats ont péri aux hôpitaux. Deux mille Niçois sont morts et les villages alentour n'ont proportionnellement guère moins souffert : deux cents victimes à Villefranche, sept cents à Saint-Martin.

L'examen des états de population de la région, avant et après l'occupation française, ne montre pas de grandes variations. Malgré les troubles de l'époque et l'émigration, il n'y a pas eu d'autre modification que la mortalité due à cette épidémie : avant 1792, 25.000 habitants, selon Fodéré; 26.000, d'après Grégoire. Le recensement de 1793 en fait ressortir 24.315; en 1797 et 1799, on en trouve 22.338.

Les administrateurs de la santé ont eu d'autres soucis encore. La jeune République est en guerre contre la Grande-Bretagne, la puissante flotte britannique louvoie en Méditerranée. L'Angleterre s'est alliée aux Régences d'Alger, Tripoli et Tunis, et les Barbaresques envisagent fort bien comme méthode de guerre d'introduire sur les côtes françaises des ballots de marchandises pestiférées. En mai 1799, sur l'avis des conservateurs de Toulon, le ministre de la Police ordonne une stricte surveillance des rivages méditerranéens. On convoque, à Nice, le Conseil

(1) Archives départementales, L 240.

municipal, le général Pouget, commandant le département, le commissaire de Marine et l'agent municipal de Villefranche. Un manifeste public fait connaître le résultat de cette délibération : interdiction de tirer des coups de feu ou d'allumer des feux au dehors la nuit pour ne donner à l'ennemi aucun indice; déclaration immédiate à la municipalité des ballots ou marchandises naufragés que l'on trouvera.

Des barriques et six planches de provenance inconnue, découvertes à l'entrée du port sont aussitôt brûlées avec toutes précautions; un peu plus tard, c'est un bateau naufragé qui s'échoue à Villefranche. On le fait remorquer selon toutes les règles sanitaires; un matelot, monté sur le pont malgré des ordres formels, est arrêté et astreint à une quarantaine de rigueur. Cette garde dure de longs mois, car un ordre du jour de l'inspecteur des douanes à la 8^e Division militaire, le 12 septembre, donne des ordres en conséquence :

« Je suis prévenu, par des avis particuliers, que si l'en-
« nemi ne peut réussir à effectuer un débarquement, il a
« le projet de nous communiquer la peste en jetant à la
« mer quelques ballots qui pourraient être recueillis sur
« le rivage. Il est expressément défendu, sous peine de
« mort, de toucher à ces ballots..., les patrouilles auront
« les ordres positifs d'établir un factionnaire partout où
« la mer aurait amené les débris d'un naufrage. Ces fac-
« tionnaires en empêcheront l'approche jusqu'à ce qu'on
« ait pris les mesures pour brûler ces objets » (1).

On surveille avec plus de soin la salubrité des vaisseaux et des équipages français. Un arrêté du Directoire du

(1) Archives départementales, M 231.

7 Vendémiaire, an VIII (29 septembre 1799), règle le service de santé de la Marine. A l'avenir, tout vaisseau mis en armement doit être visité aussitôt par l'aide-commissaire et l'officier de santé en chef. La cale, nettoyée et lavée, est purifiée au « gaz acide muriatique », puis blanchie à la chaux. A la mer, le poste des malades doit être gratté et lavé tous les jours, puis exactement séché; deux fois par jour, on le parfume selon les instructions du médecin-chef. Les hamacs et effets des matelots sont éventés quotidiennement. Si un homme vient à mourir d'une fièvre pestilentielle, on immerge son corps et tous ses effets. On n'embarquera plus sur les bâtiments de commerce et les corsaires que des officiers de santé qualifiés à la fois comme marins et comme gens de l'art (1).

Tant pendant la navigation qu'à l'arrivée au port, toutes les précautions sanitaires sont observées sur les bâtiments de l'Etat; les quarantaines s'appliquent rigoureusement aux provenances du Levant. Aucun germe de peste ne s'introduit en France et la contagion étrangère ne vient pas joindre ses ravages à ceux des fièvres malignes.

3) Consulat et Empire.

A la fin de l'an VIII, le défaut d'hygiène et les mauvaises conditions de vie du peuple s'ajoutant aux épidémies, laissent les Alpes-Maritimes, et d'une façon plus générale, toute la côte, dans un état déplorable au point de vue de la santé publique. Les mesures énergiques prises par Masséna ont réussi à atténuer momentanément ces misères. La première tâche des administrateurs qui lui succèdent sera

(1) F. CHASSÉRIAU, *Précis historique de la Marine française*. Paris, 1845, t. II, pp. 525 ss.

d'assainir la région et sinon d'y faire régner l'abondance, chose difficile alors, du moins de lui rendre un niveau de vie normal.

La guerre se poursuit sur mer, le blocus impérial commencera bientôt. La fièvre jaune règne en Espagne et en Italie. Tous les pays voisins doivent garder leurs côtes. Eviter la contagion extérieure, rendre à l'intérieur le bien-être et la santé, tel est le double aspect de l'œuvre entreprise par les fonctionnaires de Napoléon.

A) Assainissement du pays.

Ayant pris contact avec son département et constaté sa triste situation, le préfet des Alpes-Maritimes se hâte de remédier à cet état de choses :

« Considérant que dans l'espace de peu d'années, ce département a été en proie à plusieurs épidémies et que
« des maladies pestilentiellles sont continuellement répandues dans Nice; considérant que ces fléaux dépendent
« souvent de la non-exécution des règlements de police
« en tout ce qui est relatif à la voirie; considérant que ce
« département est placé d'une part sur la côte maritime,
« et de l'autre sur la frontière de la République, et que
« ces deux points extrêmement fréquentés par les étrangers ont plus particulièrement besoin de prévoyance »,
il arrête qu'il y aura près la Préfecture une commission de santé et de salubrité publiques composée de six membres, soit deux chirurgiens, un officier de santé et deux médecins, dont Fodéré. Cette commission, qui s'assemblera au moins trois fois par mois en séance secrète, présentera au préfet « tous les projets de règlement et toutes les vues qu'elle croira utiles, soit à l'hygiène publique, soit à la thérapeutique », veillera à l'exercice légal de l'art de

guérir, à l'inspection des pharmacies et drogueries. Elle tiendra correspondance avec les conservateurs de santé et les gens de l'art, et donnera gratuitement des consultations aux autorités constituées des divers points du département en cas d'épidémie. En somme, elle jouera le double rôle des anciens magistrats de santé et du protomédicat (1). Ces dispositions, du 15 Thermidor, an X (3 août 1802), sont complétées, six semaines après, pour l'exercice de la médecine et surtout de la pharmacie, par un nouvel arrêté, prélude à la loi de Germinal.

Dès le 28 septembre, la commission fait publier un important règlement général de salubrité publique. La première section traite des comestibles. Le débarquement des céréales est subordonné à l'examen et à l'autorisation préalable de la commission, comme autrefois du magistrat de santé. Les grains endommagés ne serviront qu'à l'extraction de l'amidon; seule est reconnue panifiable la farine de blé (à l'exclusion du maïs et de la pomme de terre), après une dessiccation à l'air de quelques jours pour éviter des dysenteries. La qualité du pain sera sévèrement contrôlée, bonne odeur, bonne saveur, bien levé et cuit, sans terre. Les viandes doivent provenir de bêtes saines, non en état d'imprégnation, et ne pas être échauffées; elles seront saignées, gonflées au soufflet (et non à l'haleine), puis dépecées, exposées publiquement, refroidies et visitées par le vérificateur.

Si toutes ces conditions ne sont pas remplies, s'il s'en dégage une odeur putride, la viande est rejetée, enterrée à 1 mètre de profondeur et recouverte de chaux vive. Pour les viandes et poissons salés, précautions semblables. Le

(1) Archives départementales, K 3, p. 139.

lait et le vin doivent être purs, non amalgamés avec des substances hétérogènes; jamais on ne les gardera dans des récipients de cuivre, étain, plomb ou laiton. La commission peut visiter, quand et comme il lui plaît, les entrepôts, moulins et boulangeries.

La deuxième section concerne les émanations, « l'air étant un fluide dont la pureté est nécessaire à tout le monde pour la conservation de la santé ». Les cimetières, fermés et plantés d'arbres, seront placés à plus de 100 pas de l'enceinte des communes et jamais dans la direction du vent dominant, relativement aux habitations. Les fosses auront au moins 1 m. 50 de profondeur et seront, en cas d'épidémie, couvertes de chaux vive; un local spécial est prévu pour l'enfouissement des animaux avec les mêmes précautions. Suivent les recommandations habituelles sur la propreté des rues, l'interdiction d'y jeter fumier, immondices et eaux grasses, l'obligation d'avoir des latrines à fosses profondes, creusées loin des puits et des rues.

Il faut une autorisation spéciale pour créer des fabriques à exhalaisons nocives : tanneries et corroyeries, brasseries, verreries, savonneries, filatures de soie. Situés à un quart de lieue de la ville et à plus de 50 pas de toute habitation, les rouissoirs de chanvre doivent être à eau courante.

La troisième section traite des eaux : ne pas boucher l'écoulement des eaux vives, ni jeter aucun poison; avoir sur les fontaines des canaux fermés et entretenus, sans contact avec des substances plâtreuses; chaque année, nettoyer les puits, changer le gravier du fond et y déposer une couche de chaux vive.

La dernière section renferme les dispositions générales : d'une part, la réglementation des pharmacies et des drogue-

ries, l'énumération des médicaments délivrés aux seuls apothicaires ou aux peintres sur ordonnance; d'autre part, les mesures d'urgence en cas d'épidémie : rapport immédiat des maires au sous-préfet et au préfet, et des gens de l'art à la commission; fermeture des frontières et des ports, en cas de contagion voisine. Des recommandations particulières contre la rage terminent le règlement. Pendant les grands froids et les fortes chaleurs, les chiens seront gardés à l'attache ou muselés; on disposera dans les rues des aliments empoisonnés pour les chiens errants. Mais avant de mettre à mort un chien suspect, on l'enfermera trois jours dans une enceinte désignée; si « au bout de ce terme il continue d'être furieux, triste et de ne vouloir rien prendre, alors seulement on le privera de la vie; et tous les chiens et autres animaux qui auraient été mordus par lui seront aussi immédiatement mis à mort ». Quant aux personnes mordues, le Règlement dit :

« La rage, cette maladie terrible, se prévient très bien
« en cautérisant immédiatement l'endroit mordu, soit avec
« un fer rouge, soit avec la pierre à cautère, la pierre infernale, le beurre d'antimoine, l'eau mercurielle fumante;
« mais dans ce dernier cas, il faut insinuer le cautère dans
« toute la profondeur de la plaie qui a été faite par les
« dents de l'animal et même au delà ».

Enfin, les vêtements mordus par l'animal enragé doivent être brûlés (1).

D'autres règlements viennent compléter et renforcer ces premières mesures. Un décret du 23 Prairial, an XII, se rapporte aux cimetières : inhumation en fosses séparées, profondes de deux mètres, les fosses étant distantes les unes

(1) Archives départementales, K 3, p. 201.

des autres de 2 à 3 mètres sur les côtés et de 3 à 5 mètres à la tête et aux pieds. On ne pourra les rouvrir pour de nouvelles sépultures qu'après cinq ans révolus; c'est-à-dire qu'on prendra pour chaque cimetière un terrain cinq fois plus grand qu'il ne le faudrait pour le nombre présumé de morts en un an. Un questionnaire très détaillé est adressé aux maires dans chaque commune pour connaître la population, le nombre annuel de décès, l'existence et les caractères du cimetière. L'examen des réponses nous prouve que l'insuffisance des lieux de sépulture donnait lieu à des émanations continuelles et nuisibles.

Des épidémies en ont effectivement résulté à Aspremont, Levens, Lucéram et Bonson (1). A Nice même, les fièvres malignes de l'an VIII ont démontré la nécessité impérieuse d'un troisième cimetière. Mais l'habitude d'enterrer dans les églises et dans les villages est bien enracinée. Un décret épiscopal le défendant, du 30 juin 1783, était resté lettre morte. Au début de 1806, la commune de Castillon subit une épidémie dont on reconnaît pour cause principale l'infection émanée des caveaux de sépulture; le mal cesse dès que ces caveaux sont comblés et hermétiquement bouchés. De là, un arrêté du 12 mars de même teneur que les précédents, mais appliqué cette fois. Pour éviter tout nouvel ennui, un décret impérial défend, le 7 mars 1808, d'élever des habitations ou de creuser des puits à moins de 100 mètres des nouveaux cimetières (2).

La police des professions médicales et pharmaceutiques s'exerce. En janvier 1803, est décidée l'uniformisation des médicaments officinaux les plus importants, antimoniaux,

(1) Archives départementales, M 277.

(2) Archives départementales, M 278.

mercuriels, opiacés et sels neutres, car ils sont « préparés chez chacun d'une manière différente, tellement que tantôt ils sont trop actifs et deviennent poison, et tantôt ils sont sans aucune efficacité » (1). Puis, le 10 avril (21 Germinal, an XI), est promulguée une loi qui jette les bases de l'organisation de la pharmacie en France jusqu'à nos jours.

La commission entretient une correspondance active avec le personnel sanitaire. En mai 1804, la Société de Médecine de Marseille élabore un projet de correspondance trimestrielle entre les départements des Bouches-du-Rhône, Var, Basses-Alpes, Alpes-Maritimes et Vaucluse, sur tout ce qui touche aux sciences (météorologie, hygrométrie, topographie, hydrographie) et à la médecine (maladies du trimestre, leur caractère épidémique ou non, cas intéressants) (2). L'année suivante, une circulaire du ministre de l'Intérieur, après avoir rappelé l'institution « mal saisie » et mal appliquée de « médecins des épidémies », ordonne :

« Aussitôt que les malades d'une commune excéderont le
« nombre ordinaire, et qu'il y aura apparence d'épidémie,
« le maire sera tenu d'en aviser sans délai le sous-préfet,
« qui y enverra sur-le-champ, le médecin de l'arrondisse-
« ment. Celui-ci, avant son départ, se pourvoira à la sous-
« préfecture des remèdes dont il jugera avoir besoin....
« Arrivé dans la commune affectée de la maladie, il pren-
« dra dans les diverses maisons où elle règne des rensei-
« gnements positifs sur sa nature et sur les moyens em-
« ployés jusqu'alors pour la combattre; s'il reconnaît que
« cette maladie n'est point épidémique, il pourra borner là
« sa mission, après avoir prescrit aux malades un plan de
« conduite.... Si la maladie s'annonce grave, alors, sans

(1) Archives départementales, M 255.

(2) Archives départementales, M 243.

« quitter la commune », il fera son rapport au sous-préfet, indiquera les remèdes et mesures utiles jusqu'à la fin de la contagion.

Pour éviter la mortalité fréquente, faute de remèdes, parmi les p^{auvres} de la campagne, des boîtes de médicaments sont envoyées à toutes les sous-préfectures : purgatifs, quinquina, agaric, camphre, ipéca, cantharides, émétique, kermès, mercure doux, extrait de saturne, alcali, laudanum, thériaque, boules de mars et onguents. Enfin, comme les mesures préventives des épidémies « consistent dans la connaissance et la publication des causes qui les ont occasionnées et des moyens par lesquels on les a extirpées », ces médecins présenteront « le tableau fidèle de ces maladies et de leur nature, des symptômes qui les auront accompagnées, du traitement employé pour les combattre, du nombre des personnes qui en auront été atteintes et de celles qui auront succombé »; ainsi, l'Ecole de Médecine de Paris établira la topographie médicale de l'Empire, avec l'histoire et le traitement des épidémies. Pour les désinfections, on recommande les « fumigations acides de M. Guyton-Morveau » : dans un flacon renfermant en proportion définie du sel marin et de l'oxyde noir de manganèse, on verse une quantité donnée d'acide sulfurique du commerce dilué au demi; la purification se fait par le chlore naissant dégagé au cours de la réaction (1).

Le Gouvernement fait rechercher les plantes indigènes qu'on pourrait substituer aux plantes exotiques dans la pharmacopée; il encourage le cours de botanique médicale comparée de Bodard. Celui-ci, s'il reconnaît que le quin-

(1) Archives départementales, M 262 et M 272.

quina, le café ne peuvent vraiment être remplacés, traite purement et simplement des drogues comme la noix vomique de « narcotique irritant au premier degré, à rejeter de la matière médicale ».

Un décret impérial, vers le même temps, supprime dans le délai de six mois toutes les permissions accordées pour la vente des remèdes secrets. Le 18 août 1810, une commission spéciale est chargée d'examiner les formules qu'on lui soumettra et de les faire acheter par l'empereur si elles sont reconnues à la fois nouvelles et utiles. Ceci limitera l'activité des charlatans : un dentiste, Joseph Cordara, de Nice, osait proposer le plus sérieusement du monde de la racine de carotte, comme topique anticancéreux et une infusion de racines d'aristoloche dans du vin sucré comme topique antitigangréneux! (1)

Le 15 octobre, un autre décret réglemente les établissements industriels insalubres. On y distingue trois catégories. Dans la première, les amidonneries, fours à chaux, tanneries, souffreries, usines de charbon et de rouissage devront être éloignées des habitations particulières; pour les créer, l'autorisation du Conseil d'Etat est nécessaire. Les teintureries, plomberies, filatures, fonderies, dans la deuxième catégorie, et les brasseries, savonneries, imprimeries, fabriques d'acide sulfurique dans la troisième, pourront demeurer non loin des demeures, à condition que leur exposition soit convenable; l'autorisation préfectorale suffit pour les établir (2).

(1) Archives départementales, M 272.

(2) *Ibid.*, M 275.

b) Lutte contre la variole.

Toutes ces mesures avaient pour but d'assainir le pays en réduisant les causes locales d'infection. Il fallait, en même temps, lutter contre une maladie qui ravageait une bonne partie de l'Europe, la variole. Ce mal repoussant était presque toujours mortel; ceux qui avaient la chance d'en réchapper demeuraient marqués de façon indélébile pour le reste de leurs jours. C'est en juin 1798, que Jenner avait présenté son premier mémoire sur la variole et la vaccine. Dès 1799, sous l'impulsion du secrétaire à l'Intérieur, Lucien Bonaparte, son mode d'inoculation, dit vaccination, est appliqué en France dans un institut de vaccine. Il restait à répandre dans tout le pays et dans la masse du public les principes de ce traitement.

La méthode préconisée d'abord de l'inoculation directe avait rencontré peu de succès. L'on objectait que la petite vérole se manifestait périodiquement, épargnant bon nombre d'individus; dans ces conditions, l'inoculer revenait à l'introduire là où elle ne se fût peut-être pas déclarée. Au surplus, la maladie provoquée étant aussi grave que la contagion naturelle, ce moyen de préservation heurtait le préjugé religieux selon lequel il fallait s'en remettre à la Providence. On fit quelques essais à Nice et à Monaco, mais le grand public ne se laissa pas convaincre.

La vaccination est bénigne au contraire, et ceci explique la faveur dont elle jouit dès le début. Les Alpes-Maritimes sont très éprouvées. Partout où sévit le mal, un minimum de 6 % de décès, les cantons de la montagne surtout sont fortement atteints. En 1801, le quart des enfants de Contes est enlevé; à Lantosque, quarante-cinq morts sur cent ma-

lades, et à Peillon, vingt-quatre décès pour soixante-dix variolés (1).

Un fait probant vient renforcer la thèse des partisans de la vaccine et achève de détruire les derniers préjugés. En juillet 1801, la fille d'un pharmacien niçois, Victoire Vèrani, vaccinée deux mois auparavant, subit une éruption boutonneuse bénigne; le bruit se répand en ville que c'est la petite vérole et certains insinuent que la vaccination n'y est pas étrangère. Heureusement, le père de l'enfant est un adepte convaincu de la méthode nouvelle : il réunit auprès de sa fillette un groupe de médecins et ceux-ci reconnaissent et font publier partout que l'enfant est saine, qu'elle ne présente aucun symptôme de variole. Bien au contraire, elle a cohabité quelques jours avec une petite amie atteinte de ce mal et n'en a rien attrapé (2). La preuve est faite.

Le 3 août 1802, en même temps que la commission de salubrité, le préfet Dubouchage crée, à Nice, « un Comité central de Vaccine chargé de vacciner gratuitement tous les citoyens qui se présenteront, de suivre les périodes de vaccination et de délivrer gratuitement du virus à tous les gens de l'art et à tous les habitants du département ». Tout médecin et chirurgien salarié par une commune ou un hospice doit vacciner gratuitement. Un mois plus tard, la commission rédige une circulaire aux maires, fonctionnaires et curés du département, les priant de lui communiquer leur sentiment et leurs observations sur la vaccine; les maires doivent transmettre à la préfecture un état des individus vaccinés.

Le succès de la méthode est éclatant; dès 1802, Fodéré compte dans une tournée, « 600 vaccinés, tous sans acci-

(1) FODÉRÉ, *Voyage aux Alpes-Maritimes*, t. II, p. 276.

(2) D^r A. MAGNAN, *Contribution à l'Histoire de la Médecine dans le comté de Nice*, p. 112.

dent, sans avoir gagné la petite vérole au milieu d'une épidémie de cette maladie ». Aussi une nouvelle circulaire prescrite par le Comité central de Vaccine de Paris est accueillie, en mai 1803, avec faveur (1). Dubouchage propage le traitement avec un tel zèle que, l'année suivante, Chaptal, ministre de l'Intérieur, le félicite et le cite en exemple aux autres préfets.

Un dernier arrêté du 25 avril 1804, crée un nouveau Comité central de Vaccine à Nice et deux Comités d'arrondissement à Monaco et Puget-Théniers, ayant chacun une section permanente et gratuite des vaccinations. Le Comité central a la garde du virus. Dix-sept Comités de canton sont établis à chaque Justice de Paix (Sospel, Villefranche, etc.); ils ont pour but de répandre la vaccine dans les campagnes et de dresser des statistiques. Des contrôleurs et inspecteurs assurent la liaison entre ces divers échelons (2). Cette organisation, qu'il a fallu créer de toutes pièces, est un modèle de simplicité et de prévoyance. Grâce à elle, la hideuse maladie recule chaque jour davantage, jusqu'à ne plus compter que des cas sporadiques, à l'exclusion de toute épidémie.

Par ailleurs, la fin de l'an VIII a laissé les hôpitaux dans un état lamentable. Nice comptait, en 1790, les hôpitaux de la Croix et de Saint-Roch et cinq hospices. En 1803, il ne reste plus qu'une maison de charité et un hôpital :

« Les troupes ont dévoré les lits, le linge, et les meubles
« de ces demeures sacrées; les Congrégations, détruites ou
« tombées en désuétude, en ont laissé tomber les édifices,

(1) Archives départementales, M 263.

(2) D^r MAGNAN, *Contribution à l'Histoire de la Médecine dans le comté de Nice*, pp. 114 ss.

« qui, d'ailleurs, avaient servi au logement des différentes « armées » (1).

A Villefranche, il restait deux hospices comportant en tout huit lits; à Monaco, l'hospice Saint-Elme, « faute de revenus, ne pouvait donner que le couvert aux malades ». De même à Menton. Dans les villages de la montagne, le nombre de lits avait également diminué : de huit à trois à Utelle et à deux seulement à Guillaumes. Une lettre de Dubouchage aux sous-préfets, datée du 25 août 1803, résume la situation :

« Sous l'ancien Gouvernement, toutes les œuvres de charité avaient un caractère religieux. Ce système les avait rendues aussi florissantes que le comporte la pauvreté de ce département.... »

Aujourd'hui, tout est changé : « Les rapports ne m'indiquent même pas le nombre exact des institutions de charité qui sont encore en activité ou qui existaient en 1792 dans ce département. Le service y a cessé, les fonds ont disparu. »

De premières mesures palliatives sont indiquées :

« Je vous transmets ci-joint l'état des communes où il faut établir des administrations parce qu'elles avaient quelque institution de bienfaisance. Je ne vois d'hôpitaux à traitement vraiment nécessaires que ceux de Nice, Monaco ou Menton.... Partout ailleurs, des distributions de secours ou des traitements à domicile sont bien plus utiles. La répugnance qu'ont les pauvres à entrer aux hôpitaux; la dépense qu'ils y occasionnent, l'insuffisance des soins qu'ils y reçoivent et qui ne peuvent jamais remplacer les tendres attentions des parents, l'infection de l'air occa-

(1) FODÉRIÉ, t. II, p. 333.

« sionné par un rassemblement d'infirmes, et qui rend les
« maladies plus opiniâtres et plus dangereuses, enfin l'opi-
« nion bien prononcée du Gouvernement doivent engager
« à réduire les hôpitaux à traitement au moindre nombre
« possible et à favoriser les hospices en distribuant des ser-
« vices à domicile et les Monts de Piété. »

L'hospice paye les officiers de santé et les remèdes. Le Mont de Piété communal fournit de l'argent ou des grains, « car c'est en nourrissant le sain qu'il faut secourir le malade » (1). En 1806, en 1811, sont élaborés des projets pour l'établissement à Nice d'un nouvel hôpital; ils demeurèrent sans suite. En mai 1813, le Conseil d'arrondissement écrit :

« Ni la ville, ni les hospices de Nice ne possèdent aucun
« local propre à y établir un hôpital civil et militaire. Celui
« que cet établissement occupe maintenant présente le dou-
« ble inconvénient de ne point lui appartenir et d'être placé
« au centre de la ville entouré d'habitations, de façon que
« si jamais un mal contagieux venait à s'y manifester, il
« serait impossible de prendre des mesures sanitaires
« propres à l'isoler. Cet hôpital, ainsi placé, est un foyer
« de contagion qui met la santé des habitants dans un
« danger continuel » (2).

La question ne sera réglée que beaucoup plus tard, quand sera édifié, en 1858, l'actuel hôpital Saint-Roch.

En somme, le Gouvernement ne tient guère à établir des hôpitaux, car la double question du budget et de l'approvisionnement est toujours épineuse. Mais il favorise de toutes

(1) Archives départementales, X 2.

(2) L. BONIFACE, *Les Etablissements de Bienfaisance dans les Alpes-Maritimes, sous le régime français, de 1800 à 1814* (Nice historique, janvier à décembre 1942).

les façons les soins préventifs en veillant à la salubrité publique et en luttant contre la grande épidémie du temps, la variole. Il pourvoit aux secours à domicile par les hospices, les Monts de Piété locaux, les médecins des épidémies et les boîtes de médicaments des campagnes. Ces mesures contribuent beaucoup à améliorer l'état sanitaire de la région et, vers 1809, les résultats en sont très sensibles. Malheureusement, durant la fin de cette période, le pays connaît de mauvaises récoltes et cela atténue les bienfaits d'une administration intelligente et active.

c) **Protection sanitaire des côtes.**

La surveillance des ports est chose fort importante sous le Consulat et l'Empire, car la peste et la fièvre jaune louvoient alternativement sur les côtes méditerranéennes, Italie, Espagne, Algérie. Il faut maintenir et renforcer les règlements généraux existants, et parer en même temps à chaque épidémie qui éclate sur les rivages voisins. Le système des quarantaines ne subit donc pas d'adoucissement.

Un premier arrêté du 4 février 1801, place sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et sous la surveillance du préfet maritime du port les lazarets du Midi de la France, sauf celui de Toulon dont l'attribution revient au ministre de la Marine. Leur police et leur administration continuent d'appartenir aux conservateurs de santé locaux, les conservateurs de Marseille donnant leurs instructions à tous les autres :

« Les règlements nécessaires pour déterminer le régime
« sanitaire et les précautions générales à prendre dans
« chaque lazaret seront faits par les ministres réunis de
« l'Intérieur et de la Marine. Jusque-là, les règlements ac-

« tuellement en vigueur continueront à recevoir leur exécution. »

Les bureaux de santé sont réorganisés dans les Alpes-Maritimes, par un arrêté préfectoral du 14 Brumaire, an XIII (4 novembre 1804) ; institués à Nice, Villefranche, Monaco et Menton, ils agissent conformément aux ordres de l'administration sanitaire de Marseille et d'après les lois en vigueur. Ils rendent compte de toutes occurrences au préfet, et désignent les préposés de santé (1).

Cependant, l'obligation pour tous les navires d'accomplir leur quarantaine à Toulon ou à Marseille, cause une gêne considérable à la flotte en ce temps de guerres. Seuls, peuvent faire quarantaine dans un port des Alpes-Maritimes, les navires dont l'innavigabilité est reconnue et non chargés de marchandises contumaces (2). Aussi, par une lettre du 16 janvier 1807, le ministre de l'Intérieur autorise les navires ne provenant pas d'un pays suspect, mais devant subir une quarantaine d'observation, à raison de leur communication en mer avec des corsaires, à purger leur contumace dans le port où ils aborderont et d'après les ordres du bureau de santé. Tous les bâtiments assujettis à une quarantaine de rigueur continueront à l'effectuer à Toulon, Marseille ou Gênes (3). Un règlement du 12 décembre 1806 prévoit pour tout bateau provenant de pays suspect, que le pilote lamaneur « le conduira à l'endroit fixé pour les « visites et précautions sanitaires, sans communiquer avec « lui s'il est possible. Le pavillon de quarantaine sera arboré à la tête du mât d'artimon et si le navire n'a qu'un

(1) Archives départementales, K 6, p. 18.

(2) Archives départementales, M 235.

(3) *Ibid.*, M 236.

« mât, le pavillon sera frappé sur l'étau de beaupré, et
« d'une manière visible » (1).

Quatre ans plus tard, le lieutenant du port de Monaco fait approuver par le préfet et le ministre de l'Intérieur, un projet de règlement de police des ports de Monaco, Nice et San-Rémo; il pourvoit à toutes les formalités d'entrée et sortie de rade, de patente de santé et d'arraisonnement, ainsi qu'à la sûreté et à la propreté des ports (2).

La première contagion dont l'on ait eu à se préserver sévit en Espagne, en novembre 1800, et l'on ne sait trop s'il s'agit de peste ou de fièvre jaune. Mais l'une ne vaut pas mieux que l'autre : les patrons pêcheurs, pour quitter Toulon ou Marseille, devront avoir une autorisation qu'ils feront viser au bureau de santé, une fois au moins par décade, et qu'ils montreront à chacun de leurs retours. Tout individu surpris sur la côte, exerçant la pêche sans autorisation, sera arrêté et emmené au lazaret; tout patron s'écartant du rivage au delà de la vue, sera soumis à une quarantaine d'observation (3). Cette alerte ne dure pas et ces dispositions sont adoucies quinze jours après, puis assez rapidement supprimées.

Quatre ans s'écoulaient assez calmes, à part la constante surveillance des provenances ottomanes; mais la peste règne de façon si persistante dans le Levant, qu'une telle méfiance fait partie de la routine quotidienne des ports depuis le xvi^e siècle. A l'automne de 1804 se répand le bruit que la fièvre jaune fait de grands ravages à Malaga, puis à Livourne.

(1) CHASSÉRIAU, *Précis historique de la Marine française*, t. II, pp. 220 ss.

(2) Archives départementales, S 68.

(3) *Ibid.*, M 231.

Comme cela se passait trop souvent, les autorités locales opposent à cette nouvelle un démenti public formel. D'un procès-verbal du 17 octobre :

« Il résulte que tous ont pensé, les voix recueillies à
« l'unanimité, que la fièvre qui s'est manifestée à Livourne
« n'est nullement contagieuse, ni pestilentielle; qu'elle ne
« doit donc nullement alarmer le public sur ses progrès et
« ses suites, quoique quelques-uns d'entre eux eussent cru
« apercevoir aux premiers instants... des symptômes inquié-
« tants qui pouvaient avoir quelques rapports avec des fiè-
« vres qui ont offert un si grand nombre de victimes...;
« pour conclusion, qu'il ne règne et qu'il n'a régné à Li-
« vourne aucune maladie contagieuse qui exige des mesures
« extraordinaires de la part d'aucun gouvernement, mesures
« si contraires à la tranquillité et à l'intérêt général » (1).

Mais les voisins se méfient, car le souvenir des horreurs de 1720 est présent à toutes les mémoires. Dès le 5 octobre, la libre pratique est interdite aux procédures d'Espagne et de Toscane, par circulaires adressées aux conservateurs de Marseille, Toulon, Saint-Tropez, Cannes, Antibes, Nice, Villefranche, Monaco et Menton. Le lendemain, le maire de Nice demande au préfet d'adopter des mesures analogues sur les frontières de terre :

« La peste n'anéantit Messine en 1743, elle n'avait mois-
« sonné les deux tiers de l'immense population de Marseille
« en 1720 que par des introductions défendues faites par
« des hommes avides ou imprudents. La fièvre jaune est la
« peste de l'Occident, elle en a tous les symptômes, elle
« n'est pas moins homicide et destructrice que la peste de
« l'Orient » (2).

(1) Archives départementales, M 232.

(2) *Ibid.*

L'examen des passeports est rigoureux; les lettres sont passées à la fumée, largement incisées en deux points avec un canif et plongées dans le vinaigre. Le 21 octobre, des postes de garde sont établis à Villefranche, Eze, La Turbie, Monaco et Roquebrune. Un ballot de laines et couvertures, trouvé sur la plage de Villefranche, est coulé au fond de la mer, sous une profondeur de 40 brasses d'eau et à une distance d'une lieue et demie de la terre, suivant les lois sanitaires. En même temps sont réorganisés sur toute la côte, les bureaux de santé, dont le maire, les médecins et chirurgiens sont membres avec des propriétaires et négociants du pays. On fournit des armes et des munitions aux corps de garde, car n'ayant rien encore, ils sont inutiles. A la mi-novembre, un cordon de troupes est placé à la frontière de Menton-Garavan.

La libre pratique est refusée aux bâtiments venant des Etats ecclésiastiques, Naples et Sicile. Le 23 novembre paraît un arrêté contre les émigrés espagnols et toscans qui tentent de se réfugier en France :

« Considérant que dans une telle circonstance l'indulgence est coupable et la négligence criminelle, qu'un nombre de familles de ce département ont ou peuvent avoir des parents dans les lieux infectés, qu'il est indispensable de se prémunir et contre les liens du sang et contre les mouvements de la sensibilité et contre ceux d'un vil intérêt, que la moindre infraction aux lois sanitaires est un crime contre la société, crime dont tout réclame la punition la plus prompte et la plus solennelle », tout individu nouvellement arrivé, doit être déclaré à la mairie et y présenter sa patente de santé, sous peine de graves sanctions (1). Le 28, on n'admet en France « aucun

(1) Archives départementales, K 6, p. 27.

effet et marchandises faisant suite aux voyageurs provenant de Livourne ou autres lieux suspects et cela nonobstant qu'il fût constaté que ces voyageurs eussent fait la quarantaine en règle à Gênes. » Le 8 décembre, une quarantaine d'observation de quinze jours est adoptée envers les provenances liguriennes, leur proximité de l'Etrurie empêchant d'être informé par le courrier ordinaire, de l'état de santé du lieu de leur départ à l'époque où ils ont fait voile; malgré les protestations de Gênes, elle est maintenue jusqu'à fin février.

Enfin, les nouvelles sont meilleures, les postes sanitaires sont supprimés le 22 février et, au début de mars, les quarantaines sont levées.

Toutes ces mesures n'ont pas laissé de provoquer bien des complications. C'est d'abord Vintimille qui fait payer 10 sols chaque carte de santé qu'elle délivre : tous les pauvres gens sont dans l'obligation de franchir clandestinement la frontière malgré les gardes : « Le poste de Garavan où « il y a plus de 50 avenues qui favorisent des entrées clandestines, comme ces avenues sont si multipliées et couvertes de citronniers, qu'on n'a jamais pu empêcher dans « cet endroit la contrebande » (1).

A cet endroit d'ailleurs, la limite du territoire des Alpes Maritimes, se trouve au milieu du port; il faudrait, pour assurer une surveillance exacte, reculer cette limite à l'extrémité du port au Pont Saint-Louis, mais les Liguriens s'y opposent. Le service de la garde sanitaire lui-même est assez mal supporté dans nombre de villages côtiers. Le maire de Peille rapporte avec consternation que « chaque « matinée, une heure auparavant du jour, je suis obligé

(1) Archives départementales, M 232.

« d'aller chercher tous ceux qu'ils sont été commandés
« pour le départ, non obstant d'après toutes les démarches
« que je fais avec toute prudence, je ne peux obtenir d'eux
« que le désagrément de la désobéissance... et l'insouciance
« du capitaine de la Gendarmerie nationale dans cette com-
« mune pour suppléer le service à la garde sanitaire de
« La Turbie » (1).

Heureusement, il n'en est pas ainsi partout. A Roquebil-
lière, « nous faisons de notre mieux, et Dieu et les Saints
« feront le restant et demain commenceront dans la pa-
« roisse des prières publiques. Nos ancêtres, en l'époque
« des maladies épidémiques, par contrats passés devant no-
« taires, s'obligèrent à perpétuité de les fêter ».

A Antibes, le zèle est si grand qu'il provoque des compli-
cations diplomatiques. Un des conservateurs de la ville étant
pour affaires à Nice, le 14 novembre, entend dire que des
forçats livournais y ont été débarqués et logés de force chez
l'habitant, et qu'un autre groupe d'individus toscans s'y est
introduit en fraude; la police les rechercherait. Aussitôt, il
retourne à Antibes et fait assembler le bureau de santé :
Nice, Villefranche, Menton et Monaco sont déclarés con-
tumax; on place au Var un cordon de troupes, tous les
ports de la côte sont avertis de ces mesures. Si bien qu'en
peu de temps, sur la foi de rumeurs non contrôlées, le Var
et la Ligurie rompent toute communication avec les Alpes-
Maritimes. Il faudra trois semaines de protestations niçoises
et des ordres exprès tant des conservateurs de Marseille que
du ministre de l'Intérieur pour que cette décision précipitée
soit rapportée et que les relations reprennent entre Toulon,
Nice et Gênes (2).

(1) Archives départementales, M 233.

(2) Archives départementales, M 232.

Des considérations politiques emmêlent aussi les choses. Ainsi, dans une lettre confidentielle à Dubouchage, le général Menou refuse de croire à la fièvre jaune de Livourne.

« Je crois que des intrigues à la fois politiques, jacobines et commerciales ont propagé l'opinion que la maladie de Livourne était épidémique.

« *Politiques*, car plusieurs puissances ne se souciaient nullement que le Pape vînt en France.

« *Jacobines*, car tous les enrégés de cette espèce sont aussi au désespoir du voyage du Saint-Père qui ruine leurs espérances et qui va infiniment contribuer à mettre fin à leurs brigandages.... C'est une bataille à mort.

« *Commerciales*, car Messieurs les Gênois qui aiment passablement l'argent, cherchaient à discréditer Livourne et la Toscane afin d'attirer chez eux tout le commerce qui se ferait par Livourne » (1).

De tout cela, il apparaît qu'on lève les mesures de précautions beaucoup plus tôt en France qu'en Italie, puisqu'à Milan la contumace et les cordons sanitaires subsistent dans toute leur rigueur jusqu'à la fin de l'été 1805.

Les dernières années du Premier Empire s'écoulaient dans un calme relatif. En 1810, quelques craintes au sujet d'une peste en Espagne; limitation de la pêche, quarantaines et gardes reprennent. Un signal d'alarme est fixé aux principaux postes : « Deux coups de canon tirés de la batterie la plus voisine du point menacé et répétés instamment par les autres postes; des drapeaux rouges placés sur les points les plus élevés le long de la côte seront aussitôt déployés et inclinés du côté où sera le danger. Le tocsin sera sonné par la cloche communale. »

(1) Archives départementales, M. 232.

La nuit, au lieu des drapeaux, des feux seront allumés (1).

Aucun incident ne se produit, cette fois encore. L'adoption des principales mesures sanitaires sardes s'est faite pratiquement au moment du besoin. Il reste cependant à les codifier et à en étendre l'application à toute la France. Ce sera l'œuvre de la Restauration.

(1) Archives départementales, M. 236.

CHAPITRE V

Le commencement du XIX^m siècle

1) Restauration sarde à Nice.

En 1815, le Congrès de Vienne rend au roi de Piémont le comté de Nice. Immédiatement, toutes les institutions qui s'y trouvaient avant la Révolution sont rétablies. Le proto-medico publie une nouvelle *Tassa* des médicaments. Le magistrat de santé impose, le 3 janvier, un tarif des droits patente :

« Pour toute patente d'un bâtiment d'un tonnage de :	
« 1 à 10 tonneaux.	4 francs.
« 11 à 20 tonneaux.	6 francs.
« 21 à 40 tonneaux.	7 francs.
« 41 à 80 tonneaux.	8 francs.
« 81 à 100 tonneaux.	9 francs.
« 101 tonneaux et au-dessus.	10 francs.
« Pour toute bullette de passer.	2 francs.

Ces frais sont réduits de moitié pour les sujets sardes (1).

Le magistrat reprend sa correspondance avec tous les organismes officiels et avec les conservateurs de santé étran-

(1) Archives départementales, *Magistrat de santé*, (1814-1860), 13.

gers. Comme auparavant, ce sont des transmissions de renseignements, les indications des précautions adoptées. En 1816, une épidémie éclate à Bari, en Italie. La ville est aussitôt entourée de deux cordons sanitaires, dont le second a un rayon de 12 milles; une troisième ligne de postes garde les frontières de la province infectée. Quarantaines et refus de pratique, parfum des lettres au vinaigre, établissement d'un hôpital d'observation et d'un lazaret, les mesures sanitaires sont toujours les mêmes.

Il semble, toutefois, que le magistrat soit un peu débordé durant ces toutes premières années de réadaptation, car le prince de Monaco écrira, le 10 décembre 1817 :

« Nous sommes convenus que l'intendant général de santé
« dans la principauté entretiendrait une correspondance
« active avec celui de Nice. Or, pour une correspondance,
« il faut être deux; Monaco écrit, mais Nice ne répond
« pas et met depuis longtems la plus mauvaise grâce dans
« ses relations. Je livre cette observation à votre sagesse,
« et je crois de l'intérêt de tous que Nice montre un peu
« moins d'indolence pour un objet d'une aussi haute im-
« portance » (1).

Mais cette « indolence » ne dure pas. Le magistrat se renseigne en détail sur des fièvres qui déciment, en 1818, puis en 1822, la vallée de Lantosque. Ce sont, dit le phlébotome local, des fièvres putrides vermineuses, puis pétéchiales dues aux engrais et immondices qui infectent l'air des maisons. On donne les ordres de salubrité et on envoie les secours nécessaires (2).

Le pouvoir central est également actif. Les patentes

(1) Archives départementales, *Magistrat de santé* (1814-1860), 1.

(2) *Ibid.*, 57, et 91.

royales du 26 décembre 1815 comprennent parmi les devoirs des officiers consulaires celui d'avertir les magistrats de santé de Sicile, Piémont, Savoie, Gênes et Nice « de tout ce qui peut intéresser les affaires sanitaires », sous peine de déchéance. Celles du 16 septembre 1816, chargent de plus les consuls sardes au Levant et en Barbarie de viser les patentes de santé des bâtiments nationaux, et de leur délivrer ces pièces au départ des Echelles. Si l'une de ces escales est atteinte de peste, le consul enverra au-devant des provenances sardes une embarcation arborant une flamme rouge, sans que les deux bateaux communiquent autrement que de la voix (1).

Les lazarets de Nice et de Villefranche étant devenus inutilisables, les bâtiments venant de lieux infects qui mouillent dans ces ports en doivent repartir de suite pour subir à Gênes leur quarantaine. Pour l'éviter, le 21 avril 1819, le roi autorise la reconstruction du lazaret de Villefranche. La commune en assume les frais, aidée par un emprunt volontaire lancé avec succès parmi les négociants niçois. La liste des travaux à effectuer comporte la réparation des anciennes enceintes pour les quarantaines de rigueur; la construction de locaux pour les passagers, pour les gardes brutes, pour les malades non contagieux, pour la purge des chargements susceptibles; l'aménagement d'une infirmerie, de cuisines et de trois magasins pour les « sereines » (mises à l'évent) des hardes des équipages (2). Les travaux dureront jusqu'en 1831.

Le 1^{er} juillet 1819, paraissent des patentes royales contenant des instructions générales sur la vaccine. Elles sont parallèles aux dispositions prises quinze ans auparavant

(1) Regi Editti e Manifesti (1815-1816).

(2) Archives départementales, *Magistrat de santé* (1814-1860), 2.

par le préfet Dubouchage; une Junte supérieure de vaccine dans la capitale se réunissant tous les six mois, et des Juntas de vaccine s'assemblant chaque trimestre, dans tous les chefs-lieux de province. Elles étudient l'état de la variole, les progrès de la vaccine et les suggestions nouvelles à ce sujet; elles propagent la méthode et la font appliquer. Autour d'elles sont respectivement nommés un directeur général des vaccinations, et des conservateurs et commissaires de la vaccine qui ont la garde du virus et le font administrer. Tous les élèves des écoles et tous les indigents des hospices seront vaccinés dans un délai de trois à six mois; on tiendra registre des vaccinations pour en délivrer des certificats. Des prix annuels seront attribués aux médecins qui auront pratiqué le plus grand nombre de vaccinations avec succès (1).

Parfois, le procédé aura trop de faveur : en 1828, à Péone, un cas importé de variole communique l'infection à tout le village, car en guise de préventif, « quelques-uns ont eu la simplicité d'inoculer la petite vérole à leurs enfants sans préparatifs et de la même manière qu'on donne le virus vaccin! ». La mortalité est élevée et l'on enrayera difficilement cette épidémie créée par un zèle mal éclairé (2).

2) Législation française nouvelle.

À la fin de l'été 1821, la fièvre jaune éclate une fois de plus en Espagne. Les magistrats de Turin, Gênes et Nice prennent aussitôt les mesures habituelles (nomination d'officiers de santé, nécessité du certificat de santé pour circuler, gardes aux frontières) (3).

(1) Regi Editti e Manifesti (1819).

(2) Archives départementales, *Magistrat de santé* (1814-1860), 70.

(3) Regi Editti e Manifesti (1821).

En France, c'est l'occasion d'établir enfin une véritable législation sanitaire, complète et cohérente, au lieu d'un ensemble confus de lois, de circulaires et de traditions locales. Jusque-là, aucun règlement important, si ce n'est la circulaire ministérielle du 5 juin 1816 : elle recommande de taillader de part en part le courrier et les patentes provenant de pays suspects et de les plonger dans le vinaigre ou de les passer à « l'acide muriatique oxygéné », ou à la vapeur de soufre.

Le 18 septembre 1821, paraît une ordonnance qui prescrit les mesures sanitaires à prendre dans les départements touchant à l'Espagne. En fait, elle adapte purement et simplement, à l'usage des frontières de terre, les précautions prises dans les ports : fermeture de toutes les routes françaises vers l'Espagne, sauf une seule au passage de laquelle sont exigés les certificats de santé; établissement sur toute la frontière d'Espagne de cordons sanitaires renforcés aux points les plus voisins de la contagion; interdiction d'introduire dans le royaume des denrées susceptibles par leur nature (tissus, laine, soie, pelleteries, cuirs et papiers); obligation de purification et d'une quarantaine de cinq à dix jours pour les objets douteux, emballés et non susceptibles (des tableaux annexes classent les marchandises dans ces différentes catégories); purification des lettres; suppression des foires et marchés dans un rayon de 5 lieues du cordon sanitaire.

L'ordonnance instaure en même temps dans chacun des départements menacés, une intendance sanitaire présidée par le préfet, et partout où il sera nécessaire, des commissions sanitaires présidées par le maire; elles nommeront les agents et gardes de santé et proposeront toutes mesures

utiles (1). Quelques mois plus tard, ces dispositions prises au moment du besoin sont remplacées par une loi générale et permanente, applicable en tout temps dans tout le royaume.

Cette loi, du 3-9 mars 1822, est complétée par l'ordonnance du 7-14 août suivant qui en fixe les modalités d'application. Désormais, dit la loi, ce sont des ordonnances royales qui détermineront les pays normalement ou temporairement suspects, et les mesures tant courantes qu'extraordinaires à observer aux frontières et sur les côtes. Les provenances par mer de pays habituellement et actuellement sains sont admises à libre pratique dès après les interrogations et visites d'usage. Les autres provenances par mer ou par terre sont rangées sous le régime bien connu de la patente brute, de la patente suspecte ou de la patente nette; elles pourront être assujetties à des quarantaines plus longues ou être même « repoussées du territoire si la quarantaine ne peut avoir lieu sans exposer la santé publique ». En cas d'impossibilité de purifier, de conserver ou de transporter sans danger des animaux ou des objets matériels susceptibles, on pourra, sans obligation d'en rembourser la valeur, tuer et enfouir les animaux, détruire et brûler les objets matériels.

L'ordonnance donne des détails plus précis pour toutes les provenances. Ne sont pas réputés pays sains ceux où règnent actuellement ou fréquemment la peste, ceux où elle vient de se terminer, ceux qui communiquent sans précautions avec des lieux suspects. La classification sous le régime de la patente brute ou suspecte entraîne la quarantaine de rigueur; celle en patente nette, une quarantaine d'obser-

(1) J.-B. DUVERGIER, t. XXIII, p. 361.

vation. Pour les provenances par mer est exigée la patente de santé indiquant l'état sanitaire du lieu de départ et celui du bateau à ce même moment et visée sans ratures à chaque escale. Equipage et passagers doivent avoir leur billet de santé. Avant son admission à pratique, le capitaine doit aller faire sa déclaration dans une embarcation à « flamme de couleur jaune », apparente, « à l'effet de faire connaître son état de suspicion et d'empêcher toute approche ». Pour les provenances par terre, les passeports, lettres de voiture, ou billets de santé remplaceront la patente et seront également visés à chaque relai. Les durées de quarantaines sont fixées selon les cas (Océan, Manche ou Méditerranée; patente nette, suspecte ou brute).

En même temps qu'un Conseil supérieur de Santé, les intendances et commissions sanitaires sont établies pour les temps de contagion; leur siège et leur ressort sont déterminés par des ordonnances ultérieures (7 juillet 1824, 4 octobre 1831).

Désormais, la France possède un Code sanitaire semblable à celui des pays sardes et surtout des organismes spécialement investis de l'autorité en matière de santé. Une certaine autonomie est laissée aux intendances locales, ce qui donne à l'organisation la souplesse nécessaire pour parer à toute surprise. De ce fait, Marseille formule la première son règlement, qui sert de modèle au reste du littoral méditerranéen. Il faut dire que la conduite envers les pestiférés était très dure : on les laissait seuls dans une chambre où ils devaient ouvrir eux-mêmes leurs bubons, même si ceux-ci n'étaient pas mûrs. Pour qu'on leur envoyât un simple élève chirurgien, vêtu de toile cirée, muni d'un réchaud à parfums et de chlorure de chaux, il fallait qu'ils fussent à la dernière extrémité. Dans une chambre voisine,

mais sans communication avec eux, habitait un soigneur couvert de toile cirée et chaussé de sabots. Il leur tendait au bout d'une planche leurs remèdes et leur nourriture. Quant aux médecins et chirurgiens, ils s'arrêtaient à 12 mètres du malade pour juger de son état!

3) Etat sanitaire de la Riviera jusqu'en 1850.

A Nice, des patentes royales du 24 novembre 1827 répètent toutes les formalités auxquelles sont soumis les navires arrivant dans un port; elles ajoutent qu' « étant donné la connexion entre les pratiques et usages maritimes, et les attributions des magistrats de santé », les capitaines de port feront partie de ce tribunal avec voix décisive dans les délibérations; mais ils ne devront pas s'immiscer dans les lazarets dont les directeurs dépendent directement du magistrat. A Toulon, à plusieurs reprises, le typhus se déclare dans le bague et inquiète la population, mais l'isolement sévère des malades évite toute propagation du mal dans la ville.

Munie de ce système préventif uniforme, il semble que la Riviera ne doive plus subir d'épidémie. Un terrible fléau vient pourtant décimer les côtes et remplacer la peste dans l'esprit angoissé des populations : le choléra, qui chemine lentement depuis l'Asie et la Russie, et endeuille bientôt l'Europe. Le 27 juin 1831, le ministre de la Marine sarde est informé que le choléra-morbus a éclaté sur un bâtiment de la flotte russe qui croise dans la Baltique; le 6 juillet, Pologne, Galicie et Prusse sont atteintes, ainsi que l'Ukraine et leurs provenances astreintes à des mesures de rigueur. La Hollande et l'Allemagne établissent à leurs frontières des cordons sanitaires. Le 27 juillet, on apprend que le

choléra a pénétré en Hongrie : sept malades en un jour, dont six meurent le lendemain.

Trois semaines après, « surmontant » le cordon, le mal a gagné les environs de Vienne. Des précautions s'imposent : des patentes royales sardes, du 28 juillet, constatent les terribles ravages du choléra en Europe Orientale : « ... son caractère extrêmement méchant et homicide, et la rapidité foudroyante avec laquelle il s'étend et se propage d'une région à l'autre ». Pour centraliser et coordonner les mesures adoptées par les magistrats de santé, sans toutefois diminuer leur autorité ni leur juridiction, une Junta supérieure de santé publique est créée pour le temps que durera le fléau en Europe. Elle formulera tous les règlements nécessités par les circonstances, fixera les quarantaines et les restrictions au commerce et à la circulation, et se tiendra en rapport constant avec les magistrats de santé. Là où il n'existe pas de magistrat, sont établies des Juntas divisionnaires de santé (1). Cette Junta prohibe, le 6 septembre, tout « trafic de fripier et revendeur de hardes », et toute introduction des « objets qui font partie des fournitures des hôpitaux, casernes, camps et lazarets ». En France, les intendances et commissions sanitaires sont établies par l'ordonnance du 16-25 août 1831.

Malgré tout, le choléra se déclare à Paris en mars suivant; le conventionnel Dominique Blanqui est emporté le 2 juin. Dès avril, à Nice, on décide d'édifier dans un délai de cinq ans, une église dédiée à Notre-Dame des Grâces « contre l'invasion épidémique de Morbus, connu sous le nom de choléra asiatique » (2). Une ordonnance française,

(1) Regl Editti e Manifesti (1831).

(2) G. DOUBLET, *Le choléra à Nice en 1835* (*Eclaireur du Dimanche*, 13 juillet 1924).

du 10 avril, révoque les dispositions de 1831 et se contente de permettre aux préfets de transformer les intendances et commissions sanitaires en Conseils et Commissions de salubrité.

Le 16 juin, la juridiction du magistrat de santé de Nice est étendue à la province d'Oneglia pour placer toute la côte sous une même autorité. Le protomédecin publie un manifeste contre le commerce abusif des médicaments, « surtout en ce moment où beaucoup se croient autorisés à vendre des préservatifs spécifiques contre le choléra asiatique ». Il est interdit aux « droghieri, distillatori, caffettieri, e confettieri » de vendre des drogues purgatives (conserves et tablettes d'ipéca, myrrhe, rhubarbe, manne) et surtout l'arsenic ou autre poison, les mercuriels, les opiacés, les abortifs, caustiques et corrosifs (1).

Le danger s'éloigne de la côte pour un temps, mais la vigilance ne se relâche pas : le 31 décembre 1834, sont décidées à Nice des mesures de précaution envers le Midi français, car on signale des cholériques à Marseille et à Cette. Toutefois, le roi Charles-Albert juge les cordons sanitaires inutiles « d'autant plus, après ce qui est arrivé « dans les autres pays : Sa Majesté a cité l'exemple de « Vienne où le mal s'est manifesté malgré que trois files « de cordons gardassent cette capitale. La propreté des « rues et des maisons, le prompt secours aux gens atteints, « des abris convenablement aménagés pour leur transport « immédiat sont les moyens qui semblent en somme avoir « servi à rendre la maladie moins meurtrière et à en abrégé la durée » (2).

(1) Regi Editti e Manifesti (1832).

(2) Archives départementales, *Magistrat de santé* (1814-1860), 4.

C'est un aveu d'impuissance à se protéger contre la pénétration du fléau. De fait, le 24 février, le choléra fait son apparition à Marseille et se répand avec une vitesse effrayante : quarante-six morts en deux jours dont trente du choléra.

Aussi les habitants émigrent-ils en masse, vers Aix surtout. L'épidémie se développe; la ville est isolée par des cordons du reste de la Province. Toutes ses provenances sont soumises à la quarantaine. Le 9 avril, il semble que le mal soit éteint et les communications reprennent. Dangereuse illusion! Le 20 juin, de nouveaux cas éclatent à Marseille; le 22, Toulon est contaminé à son tour : un forçat meurt subitement. Le lendemain, quatre autres décès.

Chaque jour, le consul sarde à Toulon envoie au magistrat de Nice un bulletin sanitaire, indiquant le nombre total de cas en ville, hors de la ville, sur les bâtiments de guerre en rade et dans le port, sur les bâtiments marchands, dans les hôpitaux civil, militaire et maritime, au bagne, dans les casernes et les prisons; le nombre des individus nouvellement attaqués, des morts et des convalescents.

Du 21 au 30 juin, quatre-vingt-dix-neuf cas, dont quarante et un mortels. L'hôpital Saint-Mandrier, réservé d'abord aux cholériques, devient vite insuffisant; tous les établissements hospitaliers, temporaires ou permanents, sont bondés de malades. Au 4 juillet, il y a eu deux cent trente-deux cas, dont cent quatorze décès; au 21 juillet, mille deux cent quatre atteints, dont mille cent quatre morts; au 27 août, mille cinq cent vingt-quatre décès depuis le début de l'épidémie. A partir de ce moment, la maladie subit une régression notable. Le seul hôpital de Saint-Mandrier redevient suffisant : cinquante-cinq décès au total,

du 27 août au 15 septembre; vers le 20 septembre, le fléau est terminé.

A Grasse, la contagion qui a évolué de façon semblable, se termine un peu plus tôt (1). Nice et ses environs n'échappent pas à la maladie. Pourtant, dès fin janvier, des cordons sanitaires rigoureux et rapprochés ont été placés tout au long du Var, depuis son embouchure jusqu'à Daluis. A l'extrémité du Pont-du-Var se tient un marché où Sardes et Provençaux peuvent échanger leurs récoltes respectives, suivant les règles sanitaires. Mais sans cesse arrivent des réfugiés de Provence et le choléra s'introduit avec eux. Les premiers cas éclatent au bain de Villefranche et au port de Lympia, à la mi-juillet, puis toute la ville est atteinte.

Du 20 au 23 juillet, neuf morts à Nice, vingt-cinq à Villefranche, neuf à Aspremont. L'épidémie dure du 14 juillet au 24 septembre; on compte quatre cent trente-quatre cas dont deux cent trente et un décès, sur une population de trente-trois mille trois cent quatre-vingts habitants (2).

Les mesures préventives n'ont servi à rien. L'on n'y croyait plus guère d'ailleurs après le triste exemple de Vienne. Comme traitement, voici le rapport d'un médecin. Au « stadium algidum », il préconise des frictions, caloriques le long du corps, et sèches aux extrémités, avec sinapismes et vésicants à la plante des pieds; en même temps, l'absorption de dix à douze grains d'ipéca et deux grains d'émétique; pour boisson, une décoction de fleurs de tilleul. Cette méthode provoque généralement une réaction salutaire avec sueurs abondantes. A ce moment, on

(1) Archives départementales, *Magistrat de santé* (1814-1860), 93.

(2) TOSELLI, *Récit historique de Nice*, t. III, p. 216.

achève la cure par une saignée de 4 à 6 onces, et l'application de sangsues aux parties douloureuses. En cas d'embarras gastrique, on prescrira une mixture de 2 onces d'huile d'olive avec une demi-once de fleurs d'oranger et du suc de limons et, comme boisson, une décoction froide de mauve ou de l'eau fraîche acidulée (1). Il semble que ce traitement ne réussisse point trop mal. Quant à la désinfection, elle s'effectue par les méthodes habituelles; les fumigations de chlore, de Guyton-Morveau sont en particulier très employées pour les pièces où sont morts des cholériques (2). De toute façon, nous sommes loin des effroyables ravages de la peste dans les siècles précédents. En 1837, une petite recrudescence du fléau se manifeste à Toulon, mais elle ne gagne pas les régions voisines.

En 1839, une ordonnance française du 13-20 novembre, supprime l'obligation du billet de santé pour les passagers des navires. Les provenances des pays sujets à la fièvre jaune ne seront plus classées sous le régime de la patente suspecte; mais selon les circonstances, on leur appliquera celui de la patente nette ou de la patente brute. Dans ce dernier cas, leur quarantaine est abaissée en Méditerranée à dix à vingt jours seulement (3). En octobre 1843, des patentes royales sardes autorisent la délivrance de patentes de santé valables pour trois mois aux bâtiments pratiquant le petit cabotage côtier, sous réserve du visa à chaque relâche (4).

Ces adoucissements montrent que l'on a peu à peu réa-

(1) Archives départementales, *Magistrat de santé* (1814-1860), 91.

(2) Archives départementales, *Magistrat de santé* (1814-1860), 82.

(3) DALLOZ, n° 39, p. 674.

(4) Archives départementales, *ibid.*, 5.

lisé l'inutilité des quarantaines trop prolongées. Il est vrai que nous sommes arrivés à la seconde moitié du XIX^e siècle. En quelques années, tout le système sanitaire que magistrats sardes et autorités françaises ont mis si longtemps à édifier, va subir des transformations profondes. Seules subsisteront les institutions dont l'efficacité s'est réellement imposée, tandis que la multiplicité des interdictions particulières s'efface devant les bases nouvelles de la législation. L'empirisme va faire place à la science.

CONCLUSIONS

Il nous paraît difficile de donner en des conclusions précises le résumé des recherches que nous venons d'exposer; elles sont, du reste, en grande partie, indiquées à la fin de chacune de nos divisions de l'ouvrage.

Nous comprendrons sous le titre actuel une vue d'ensemble qui, sans reprendre point par point le détail de la lutte menée par nos pères contre les épidémies, dégagera de notre travail les idées directrices qui nous l'ont inspiré, et les résultats de nos longues recherches.

Par sa structure à la fois géographique, politique et économique, la Riviera française — et plus particulièrement le comté de Nice — pouvait craindre de fréquentes épidémies. Une longue et funeste expérience prouva que ces craintes n'étaient que trop fondées.

Que faire pour se préserver? Et d'ailleurs, cela était-il possible? En d'autres termes, le fléau était-il un châtement divin, périodique et inéluctable, ou bien le mal qui répandait la terreur était-il dû principalement à l'absence de précautions? Tout au long des siècles, les controverses s'élevèrent : la peste est-elle contagieuse? Se transmet-elle par le contact des malades ou des objets infectés?

La réponse — la certitude de la contagiosité — ne devait être donnée qu'à notre époque. Mais par cela même qu'on se posait la question, on élaborait des hypothèses. Et selon

que dans un pays la contagion était admise ou niée, le peuple tentait de se protéger, ou se laissait décimer sans lutte.

Il nous faut toutefois attendre le xvi^e siècle pour trouver les premières bases d'une organisation sanitaire. Jusque-là, nous ne sommes renseignés sur les épidémies que par les narrations des contemporains.

Poètes, mémorialistes et écrivains nous rapportent des faits souvent parés de merveilleux : les comètes annonciatrices, les tremblements de terre, les légendes des saints revêtent dans ces récits une importance égale à celle des événements simplement humains. Ce pouvoir du surnaturel sur des esprits élevés illustre précisément l'épouvante où le seul nom de peste jetait riches et humbles. Les hôpitaux n'offraient d'un refuge que le nom ; la prière était le seul et le suprême recours, et les couvents étaient très recherchés. Les registres ecclésiastiques sont les seules pièces officielles où nous trouvions consignées les rares décisions prises : retraites à la campagne et défense de se rendre en pays pestiféré.

En 1526, une première et importante mesure : la fondation du lazaret de Marseille suivant les principes élaborés dans les ports vénitiens. Afin de s'assurer qu'ils ne rapportent pas le germe fatal, navires, gens et marchandises venus d'Orient sont astreints à une attente plus ou moins longue dans un endroit spécial, et à une désinfection rudimentaire.

Ce premier pas, essentiel, mais dont l'efficacité demeure limitée aux provenances maritimes, est le seul qu'on accomplira en France jusqu'au début du xviii^e siècle. Dans l'intervalle, on se contente de généraliser et de perfectionner le système quarantenaire dans les ports français. Aucun organisme sanitaire n'est créé, aucune loi générale n'est promulguée. Tout ce que l'on retrouve, c'est un règlement royal sur

les quarantaines en 1683. Au contraire, vers 1570, le duc Emmanuel-Philibert retire à l'Etat l'attribution de la Santé publique et la confie à un magistrat de santé, spécialement érigé dans chaque capitale de province sarde.

A deux reprises, au cours du siècle suivant, ses successeurs supprimeront ce tribunal en Savoie et rendront au Conseil d'Etat ses anciennes prérogatives; mais ces suppressions seront passagères. Le magistrat général subsistera à Turin pour tout l'Etat. L'utilité des magistrats provinciaux s'affirmant chaque jour, des Constitutions royales, en 1723, les rétabliront définitivement, fixant leur composition et énumérant leurs fonctions.

Le droit de légiférer et l'autorité punitive caractérisent cette charge importante et lui confèrent une autonomie précieuse en cas d'urgence. Une source intéressante de documents nous est fournie; car aussitôt sont édictés des règlements, basés sur la reconnaissance implicite de la contagion. On « barre » les maisons, les villages, voire les pays infectés; on investit de gardes les lieux habités. Les déplacements ne sont permis qu'aux porteurs d'une « bullette » de santé en règle; les foires sont tout bonnement supprimées.

La superstition demeure mêlée à ces efforts initiaux; on voit planer sur les textes officiels l'ombre du bûcher trop souvent dressé pour supplicier de soi-disant « metteurs de peste ».

En 1580, précédé de comètes et autres perturbations, le mal ravage la côte. Loin de se laisser abattre par l'écroulement du premier système protecteur, les magistrats de santé le reprennent, le revisent et le complètent : renforcement des gardes; organisation complète du ravitaillement, de la police et du service sanitaire en cas d'épidémie; examen médical des cadavres. La notion de désinfection apparaît :

« parfumeurs » et « bosserands » s'affaireront à nettoyer, à faire bouillir et à aérer tout ce qui a pu être contaminé.

En 1631 éclate une nouvelle peste. Est-ce à dire que les mesures préconisées soient infirmées par l'expérience et doivent être abandonnées? Non, certes, puisqu'elles suffirent à préserver Menton. Mais leur conception est récente encore, on les applique mal. Négligence ou malveillance, le fléau pénètre à Nice et Monaco : il ne reste qu'à organiser soigneusement les quarantaines, car les secours médicaux sont bien faibles, sinon illusoires. Nouveau point acquis : on désinfecte brutalement, mais rigoureusement le pays.

Seconde et cruelle leçon. Les États sardes possèdent maintenant un ensemble de précautions minutieuses, compliquées, gênantes pour le commerce, mais d'une sûre efficacité. Un lazaret est édifié à Nice. La peste se déclare en Provence, en 1651, puis en 1720; mais le comté sait s'en préserver et le prouve. Que voyons-nous en France à ce même moment? Le seul règlement maritime de 1683 pour unique précaution; pas de secours prévus, aucune autorité compétente, nul moyen de contrôler ou de limiter le fléau. C'est, en 1720, une catastrophe au bilan terrible.

Outre les relations des contemporains et les textes législatifs, de nouvelles sources de documents nous sont fournies à cette époque par les Archives départementales et municipales. D'une part, le fonds du magistrat de santé; les comptes rendus des séances, les copies de lettres et d'ordonnances, les rapports médicaux nous indiquent en détails l'organisation sarde et la vie des ports méditerranéens.

D'autre part, sur toute la côte, les délibérations municipales, les actes de trésorerie et les pièces d'administration communale reflètent les préoccupations et les initiatives locales. Les registres d'état civil permettent de dresser des

statistiques. Ajoutons la correspondance des municipalités avec les divers organismes officiels et les gens de l'art, les publications qu'elles recevaient : nous pouvons dresser un tableau fidèle des horreurs de la peste sous la Régence.

Les contemporains mêmes décèlent les fautes monumentales commises. La Provence appliquera, désormais, le système sanitaire qui vient de si bien réussir à ses voisins : témoin le plan du 11 mai 1722 qui lui évite une rechute. Mais si elle adopte les règlements sardes, elle oublie de remonter à leur source : un tribunal particulier de la santé. Il lui faudra un siècle pour combler progressivement cette lacune essentielle.

Le XVIII^e siècle s'écoule sans changer l'état des choses : précautions analogues sur toute la Riviera décidées dans le comté par les magistrats locaux et provinciaux; en Provence, par l'autorité civile, militaire ou maritime suivant les circonstances.

Puis éclate le coup de foudre de la Révolution. Toute la Riviera devient française de Marseille à Gênes. La guerre étrangère et la guerre civile se conjuguent pour épuiser la France. Le pouvoir central maintient en vigueur les mesures sanitaires précédentes — maintien théorique, hélas! Disette, pauvreté et saleté font naître et entretiennent des fièvres malignes à forte mortalité.

Tous les documents de l'époque s'accordent sur leurs causes : Mémoires ou enquêtes contemporains (Bonifacci, Fodéré, Français de Nantes), motions municipales et arrêtés de district, délibérations de l'Administration provisoire, ou rapports à l'administration centrale, correspondance de Masséna avec ses subordonnés et avec Bonaparte, correspondance administrative, lois, décrets et circulaires, états de population, dressent le même tableau de misère, devant

lequel le dévouement inlassable des médecins est impuissant. Seuls n'ont pas cessé d'être appliqués les règlements maritimes de quarantaine, et avec succès.

En 1800 seulement, l'énergie de Masséna maîtrise la situation. Des mesures hardies défilent à bonne allure : transformation des hôpitaux militaires, exécution des multiples arrêtés de voirie et propreté publique, cessation de l'incurie administrative, approvisionnements réguliers. Le rôle des fonctionnaires du Consulat et de l'Empire va consister à maintenir ces améliorations, puis à ramener un état sanitaire normal. Dans l'enchevêtrement des lois, des arrêtés préfectoraux, des circulaires ministérielles, des instructions des bureaux de santé, à travers la correspondance volumineuse des conservateurs de santé avec les autorités constituées du département et celle de la commission de santé, un début d'organisation rationnelle se fait jour : sur le plan local, surveillance des ports par les bureaux de santé, assainissement de l'intérieur par les efforts concertés des préfets et d'une commission de santé et de salubrité publiques ; sur le plan national, création d'un Conseil supérieur civil et militaire de santé, déléguant des inspecteurs dans chacune des divisions militaires et ses arrondissements sanitaires.

Des règlements de salubrité bien compris sont promulgués et appliqués : pureté de l'air, surveillance des comestibles, aménagement de cimetières. La lutte contre la variole est engagée ; des Comités de vaccine font connaître, appliquent et répandent la méthode. Les lazarets fonctionnent régulièrement. Et les résultats sont probants, puisqu'aucune épidémie n'intervient plus.

En 1814, la Riviera se trouve de nouveau politiquement divisée. Mais cela n'a plus guère d'importance pour notre

objet. L'unification des mesures sanitaires est accomplie et elle persiste malgré les changements de régime.

Le magistrat de santé reprend dans le comté de Nice son activité; il s'est même modernisé et c'est un amoncellement de lettres échangées sur les plus petits détails de sa charge avec les services de la Marine, de la Guerre, de l'Intérieur et les représentants du Piémont à l'étranger; petites épidémies locales, entretien des lazarets, vaccination. La paperasserie gagne les bureaux du magistrat, sans qu'apparaisse aucune innovation.

Le système protecteur ne change pas, car aucun fait scientifique nouveau n'en vient encore modifier les bases. En France aussi la nature des précautions de santé demeure la même. Mais leurs modalités d'application s'y transforment entièrement par la mise au point, en 1822, d'une véritable législation, coordonnée et générale : des intendances sanitaires préfectorales au chef-lieu et des commissions sanitaires militaires dans les communes ont, sous leurs ordres, les préposés de santé et aux lazarets, et le service médical. Elles relèvent directement du ministre de l'Intérieur, entouré lui-même d'un Conseil supérieur de Santé.

Nous atteignons ainsi la première moitié du XIX^e siècle. Un nouveau fléau, le choléra, pénètre en 1831 en Europe centrale : les précautions prises dans ces pays à population dense et dépourvus de position stratégique de défense s'avèrent inefficaces. C'est en 1854 et en 1865 surtout que va se manifester, en Europe, une grande expansion cholérique. Mais c'est aussi l'époque où la science accomplit des progrès décisifs.

Devant les faits nouveaux, l'on reconsidère l'ensemble du système de protection sanitaire : lazarets, quarantaines par terre et par mer, cordons et postes de garde, désinfection.

Les très longues quarantaines imposées aux procédences des « pays non habituellement sains » répondaient au double besoin de rassurer les esprits hantés par le souvenir de la peste de 1720 et de permettre aux marins naviguant de longs mois sur des bâtiments à faible tonnage de prendre aux escales du repos, de l'eau et des vivres frais. Mais les navires de fort tonnage et la rapide navigation à vapeur remplacent maintenant les longs voyages d'autrefois; les quarantaines prolongées ne sont plus imposées par la nécessité de se procurer des aliments frais. Et elles entravent d'autant plus le commerce que chaque pays possède ses règlements particuliers et ses formalités compliquées. Telle maladie est considérée ici comme contagieuse et, là, comme bénigne.

D'autre part, grâce à de vieux préjugés, les Etats musulmans n'avaient jusqu'alors rien tenté pour se délivrer du fléau qui les décimait en permanence. En 1838, le sultan Mahmoud II entreprend enfin d'assainir son pays. Il institue dans ce but un Conseil supérieur de Santé, composé de musulmans, de médecins et de délégués européens. Des mesures d'hygiène et de prophylaxie sont adoptées et se révèlent aussitôt si efficaces qu'aucune peste ne se déclare plus en Turquie. Aussi, en 1846, l'Académie de Médecine de Paris se réunit-elle pour examiner la situation nouvelle : bon état sanitaire au Levant, nécessité d'assouplir le système des quarantaines.

Une mission est envoyée en Orient pour juger sur place des divers aspects du problème. Elle proclame, à son retour, ce fait essentiel : la durée d'incubation de la peste est de huit jours au maximum. Dès lors, à quoi bon imposer aux navires une attente insupportable dans leur port d'arrivée? Du fait qu'ils ont navigué pendant plus de huit jours

sans subir aucune atteinte de contagion, ils doivent être reconnus sains et admis comme tels à libre pratique, après vérification des papiers de bord. La quarantaine au lazaret ne sera maintenue que s'il y a maladie pestilentielle déclarée. Ceci est déjà une modification précieuse qui reçoit son application légale par une ordonnance du 18 avril 1847; mais l'on ne s'en tient pas là.

Sur la suggestion de l'Académie, l'on envoie dans les diverses Echelles du Levant des « Médecins sanitaires », seuls juges de l'état sanitaire local, et seuls qualifiés pour délivrer aux navires leurs patentes de santé. Seuls aussi subsistent les deux régimes de la patente nette ou de la patente brute, celle-ci pour les pays actuellement pestiférés ou en libre communication avec un pays contaminé. En outre, sur chaque bâtiment devrait se trouver un médecin qui vérifie constamment l'état sanitaire des passagers et de l'équipage. L'ordonnance fixe les durées de quarantaine pour les navires selon leur durée de voyage, leur patente nette ou brute, la présence ou l'absence d'un médecin sanitaire à bord. En 1850, on fait contre le choléra ce que l'on vient de faire contre la peste; une ordonnance donne, selon les mêmes principes, le tableau des quarantaines imposées aux provenances de pays atteints du choléra. En cas d'épidémie, on ne regarde comme infecte que la circonscription territoriale atteinte et non le pays entier.

Les vieux systèmes de protection sont abandonnés. Certes, pour empiriques qu'ils fussent, ils s'étaient lentement perfectionnés au point d'acquérir une indiscutable efficacité : la sauvegarde du comté de Nice, en 1720, en est une preuve. Mais ce perfectionnement même entraînait des complications, des ruptures de commerce et de circulation, des formalités et des délais incompatibles avec la civilisation mo-

derne et l'activité sans bornes des armateurs et des marchands qui « portent leurs marchandises et leurs lois d'un « pôle à l'autre et se font payer tribut par les flots eux-mêmes » (1).

Les relations internationales sont devenues rapides et fréquentes, en même temps que la Science perce peu à peu le mystère de l'incubation et du développement des maladies, et bientôt celui de leur nature microbienne.

Le nouveau principe est établi, sur lequel repose la prophylaxie internationale moderne : « Le traitement applicable aux navires doit être réglé par leur état sanitaire à l'arrivée et non par l'état du port de provenance qui donne seulement des indications » (2). Son application libère le commerce d'une gêne considérable et délivre les esprits de leurs craintes trop souvent justifiées. De plus, les quarantaines par terre sont supprimées et remplacées par des mesures de désinfection.

Sur la proposition de la France, des Conférences internationales contre la peste se réunissent à Paris, en 1851 et en 1859; leur rôle est de faire reconnaître les bases nouvelles de la lutte contre les épidémies et d'unifier les décisions prises dans tous les pays afin de garantir la santé publique tout en favorisant le commerce maritime. Des Conférences internationales contre le choléra les suivent bientôt à Constantinople (1860), Vienne (1874), Rome (1885), et contre la fièvre jaune à Washington (1880).

Depuis lors, les grands principes de la législation sanitaire ne changent plus; des Conférences ultérieures (Venise 1892, Dresde 1893, Paris 1894, Venise 1897) ne font que

(1) BYRON, *Don Juan*, Chant X, 65.

(2) A. PROUST, *Défense de l'Europe contre la peste*, III ss..

préciser et renforcer les décisions prises, compte tenu des caractères particuliers à chaque maladie. L'humanité peut enfin oublier le cauchemar aux multiples formes de nos aïeux : *la Peste*.

En ma qualité de Censeur de tour, j'ai lu la Thèse ayant pour titre :

Les épidémies dans les ports de la Riviera française,

par Janine KLUGMANN.

Je pense que la Faculté peut en permettre l'impression.

Montpellier, le 3 avril 1943.

Le Professeur : A. ASTRUC.

Vu :

Montpellier, le 3 avril 1943.

Le Doyen : A. ASTRUC.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 3 avril 1943.

Le Recteur : J. SARRAILH.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	9
Mesures sanitaires dans la Riviera française.	13
CHAPITRE PREMIER. — Les conditions locales.	15
1) <i>Une région frontière.</i>	16
2) <i>Une contrée maritime.</i>	18
3) <i>Un sol infertile.</i>	20
CHAPITRE II. — Les principes de ces mesures.	22
La question de la contagiosité; position des législateurs. Base des méthodes adoptées.	
CHAPITRE III. — Organismes chargés de les édicter et de les appliquer.	28
1) <i>Institutions sardes.</i>	28
A) Les organismes de la législation sarde.	28
Le consulat de la mer, le protomédicat, le magistrat de santé.	
B) Le magistrat de santé.	30
Création et dédoublement de la charge; rôle intermittent du Conseil d'Etat de Savoie.	
C) Attributions de ce magistrat.	33
Son érection; son organisation complète par les Constitutions royales de 1723; son fonctionnement.	
2) <i>Institutions françaises.</i>	39
A) Avant la Révolution.	39
Les premiers arrêts locaux; le Règlement royal de 1683 et les additions ultérieures trop rares.	
B) Organisation progressive.	42
Création de bureaux de santé; maintien des précautions sanitaires dès le début de la Ré- volution, puis sous le Directoire et le Consu- lat. Renforcement de ces mesures sous l'Em- pire.	

C) Législation définitive sous Louis XVIII....	46
Ordonnance de 1821 contre la fièvre jaune. L'ordonnance générale de 1822 et l'organisa- tion du service sanitaire dans toute la France jusqu'en 1847.	
Lutte contre les épidémies dans l'Histoire.	51
CHAPITRE PREMIER. — De l'antiquité à 1575.	53
1) <i>Les grandes pestes.</i>	53
Les épidémies antiques; la peste en Pro- vence en 588. La « mort noire » terrifie l'Europe au xiv ^e siècle; la légende de saint Roch. Nouvelles pestes sur la Riviera en 1466, 1470, 1497, 1528. Rôle des guerres et Croi- sades.	
2) <i>Les dispositions adoptées.</i>	59
Fondation d'hôpitaux par les Ordres reli- gieux et les riches bourgeois à partir du xii ^e siècle; leur insuffisance. L'institution des lazarets ; leur but, l'exemple de Venise, les règlements de quarantaine à Marseille. Leur importance fondamentale.	
CHAPITRE II. — De 1575 à 1720.	66
1) <i>Les premiers Edits sardes.</i>	66
L'édit du Conseil d'Etat de 1575 (bullettes de santé, garde des villes et routes, consi- gnation des infects). L'ordonnance de 1577 vient le compléter ; suppression des foires, crainte des « engraisseurs ».	
2) <i>La peste de 1580.</i>	72
Vaines tentatives pour se préserver : re- censement, provisions, emprunts. L'organisa- tion municipale durant le fléau et la qua- rantaine forcée. Fin de l'épidémie.	
3) <i>Les nouveaux règlements sardes qui en découlent.</i>	75
L'examen médical des cadavres. Le règle- ment de 1587 prévoyant l'organisation de police, de secours matériels, de ravitaille- ment, du service sanitaire en cas d'épidémie et la claustration des pestiférés. La désinfection des maisons. Projet de lazaret à Nice. Obligation du certificat de santé pour les marchandises.	
4) <i>La peste de 1631 dans le comté de Nice.</i>	83
Ses ravages en Provence. Contamination de Nice malgré tous ses efforts. Famine et ter- reur, défaut de service sanitaire. Mortalité.	

5) <i>La peste de 1631 à Monaco.</i>	88
Le fléau est introduit par malveillance. L'organisation minutieuse de la quarantaine. Désinfection brutale, mais efficace de la ville. Préservation de Menton et Roquebrune.	
6) <i>La fin du XVII^e siècle.</i>	92
Les établissements hospitaliers. Une épidémie en 1651. Création des lazarets de Nice et Toulon. En Provence, le premier règlement général sanitaire n'est promulgué qu'en 1683; se limitant à la protection des ports il est très insuffisant : contraste avec les précautions sardes minutieuses.	
CHAPITRE III. — <i>De 1720 à la Révolution française.</i>	98
1) <i>La peste à Marseille en 1720.</i>	98
Origine de l'épidémie; son développement au milieu d'une imprévoyance totale. Les missions médicales officielles; leur opinion affichée d'un mal bénin et leur conviction réelle de la peste. Les remèdes de toutes sortes. L'organisation lente des secours et le déblaiement des cadavres. Les dernières quarantaines. Le terrible bilan funèbre.	
2) <i>La peste en Provence en 1720.</i>	106
Un arrêté préventif du Parlement vient trop tard; les erreurs initiales et l'infection de Toulon. Horreurs de la quarantaine forcée; sa cessation. Nouvelles mesures et fin de l'épidémie. Rechute de Marseille, évitée alentour par de sages précautions; le plan du 11 mai 1722.	
3) <i>Mesures de désinfection.</i>	115
Méthode générale suivie. Composition des « parfums » utilisés. Purification des maisons, du mobilier, des églises et des étoffes; son efficacité.	
4) <i>Sauvegarde du comté de Nice.</i>	122
Premiers avertissements reçus. Garde des villes et des côtes; restrictions au commerce et à la circulation. Difficultés du ravitaillement et entretien des corps de garde. Précautions envers le courrier et les marchandises. Le rétablissement progressif des relations avec les territoires voisins.	
5) <i>Le XVIII^e siècle.</i>	132
Quarantaines et lazarets. L'épidémie de 1735, « l'année mortelle ». Vigilance des autorités françaises et sardes. La rage dans le comté, heureusement circonscrite. Les premières années de la Révolution n'amènent aucun changement à Nice.	

CHAPITRE IV. — La première période française (1792-1814). 142

1) *Les premiers temps de l'occupation*..... 142

Dénûment et mortalité dans les hôpitaux sur toute la côte. Maintien sévère des quarantaines dans les ports. Des fièvres malignes règnent partout, entretenues par la misère et la saleté (1794, 1795, 1797).

2) *L'épidémie de l'an VIII*..... 151

Nature du mal; ses causes : malpropreté, disette, insuffisance des sépultures, délabrement des hôpitaux militaires. Forte mortalité dans le peuple et aux armées. Les mesures énergiques de Masséna l'enrayent. Surveillance des ports.

3) *Consulat et Empire*..... 161

A) Assainissement du pays..... 162

Création d'une Commission de santé et de salubrité publiques; elle promulgue un important règlement sur les comestibles, la pureté de l'air et des eaux, la réglementation des pharmacies, les mesures d'urgence en cas d'épidémie. L'aménagement des cimetières. Les médecins des épidémies. Surveillance des remèdes et des ateliers insalubres.

B) Lutte contre la variole..... 170

Inoculation directe et vaccination. Ravages de la petite vérole dans le Midi. Création à Nice d'un Comité de vaccine. Succès de la méthode. Réorganisation des hôpitaux.

C) Protection sanitaire des côtes..... 175

Police des lazarets et modalités de quarantaine. Précautions contre la peste et la fièvre jaune; complications qui en résultent. La fin de l'Empire.

CHAPITRE V. — Le commencement du XIX^e siècle..... 184

1) *Restauration sarde à Nice*..... 184

Rétablissement et activité du magistrat de santé, reconstruction du lazaret de Villefranche. Propagation de la vaccine.

2) *Législation française nouvelle*..... 187

Ordonnance contre la fièvre jaune d'Espagne en 1821. La loi générale sanitaire de 1822 : détermination des différentes provenances par terre et par mer, formalités et contumaces, intendances et commissions sanitaires.

3) *Etat sanitaire de la Riviera jusqu'en 1850.* 191

Typhus au bagne de Toulon. Le choléra se propage à travers l'Europe. Création de Juntas spéciales de santé à Nice et d'Intendances sanitaires en France. Le choléra frappe cependant Marseille, Toulon, Grasse et Nice. Adoucissement progressif du système quarantenaire.

CONCLUSIONS. 199

Evolution générale des mesures anticontagieuses et aboutissement à un système coordonné au début du xix^e siècle. Les nouvelles données scientifiques remettent tout en question vers 1846; des conférences internationales successives élaborent sur des bases nouvelles un ensemble de précautions sanitaires universellement adopté aujourd'hui.

